

Dessignons

un avenir

qui a du sens



I – Rapport de Présentation 3. Evaluation Environnementale

Version Approuvée
Mars 2015

SCOT

Schéma de Cohérence Territoriale

HABITAT - ÉCONOMIE - TRANSPORT - ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE

Chapitre 1. Cadre réglementaire et territorial, définition des enjeux environnementaux	1
1.1 cadre réglementaire.....	1
1.2 cadre environnemental.....	2
1.3 définition des enjeux environnementaux.....	4
Chapitre 2. Composition de la démarche d’Evaluation Environnementale	5
2.1 une évaluation environnementale intégrée au projet scOt.....	5
Chapitre 3. Résumé non technique	8
3.1 Biodiversité, Milieux naturels et agricoles.....	8
3.1.1 Enjeux identifiés et traduction dans les documents PADD / DOO.....	8
3.1.2 Incidences.....	9
3.1.3 Mesures.....	10
3.2 paysages et cadre de vie.....	11
3.2.1 Enjeux identifiés et traduction dans les documents PADD / DOO.....	11
3.2.2 Incidences.....	11
3.2.3 Mesures.....	11
3.3 gestion des milieux aquatiques et de la ressource en eau.....	12
3.3.1 Enjeux identifiés et traduction dans les documents PADD / DOO.....	12
3.3.2 Incidences.....	14
3.3.3 Mesures.....	14
3.4 gestion énergétique.....	15
3.4.1 Enjeux identifiés et traduction dans les documents PADD / DOO.....	15
3.4.2 Incidences.....	15
3.4.3 Mesures.....	15
3.5 gestion des Risques, nuisances et pollutions.....	17
3.5.1 Enjeux identifiés et traduction dans les documents PADD / DOO.....	17
3.5.2 Incidences.....	18
3.5.3 Mesures.....	18
Chapitre 4. Analyse thématique des incidences de la mise en œuvre du SCoT	20
4.1 Modalités d’évaluation.....	20
4.2 Biodiversité, milieux naturels et agricoles (hors sites N2000).....	21
4.2.1 Tableau d’évaluation.....	21
4.2.2 Bilan des incidences sur la biodiversité, les milieux naturels et agricoles.....	24
4.2.3 Incidences.....	24
4.2.4 Mesures.....	24
4.3 PaysageS ET CADRE DE VIE.....	26
4.3.1 Tableau d’évaluation.....	26
4.3.2 Bilan des incidences sur les paysages et le cadre de vie.....	29
4.3.3 Incidences.....	29

4.3.4 Mesures	29
4.4 GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET DE LA Ressource en eau	32
4.4.1 Tableau d'évaluation.....	32
4.4.2 Bilan des incidences sur les ressources en eau	33
4.4.3 Les prélèvements d'eau.....	33
4.4.4 La gestion des eaux usées et pluviales et le risque de pollution des ressources en eau.....	34
4.4.5 L'imperméabilisation des sols.....	35
4.5 GESTION ENERGETIQUE	36
4.5.1 Tableau d'évaluation.....	36
4.5.2 Bilan des incidences sur l'énergie	37
4.5.3 Incidences.....	37
4.5.4 Mesures	38
4.6 GESTION DES Risques, nuisances et pollutions.....	40
4.6.1 Tableau d'évaluation.....	40
4.6.2 Bilan des incidences liées aux nuisances	42
4.6.3 Les risques naturels.....	42
4.6.4 Les risques industriels	43
4.6.5 L'exposition au bruit et aux pollutions atmosphériques.....	43
Chapitre 5. Prise en compte des plans et schémas d'ordre supérieur	44
5.1 Prise en compte des plans et schémas d'ordre supérieur	44
5.2 Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique.....	44
5.3 Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour Garonne	47
5.4 Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.....	50
5.5 Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie.....	51
5.6 Prise en compte par le SCoT des autres plans et programmes.....	51
5.6.1 La Loi Montagne	51
5.6.2 Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés.....	51
5.6.3 Le Plan de Prévention liés aux nuisances sonores.....	52
5.6.4 La gestion forestière	52
5.6.5 La Charte du Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises	52
5.6.6 Les Chartes des Pays des Portes d'Ariège-Pyrénées et de Foix Haute-Ariège	53
5.7 Prise en compte des SCoT limitrophes	54
5.7.1 Trame Verte et Bleue du SCoT du Pays Sud Toulousain.....	55
5.7.2 Trame Verte et Bleue du SCoT du Pays Lauragais	56
Chapitre 6. Analyse des incidences sur les sites NATURA 2000	57
6.1 Cadre réglementaire.....	57
6.2 Sites concernés	58
6.3 Pechs de Foix, Soula et Roquefixade, grotte de l'Herm.....	60
6.3.1 Généralités	60
6.3.2 Document d'objectif.....	62
6.3.3 Compatibilité du SCoT avec le Docob.....	63
6.4 Rivières de l'Ariège et de l'Hers	64
6.4.1 Généralités	64

6.4.2 L'Ariège.....	65
6.4.3 L'Hers.....	67
6.5 Quiés calcaires de Tarascon-sur-Ariège et la grotte de la Petite Caougnau	70
6.5.1 Généralités	70
6.5.2 Document d'objectif	71
6.5.3 Compatibilité du SCoT avec le Docob.....	71
6.6 Incidences des projets de Zones d'Activités sur les sites NATURA 2000	73
6.6.1 Cas de la ZAE du Plateau de Tournac	74
6.6.2 Zones situées à proximité de sites Natura 2000	75
Chapitre 7. Analyse des incidences sur la trame verte et bleue	77
7.1 Les réservoirs de biodiversité.....	78
7.2 Les corridors écologiques.....	79
7.3 Renforcement et restauration de corridors.....	80
7.4 Incidences des projets des zones d'activités sur la trame verte et bleue	82
Chapitre 8. Indicateurs de suivi	93

Cartes

☞ Carte 1 : Secteurs agricoles stratégiques	30
☞ Cartes 2 et 3 : TVB cartographiée dans le SRCE et TVB du SCoT Vallée de l'Ariège	45
☞ Cartes 4 et 5 : SCoT limitrophes au SCoT de la Vallée de l'Ariège en 2013	54
☞ Cartes 6 et 7 : Concordance SCoT de la Vallée de l'Ariège / SCoT du Pays Sud Toulousain	55
☞ Cartes 8 et 9 : Concordance SCoT de la Vallée de l'Ariège / SCoT du Pays Lauragais	56
☞ Carte 10 : Zones Natura 2000 du territoire du SCoT de la Vallée de l'Ariège	58
☞ Carte 11 : ZSC Pechs de Foix, Soula et Roquefixade, Grotte de L'Herm	61
☞ Carte 12 : ZSC Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste	64
☞ Carte 13 : ZSC et ZPS Quiés calcaires de Tarascon-sur-Ariège et la grotte de la Petite Caougnau	70
☞ Carte 14 : Localisation des ZACOM et ZAE par rapport aux sites Natura 2000	73
☞ Cartes 15 et 16 : ZAE de Tournac Scénarios 1 et 2 (étude de faisabilité SAUNIER & Associés – 2009)	74
☞ Carte 17 : Trame verte et bleue du SCoT Vallée de l'Ariège	77
☞ Carte 18 : Cartographie des haies - Secteur du PAT des basses vallées de l'Ariège et de l'Hers	80
☞ Carte 19 : Localisation des ZACOM et ZAE par rapport à la trame verte et bleue	82
☞ Carte 20 : Propositions d'orientations d'intégration du projet de Tournac (Géoportail)	84
☞ Carte 21 : Propositions d'orientations d'intégration du projet de Saverdun (Géoportail)	91

Photographies

☞ Photographie 1 : Vue depuis la limite Sud-Ouest en direction du Nord (poche Ouest)	83
☞ Photographie 2 : Vue depuis le Sud-Ouest en direction de l'Est (poche Ouest)	83
☞ Photographie 3 : Vue depuis l'Ouest en direction de l'Est (poches Nord et Centre)	83
☞ Photographie 4 : Ruisseau drainant le plateau	83
☞ Photographie 5 : Vue depuis le Nord-Est en direction du Sud-Est (secteur ZAE).....	85
☞ Photographie 6 : Vue depuis le Nord en direction du Sud (secteur central, ZAE)	85
☞ Photographie 7 : Vue depuis le Nord-Ouest en direction du Sud (secteur ZACom)	85
☞ Photographie 8 : Vue depuis l'Ouest, RD29, en direction de l'Est (secteur ZACom)	86
☞ Photographie 9 : Vue du lieu-dit Sainte Anne depuis la D119	86
☞ Photographie 10 : Vue depuis le Sud, secteur les Mandrous, en direction du Nord-Est (secteur ZAE).....	86
☞ Photographie 11 : Vue depuis la RD624 en direction de l'Ouest, de la pointe Sud-Ouest	87
☞ Photographie 12 : Vue depuis la RD624 en direction du Nord-Est	87
☞ Photographie 13 : Vue depuis la RD624 du lieu-dit Tartifume (vers le Nord).....	87
☞ Photographie 14 : Vue depuis la RD624, lieu-dit Tartifume, en direction de l'Ouest	88
☞ Photographie 15 : Vue du site depuis le giratoire d'intersection RD624-RD14 en direction de l'Ouest	88
☞ Photographie 16 : Vue du site depuis la voirie en attente hors emprise au Nord-Ouest (en direction de l'Est)	88
☞ Photographie 17 : Vue du site depuis l'angle Nord-Est en bordure de la RD820	89
☞ Photographie 18 : Vue depuis le domaine Freyras (Sud-Ouest), sur le chemin de Frayras vers l'Est.....	89
☞ Photographie 19 : Arbres taillés en têtards le long du chemin de Frayras au Sud du site.....	89
☞ Photographie 20 : Vue depuis le chemin de Frayras accès Est depuis la D927.....	90
☞ Photographie 21 : Rivière de l'Aure constituant la limite Sud du site.....	90
☞ Photographies 22 et 23 : Angle Sud-Est du site, alignement d'arbres le long de la RD927 et vue en direction du Nord-Ouest.....	90

Chapitre 1. CADRE REGLEMENTAIRE ET TERRITORIAL, DEFINITION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

1.1 CADRE REGLEMENTAIRE

Le SCoT de la Vallée de l'Ariège est soumis à une évaluation environnementale en application de la Directive Européenne n°2001/42 du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des plans et programmes susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.

La transposition en droit français de la directive européenne n°2001/42/CE du 27 juin 2001 a conduit à soumettre certains documents d'urbanisme à la procédure d'évaluation environnementale stratégique, telle que définie aux articles L.121-10 et suivants du Code de l'Urbanisme. **Tous les schémas de cohérence territoriale sont soumis à évaluation environnementale stratégique précisée par une note de cadrage réalisée pour le SCoT de la Vallée de l'Ariège, par le DREAL Midi Pyrénées.**

L'évaluation environnementale stratégique permet de concevoir un meilleur projet grâce à :

- la définition de l'état initial, des forces et des faiblesses du territoire d'un point de vue environnemental ;
- l'appréciation des incidences et des enjeux des décisions publiques sur l'environnement ;
- la comparaison de différentes alternatives ;
- la participation et l'information renforcées du public.

La démarche environnementale permet de s'assurer que l'environnement est pris en compte le plus en amont possible afin de garantir un développement équilibré du territoire. Elle est l'occasion de répertorier les enjeux environnementaux et de vérifier que les orientations envisagées dans le SCoT ne leur portent pas atteinte. Les objectifs de l'évaluation environnementale sont ainsi de :

- vérifier que l'ensemble des facteurs environnementaux ont été bien pris en compte lors de l'élaboration du SCoT,
- analyser tout au long du processus d'élaboration les effets potentiels des objectifs et orientations d'aménagement et de développement sur toutes les composantes de l'environnement,
- permettre les inflexions nécessaires pour garantir la compatibilité des orientations avec les objectifs environnementaux,
- dresser un bilan factuel à terme des effets de la mise en œuvre du SCoT sur l'environnement,
- pour les collectivités et maîtres d'ouvrages, de prendre des décisions adéquates pour assurer le développement durable de leur territoire,
- contrôler, suivre et évaluer l'évolution des composantes environnementales du territoire au regard des réalisations des projets retenus dans le SCoT,
- contribuer à faire du projet, évalué et suivi, un réel outil de pilotage du territoire et de maîtrise de la qualité environnementale des politiques publiques.

Le présent rapport reprend les points suivants :

- l'analyse des incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement ;
- l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du Code de l'Environnement ;
- l'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des autres solutions envisagées ;
- la présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du plan ou du document sur l'environnement et en assurer le suivi ;
- un résumé non technique des informations prévues ci-dessus et la description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Les éléments autres sont repris au sein du rapport de présentation.

1.2 CADRE ENVIRONNEMENTAL

Le socle environnemental du SCoT a été défini au travers de la déclinaison de la Trame Verte et Bleue identifiée à l'échelle régionale au sein du Schéma Régional de Cohérence Ecologique co-élaboré entre l'Etat et la Région Midi Pyrénées.

De par sa situation géographique, le territoire de la Vallée de l'Ariège est en partie intégré au Massif des Pyrénées. Cette situation particulière engendre des dispositions réglementaires de développement spécifiques en référence à l'application de la Loi Montagne :

- protection des activités traditionnelles agricoles, pastorales et forestières et des territoires leur étant consacrés ;
- principe d'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages et hameaux existants sauf étude prouvant leur compatibilité avec la protection des paysages montagnards ;
- s'il n'existe pas de Plan de Prévention des Risques, intégration d'une prise en compte des risques propres aux zones de montagne dans les documents d'urbanisme ;
- encadrement renforcé du développement des Unités Touristiques Nouvelles.

Cette trame environnementale tient compte de ce facteur au travers de l'identification :

- de réservoirs de biodiversité hiérarchisés en 2 niveaux : Cœurs de biodiversité et Pôles d'intérêt écologiques ;
- de corridors écologiques ;

dont le DOO donne une cartographie schématique au 1/50 000^{ème} présentée en page suivante.

Cette trame devra être précisée par les documents d'urbanisme locaux devront préciser, et définit des dispositions en vue de sa préservation (secteur de Montagne) voire de sa restauration (secteur de Plaine et fonds de vallées).

Les réservoirs de biodiversité couvrent plus de 60 % du territoire du SCoT, et comprennent :

- l'ensemble des cours d'eau du territoire,
- les zones, prairies et bois humides ainsi que les prairies naturelles recensés par l'Association des Naturalistes de l'Ariège et le Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises,
- les zones rouges des PPRi,
- les prairies humides et les milieux à très forte valeur écologique identifiés par la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Ariège,
- les sites Natura 2000,
- les ZNIEFF de type I,
- les ZNIEFF de type II de la basse vallée de l'Ariège, de la rivière Ariège et ses ripisylves et du cours d'eau de l'Hers et ses ripisylves.

Deux types de corridors sont différenciés sur le territoire du SCoT :

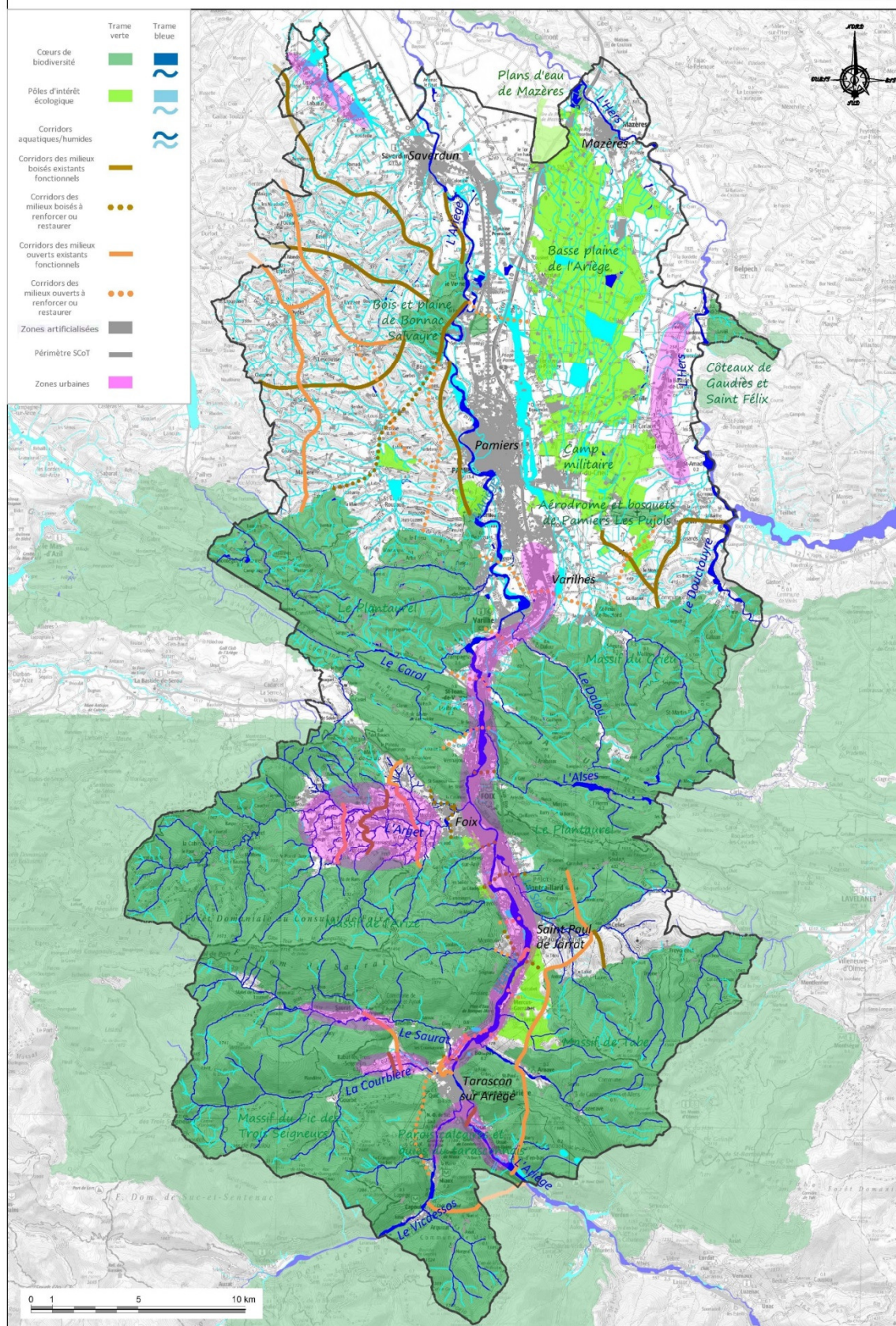
- des corridors constitués de grands axes au sein des terres agricoles et des milieux boisés, essentiellement localisés au Nord-Ouest du territoire,
- des corridors « stratégiques » plus contraints, situés en fond de la vallée de l'Ariège, dont la majorité est à renforcer ou restaurer, mais également au sein de la vallée de la Barguillère, au droit de zones de vigilance.



SCoT Vallée de l'Ariège Trame Verte et Bleue



Trame Verte et Bleue et zones de vigilance



1.3 DEFINITION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Les principaux enjeux environnementaux du SCoT de la Vallée de l'Ariège ont été relevés dans le cadre d'un travail animé par l'ARPE Midi Pyrénées par le biais d'une mission d'accompagnement « ScoT et Biodiversité » intégrant un volet « ScoT et Eau » et réunissant un certain nombre de partenaires institutionnels intéressés sur le volet environnemental (Agence de l'Eau, CRPF, ANA etc.).

En résumé

Le territoire du SCoT présente une grande diversité en termes de substrats géologiques, de topographie, de milieux, d'activités humaines etc. En conséquence les enjeux en matière de biodiversité sont nombreux et importants.

Ce territoire « globalement » assez bien préservé, bénéficie d'ores et déjà d'un certain nombre d'outils de gestion durable des ressources naturelles : le Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises, une dizaine de zones Natura 2000, une vingtaine de Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF), dix-huit sites inscrits ou classés, de nombreux arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB). Par ailleurs, la moitié Sud du territoire est soumise aux dispositions de la Loi Montagne.

La vallée de l'Ariège présente surtout une bonne « fonctionnalité naturelle ». La nature ordinaire joue en effet son rôle de substrat et de trame facilitant le développement et les échanges entre les espaces et les espèces. Cette nature ordinaire constitue donc un bon maillage écologique qui est bien intégré aux grands corridors biologiques liés aux deux principales rivières.

Bénéficiant de ce bon maillage de nature ordinaire sur tout le territoire, de très nombreux « cœurs de biodiversité » (repris notamment dans les ZNIEFF de type 1) donnent encore plus d'intérêt à la sauvegarde de la trame verte et bleue et à sa reconstitution en zone urbanisée. Ce patrimoine naturel est un atout essentiel pour l'attractivité du territoire.

Toutefois dans cet espace harmonieux, l'expansion urbaine mal maîtrisée sur l'Axe Foix- Toulouse représente un véritable problème. C'est d'abord une surconsommation d'espace dans une zone de plaine qui dispose des meilleurs sols agricoles d'Ariège. Mais ce sont aussi des impacts et des menaces pour aujourd'hui et pour demain: la fragmentation des milieux qui est fatale au maintien des espèces, la perte de sols de bonne qualité agronomique (nécessaires au maintien de l'économie agricole et peut-être à terme à l'approvisionnement local), la dynamique de l'eau et les risques d'inondations, la disparition de zones humides,... et aussi une perte d'attractivité paysagère du territoire.

Principaux enjeux liés à la biodiversité sur ce territoire :

- **la qualité écologique de l'axe Ariège.** Cet enjeu doit certainement être la colonne vertébrale du futur projet de SCoT au titre du patrimoine environnemental ;
- **la ressource sol (économiser l'espace) et la conservation des meilleures terres** pour l'agriculture ou la forêt, enjeu qui devra être complété en zone de grande culture par une attention à la sauvegarde ou la restauration de la qualité biologique des sols ;
- **la bonne connectivité de la nature ordinaire** grâce à la diversité des modes d'occupation du sol et un ensemble de « petites infrastructures naturelles » comme les haies, les fossés, les boqueteaux, les bandes enherbées ;
- **la préservation et l'entretien d'un réseau éclaté de petits milieux humides** : sources, mares, petits ruisseaux, fossés, prairies de fonds de vallées, zones humides,...

la sauvegarde de l'harmonie et de l'équilibre du territoire : cet enjeu contribue aussi à la limitation de consommation d'espace ; il pourrait se traduire par une politique prioritaire de réhabilitation des centres bourgs et par une stratégie de développement local centrée sur les principaux bourgs : activités économiques de productions et de services, répondant à des besoins de proximité (moins de transports, moins de délocalisation d'emplois, moins de surfaces à vocation commerciale, ...).

Chapitre 2. COMPOSITION DE LA DEMARCHE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

2.1 UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE INTEGREE AU PROJET SCOT

Il a été considéré que les pièces constituant l'évaluation environnementale réparties au sein du rapport de présentation devaient retracer les étapes d'une démarche d'intégration de l'environnement tout au long de la conception du document d'urbanisme, dans un objectif de traçabilité et de transparence des choix, indispensable pour assurer l'information du public et de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement.

L'Etat Initial de l'Environnement du SCoT de la Vallée de l'Ariège permet, pour chaque thème environnemental, de synthétiser les éléments de connaissance disponibles pour établir un état actuel de l'environnement, faisant ressortir les forces et faiblesses du territoire et les tendances d'évolution. Il identifie les enjeux environnementaux à prendre en compte par le SCoT de manière accessible afin de répondre au triple objectif de disposer d'un outil de connaissance du territoire, de prospective et de pédagogie. Il restitue le travail technique et partagé avec les élus et les acteurs de cette phase que l'on a appelée : la phase de diagnostic de l'évaluation environnementale.

Les élus et les acteurs ont, en effet été fortement mobilisés lors de cette phase de diagnostic de l'évaluation environnementale : à la fois au sein d'ateliers environnement du SCoT. La démarche d'évaluation environnementale repose ainsi sur la qualité et la pertinence de l'état initial de l'environnement dans la mesure où ce dernier doit alimenter :

- les choix favorables à l'environnement au sein du Projet d'Aménagement et de Développement Durables,
- la mise en place de dispositions favorables à l'environnement dans le Document d'Orientation et d'Objectifs,
- l'établissement d'une situation de référence pour procéder à l'évaluation environnementale du SCoT et pour construire le mode de suivi de la mise en œuvre du SCoT (indicateurs d'évaluation).

Ces ateliers ont permis d'identifier les enjeux par thématique puis de les hiérarchiser au regard de la conciliation entre les enjeux environnementaux, les exigences réglementaires, le contexte local et les projets / dynamiques d'acteurs comme suit, résumés ainsi :

A. La préservation des ressources naturelles et de l'environnement urbain

1. Protection et restauration des milieux naturels : patrimoine naturel, biodiversité, trame verte et bleue
2. Prévention de la pollution des sols et des sous-sols : adéquation entre développement, gestion des eaux usées et pluviales ; déchets ; exploitation raisonnée des carrières
3. Protection des ressources en eaux (souterraines, superficielles, en eau potable)

B. La qualité de vie, la sécurité et la santé des habitants

1. Prise en compte des risques naturels (inondation) et technologiques
2. Prévention et réduction de l'exposition de la population aux nuisances sonores et à la pollution atmosphérique
3. Lutte contre la banalisation du paysage urbain
4. Amélioration du rapport entre environnement urbain et naturel : relief, liaison plaine/coteaux, limites...

C. Relever les défis du changement climatique

1. Lutte contre les gaz à effet de serre (élaboration d'un PCET après approbation du SCoT)
2. Réduction de la consommation d'énergie et promotion des énergies renouvelables et locales
3. Adaptation au changement climatique.

Vers l'explication des choix effectués au regard des objectifs de protection de l'Environnement ...

Le rapport de présentation du SCoT expose les motifs qui ont fondé les choix opérés au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement. Cette explication des choix porte sur les grandes orientations exprimées par le PADD et sur leurs déclinaisons en orientations et objectifs à valeur normative du DOO. C'est tant au regard des objectifs de protection de l'environnement qui s'imposent au territoire (législation et plans ou programmes de rang supérieurs) que des enjeux locaux que cette justification a été présentée.

Cette formalisation des choix est une étape importante et une partie essentielle du rapport de présentation, par laquelle il a été justifié en quoi les options retenues constituent le meilleur compromis entre le projet politique et les objectifs de préservation de l'environnement, au regard des enjeux du territoire et dans une perspective globale de développement durable. Une démarche intégrée a, une nouvelle fois, été défendue.

Un effort particulier a été mené pour expliquer de manière explicite et sincère les apports de la démarche d'évaluation environnementale, c'est-à-dire comment les efforts de prise en compte des objectifs environnementaux ont contribué à faire évoluer le projet (notamment pour la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, pour réduire la consommation de ces espaces et opérer des déclassements de ZAE / ZaCom inscrites aux documents d'urbanisme communaux en vigueur, pour la constitution de la trame verte et bleue) avec les élus du SCoT et partenaires du projet de SCoT (personnes publiques associées, associations, fédérations...).

Vers un résumé non technique des Orientations ayant concouru à l'Evaluation Environnementale et aux choix retenus pour construire le projet de territoire du SCoT ...

Le résumé non technique fait partie des éléments devant composer l'évaluation environnementale. Il participe à la transparence et à l'appropriation du document par le public et constitue donc un apport de l'évaluation environnementale aux principes démocratiques.

Afin que le public cerne bien tous les enjeux et comprenne comment la dimension environnementale a été intégrée au regard de ces enjeux, ce résumé non technique est complet en portant au minimum sur toutes les phases de l'évaluation environnementale, mais également très synthétique.

Vers l'analyse des incidences notables prévisibles du SCoT et la présentation des mesures d'évitement et de réduction des conséquences dommageables du SCoT sur l'Environnement ...

Cette partie de l'évaluation environnementale retranscrit de manière complète l'analyse des incidences du document d'urbanisme dans ses chapitres 3 et 4. Les impacts positifs sont précisés, au même titre que les effets négatifs, qu'ils soient directs ou indirects. Les mesures de réduction et compensation des conséquences dommageables du SCoT sur l'environnement sont également présentées.

Ce chapitre retranscrit les apports des différentes étapes de la démarche d'évaluation environnementale pour éviter les incidences, les réduire, les compenser :

- **une analyse systématique globale des incidences du projet de PADD** pour mettre en débat sur les différents thèmes jugés prioritaires de l'environnement, permettant d'exposer comment le document prend en compte les enjeux environnementaux et/ou a des incidences, positives comme négatives, sur ces derniers, et ayant permis d'apporter des améliorations.
- **une analyse des incidences notables prévisibles du DOO sur l'Environnement** avec une approche par famille d'orientations pour permettre d'avoir une approche globale pour chaque orientation pour l'ensemble des enjeux, de mieux relier les impacts aux pressions et d'être plus précis. Une approche par secteur particulier est également présente, pour les sites Natura 2000 notamment. Pour faciliter la lisibilité du rapport, les mesures « envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du schéma sur l'environnement » sont intégrées à cette partie afin de mettre en évidence le lien avec les incidences négatives qu'elles visent à réduire ou atténuer. La manière dont elles sont traduites dans les parties normatives du SCoT y est précisée. Des recommandations sont également formulées pour compléter l'analyse.

Vers une déclinaison des indicateurs de suivi ...

Le Code de l'Urbanisme prévoit l'obligation d'une analyse des résultats de l'application du document d'urbanisme au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans. Cela concerne « notamment » l'environnement, la maîtrise de la consommation d'espaces, les transports et déplacements ainsi que les implantations commerciales.

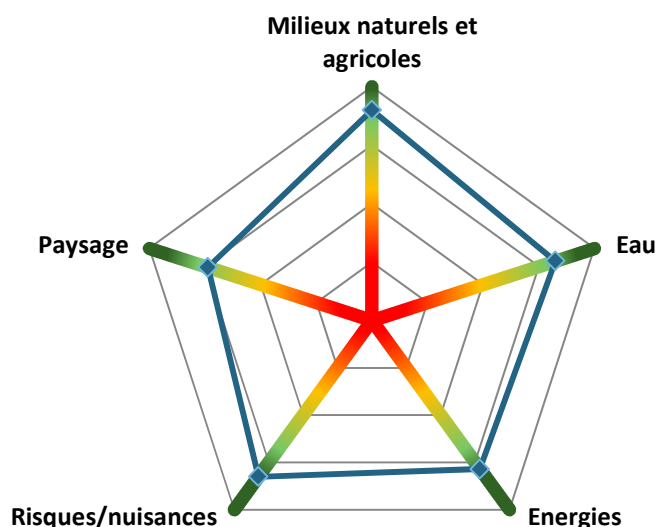
Les objectifs du suivi de la mise en œuvre du SCoT sont :

- d'apprécier l'évolution des enjeux sur lesquels le SCoT est susceptible d'avoir des incidences (tant positives que négatives), d'apprécier ces incidences, la mise en œuvre des dispositions en matière d'environnement et leurs impacts ;
- d'envisager des adaptations dans la mise en œuvre du document, voire d'envisager sa révision.

Ce chapitre propose les modalités retenues pour assurer le suivi de la mise en application du SCoT : les objectifs et familles d'indicateurs qui ont pour missions de simplifier et synthétiser des informations et données nombreuses, de quantifier des phénomènes complexes et de constituer une aide à la diffusion d'une information accessible, ainsi qu'une aide à l'évaluation et à la décision. Le travail sera approfondi lors de la phase administrative liée à l'approbation du SCoT, notamment en termes d'opérationnalité du dispositif de suivi et les moyens alloués au Syndicat mixte du SCoT.

Chapitre 3. RESUME NON TECHNIQUE

Les incidences sur l'environnement du projet de SCoT peuvent être schématisées par le graphique suivant :



Cette représentation graphique permet d'apprécier de manière visuelle les incidences des actions portées par le SCoT de la Vallée de l'Ariège sur les différentes thématiques de l'environnement.

On notera toutefois qu'il ne retranscrit pas « l'absence ou la faiblesse » d'engagement dans les thématiques traitées par le SCoT.

A la lecture du graphique ci-dessus, il apparaît que les actions envisagées et les objectifs fixés par le SCoT n'ont pas d'incidences significatives sur l'environnement. L'impact le plus important est directement lié à l'accueil de nouveaux habitants et au développement même du territoire, qui, vont générer de la consommation foncière, un accroissement des prélèvements sur les ressources et des rejets et des nuisances de toutes natures.

3.1 BIODIVERSITE, MILIEUX NATURELS ET AGRICOLES

3.1.1 Enjeux identifiés et traduction dans les documents PADD / DOO

Les enjeux identifiés en matière de Biodiversité, milieux naturels et agricoles relevés dans l'Etat Initial de l'Environnement ont été pris en compte dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables décliné au sein du Document d'Orientation et d'Objectifs, comme le présente le tableau ci-dessous.

ENJEUX DEFINIS DANS L'EIE	OBJECTIFS DU PADD / DOO
<ul style="list-style-type: none"> - Vers une urbanisation économe en espace, en lien avec son socle naturel et en équilibre avec les espaces agricoles de plaine et de fond de vallée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver les terres agricoles et valoriser les productions agricoles. - Valoriser les identités territoriales. - Faire émerger de véritables pôles d'échanges, des pôles d'intensité urbaine et villageoise. - Répondre aux besoins en logements à réhabiliter et à créer corrélés aux objectifs de prévoyance démographique. - Des objectifs différenciés selon le poids démographique et les fonctions associées à l'armature territoriale. - Se développer sans se diluer en enrayant l'artificialisation excessive des sols. - Proposer une offre foncière de qualité.

ENJEUX DEFINIS DANS L'EIE	OBJECTIFS DU PADD / DOO
<ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte et valoriser les écosystèmes et leurs interactions dans tous les projets de territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver les terres agricoles et valoriser les productions agricoles. - Préserver les continuités écologiques et poser la Trame Verte et Bleue comme cadre à l'aménagement du territoire.
<ul style="list-style-type: none"> - Définir la Trame Verte et Bleue protégeant et favorisant la restauration des connexions Est / Ouest le long de l'axe Ariège, et assurant la continuité écologique des cours d'eau. - Préserver les réservoirs de biodiversité du territoire en secteur de montagne. - Favoriser la présence de réservoirs de biodiversité en secteur de plaine et coteaux. - Préserver et restaurer les corridors de la vallée de l'Ariège. - Restaurer les corridors de la plaine Hers-Ariège. 	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver les continuités écologiques et poser la Trame Verte et Bleue comme cadre à l'aménagement du territoire.
<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir une agriculture dynamique et respectueuse de son environnement dans le secteur de plaine. - Soutenir l'économie agricole polyculturelle dans les secteurs de montagne et de coteaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver les terres agricoles et valoriser les productions agricoles.
<ul style="list-style-type: none"> - Préserver les zones humides et notamment les ripisylves, les prairies naturelles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver les continuités écologiques et poser la Trame Verte et Bleue comme cadre à l'aménagement du territoire.

3.1.2 Incidences

Le SCoT s'engage à réduire de moitié les consommations d'espaces par rapport à la dernière décennie (1998-2008). Cependant, l'accueil de nouveaux habitants et le développement du territoire vont générer une artificialisation inéluctable de terres agricoles et d'espaces naturels recensant une biodiversité qu'il abrite, s'accompagneront d'une destruction d'espèces végétales et animales, des dérangements de la faune et contribueront à accroître la fragmentation du territoire.

Les voies de circulation existantes structurantes à grande circulation et leurs installations annexes (clôture par exemple de la RN20/A66) représentent des obstacles ou barrières aux déplacements de la faune. Cet effet de « coupure » allié à des trafics en augmentation entraîne des collisions mortelles pour la faune terrestre et oiseaux. Il convient d'indiquer que la Vallée de l'Ariège est fortement anthropisée. En secteur plaine, elle est constituée de grandes parcelles agricoles, très pauvres en structures écopaysagères (haies, alignements d'arbres, bosquets etc.). Les espaces naturels sont peu représentés. La biodiversité dans ce type de paysage est généralement assez réduite et pauvre en espèces remarquables. En secteur montagne et de coteaux, les espèces remarquables sont nombreuses et diversifiées. Ces situations contrastées entre entités géographiques traduisant une dualité environnementale très prégnante sur le territoire du SCoT entre la Plaine, le Piémont et les Pyrénées.

C'est pourquoi, le SCoT a décidé d'encadrer son développement en affichant des orientations fortes au sein du DOO en fixant un maximum de 1 200 ha à consommer dans les vingt prochaines années (2012-2032) décliné à l'échelle de chaque commune et en définissant comme année « T0 » de mise en application du projet, la date d'approbation du SCoT (2015).

3.1.3 Mesures

Le territoire du SCoT de la Vallée de l'Ariège est riche d'une très grande diversité d'écosystèmes à protéger et à valoriser pour leur biodiversité et leurs fonctions écologiques. Le SCoT vise à satisfaire les besoins en urbanisation mais en veillant à ne pas compromettre ses qualités écologiques et paysagères. Il considère que les espaces naturels et agricoles doivent être désormais considérés comme espaces structurants du territoire tant dans leurs valeurs environnementales et paysagères que dans leur valeur de vie des espèces.

Le DOO prescrit différentes mesures permettant la réduction de la consommation d'espace et l'évitement du mitage des milieux agricoles et naturels, avec notamment une conception nouvelle de l'urbanisation en priorisant le réinvestissement et le renouvellement urbain, la densification des tissus urbains existants ainsi qu'une urbanisation dense en continuité de l'existant et en stoppant l'effet « linéarisation de l'urbanisation ».

Pour cela, l'armature territoriale du SCoT à horizon 2032 a pour ambition de :

- stopper le mitage et l'étalement urbain des communes rurales dépourvues de fonctions urbaines en maîtrisant leur développement (maillage villageois) ;
- sur l'espace stratégique central et pôles secondaires, là où se situent les pressions foncières et préférentiellement les désirs d'installation des activités nouvelles et des habitants, édicter des règles d'intensité urbaine plus affirmée que sur le maillage villageois, d'obligation d'interface précisée entre urbanisme et desserte en transport collectif, de recalibrage des enveloppes foncières dans des documents d'urbanisme.

Par ces choix, les élus du SCoT se sont donnés comme objectifs de ne pas urbaniser plus de 1 200 ha de terres agricoles et espaces naturels par :

- **un choix d'un scénario démographique de croissance annuelle de prévoyance de 1,1% modéré au regard de la dynamique constatée la décennie précédente de 1.54% (1999-2012) ;**
- **entraînant 655 ha alloués à l'habitat contrairement à un scénario actuel « au fil de l'eau » qui aurait consommé 2 850ha (consommation moyenne de 1 955m² / habitation supplémentaire) ;**
- **entraînant 527.5 ha alloués aux activités économiques, touristiques et commerciales comprenant les équipements et services structurants contrairement à un scénario actuel qui aurait consommé 850 ha (surfaces libres recensées aux documents d'urbanisme en 2008 – cf. diagnostic agricole SCoT).**

Ainsi, le projet SCoT vise à déclasser environ 1 000 ha de surfaces constructibles toute thématique confondue recensées aux documents d'urbanisme en vigueur en 2008 par :

- **un déclassement de 645 ha alloués à l'habitat (surfaces libres recensées en 2008 d'environ 1 300 ha – cf. diagnostic agricole SCoT) ;**
- **un déclassement d'environ 355 ha alloués aux activités économiques et équipements (surfaces libres recensées en 2008 d'environ 850 ha – cf. diagnostic agricole SCoT).**

Le SCoT préserve ses milieux naturels en les reconnaissant comme réservoir de biodiversité de la trame verte et bleue, qui d'ailleurs intègre la totalité des zones humides actuellement recensées par l'ANA et le PNR des Pyrénées Ariégeoises, ainsi que l'ensemble du réseau hydrographique local. Le SCoT insiste sur la protection des zones humides de son territoire et de l'obligation de mesures compensatoires en cas de destruction inévitable justifiée par une étude d'impact.

Le territoire du SCoT préserve les zones naturelles les plus intéressantes, les continuités « vertes et bleues existantes », limite le fractionnement des milieux dû au mitage (habitats isolés) et aux infrastructures linéaires (s'appuyer sur l'existant), préserve l'intégrité des corridors écologiques identifiés dans l'aménagement du territoire.

A cet effet, il préserve également la biodiversité ordinaire de son territoire en protégeant les espaces agricoles et naturels inclus ou non dans la trame verte, au sein des documents d'urbanisme locaux.

Dans la définition de sa trame verte et bleue, le SCoT prend bien en compte le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Midi Pyrénées. Pour autant, afin de parfaire les insuffisances de données naturalistes notamment en secteur de plaine relevée par l'ANA, le SCoT visera à acquérir une meilleure connaissance environnementale de son territoire par des études complémentaires ultérieures.

3.2 PAYSAGES ET CADRE DE VIE

3.2.1 Enjeux identifiés et traduction dans les documents PADD / DOO

Les enjeux identifiés en matière de Paysages et de cadre de vie relevés dans l'Etat Initial de l'Environnement ont été pris en compte dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables décliné au sein du Document d'Orientation et d'Objectifs, comme le présente le tableau ci-dessous.

ENJEUX DEFINIS DANS L'EIE	OBJECTIFS DU PADD / DOO
<ul style="list-style-type: none"> - S'appuyer sur le cadre naturel pour renforcer l'attractivité du territoire et maintenir son image « nature », intégrer la nature en ville et améliorer la qualité des espaces péri-urbains. - Valoriser les espaces naturels et s'en servir d'appui pour un développement touristique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les Grands Paysages comme élément de patrimonialité et fédérateur de l'ensemble de la « Vallée de l'Ariège ». - Requalifier les abords des voies à grande circulation ainsi que les entrées de ville dépréciées afin de créer un effet « vitrine » du territoire. - Qualifier et réhabiliter les tissus urbains existants par une mise en scène du patrimoine local, redensifier les tissus pavillonnaires, proposer une offre foncière de qualité pour les extensions urbaines. - Renforcer l'attractivité de la Vallée de l'Ariège dans le cadre d'un tourisme durable.

3.2.2 Incidences

Le développement urbain peut générer des modifications des paysages et de leurs perceptions. La centralisation et la densification urbaine, qui sont des réponses à la limitation de la consommation d'espaces, pourraient engendrer une minéralisation et une fermeture du paysage urbain.

Les principaux enjeux en matière de paysage et de cadre de vie sont d'intégrer les extensions urbaines dans le paysage et respecter la topographie et la nature des sols, qualifier les espaces agricoles et naturels, préserver le patrimoine bâti et architectural remarquable (bastides, villages fortifiés, châteaux etc.), le petit patrimoine et l'architecture rural de caractère.

La poursuite des objectifs de développement aura un impact inévitable sur les paysages et leurs perceptions, même de façon contrôlée par l'agrandissement des zones urbanisées pour l'habitat et les activités. Même si les extensions de l'urbanisation sont uniquement autorisées en continuité de l'existant ce qui participe à réduire l'impact environnemental, un accompagnement paysager fort sera nécessaire pour répondre aux objectifs affirmés dans le SCoT en qualité urbaine et de qualité des espaces de franges et de transition.

3.2.3 Mesures

Le SCoT est conscient de l'importance de ses paysages ruraux qui sont un atout et qu'il protège au travers de la définition et la préservation des éléments de la trame verte et bleue et de ses espaces agricoles, mais également de la réduction de la consommation d'espaces.

Afin de limiter le mitage « paysager », le SCoT reprend des prescriptions issues du Guide « *Vers un urbanisme durable en Ariège* » garantissant une intégration optimale des bâtiments agricoles, encadre la construction en ligne de crête mais également interdit l'ouverture de nouvelles carrières alluvionnaires (sans arrêté préfectoral à la date du SCoT) dans les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques repérés par le SCoT, ainsi que les secteurs à enjeux identifiés au regard du diagnostic agricole du SCoT et encadre le développement des parcs photovoltaïques au sol.

Le DOO recommande la requalification des entrées de ville, la mise en place de règlements locaux de publicité afin de limiter son impact sur le paysage.

3.3 GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET DE LA RESSOURCE EN EAU

3.3.1 Enjeux identifiés et traduction dans les documents PADD / DDO

Les enjeux identifiés concernant la gestion des milieux aquatiques et de la ressource en eau relevés dans l'Etat Initial de l'Environnement ont été pris en compte dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables décliné au sein du Document d'Orientations et d'Objectifs, comme le présente le tableau en page suivante.

Ils ont également été développés au travers de travaux issus de la mission d'accompagnement de l'ARPE Midi Pyrénées offerte par l'Agence de l'Eau Adour Garonne, sur le volet « SCoT et Eau » initiée à la fin d'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durables en juin 2012 qui ont permis de :

- sensibiliser les élus aux différents enjeux liés à l'eau sur leur territoire ;
- engager des échanges entre les acteurs de l'eau et les acteurs de l'aménagement du territoire ;
- aider à la prise en compte de l'eau dans le projet de SCoT.

ENJEUX DEFINIS DANS L'EIE

OBJECTIFS DU PADD / DOO

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Optimiser l'utilisation de la ressource en eau pour les différents usages et les différents territoires et prendre en compte le changement climatique qui pourrait entraîner une réduction de sa disponibilité. - Soutenir une agriculture respectueuse des ressources en eau (prélèvement et pollutions). - Continuer les efforts en matière d'assainissement collectif et concilier la réduction de consommation d'espace et l'assainissement non collectif. - Entretenir les réseaux patrimoniaux d'adduction en eau potable qui ont de mauvais rendements et continuer la rationalisation. - Continuer les procédures de rationalisation et de protection des captages. - Penser le développement du territoire en fonction des capacités d'alimentation en eau de la population et des capacités épuratoires des installations et milieux récepteurs. - Favoriser les activités respectueuses de l'eau et des milieux aquatiques, tant quantitativement que qualitativement, afin de retrouver une nappe alluviale de qualité, de réduire les coûts liés à la gestion de l'eau et d'atteindre les objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour Garonne. - Restaurer le bon état écologique et chimique des cours d'eau de plaine. - Etendre le Plan zéro phyto et la gestion différenciée à tout le territoire. - Travailler à une gestion concertée et globale de la ressource en eau, via des outils tels le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), les schémas directeurs d'alimentation en eau potable et d'assainissement. | <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme, associer et consulter de manière systématique les acteurs de l'eau aux choix d'aménagement (syndicat de rivière, fédération départementale de la pêche, associations environnementales agréées etc.). - Optimiser l'utilisation de la ressource en eau et restaurer sa qualité, sécuriser l'approvisionnement en eau potable. - Poursuivre les actions de rationalisation des prélèvements et de protection des captages aujourd'hui engagées. - Veiller à une meilleure adéquation entre développement de l'assainissement collectif et identification des futurs secteurs d'urbanisation dense qui auront été identifiés dans le SCoT. - Améliorer la gestion des eaux pluviales dans les projets d'aménagement et d'urbanisme. - Soutenir la mise en place de Schémas Directeurs eau potable, eaux usées et eaux pluviales et prendre en compte leurs préconisations. |
|--|---|

3.3.2 Incidences

Les incidences principales du projet de SCoT sur la ressource en eau sont liées au développement même du territoire qui va générer une augmentation de population entraînant directement :

- un accroissement des besoins en eau potable et une hausse des prélèvements d'eau ;
- une augmentation des rejets d'eaux usées produites ;
- une augmentation des surfaces imperméabilisées pour l'accueil d'habitants (zones d'habitats, économiques et commerciales etc.) et donc une augmentation des eaux de ruissellement à prendre en charge en secteur où le risque inondation est présent ; ces eaux pouvant également véhiculer une charge polluante lessivée.

3.3.3 Mesures

Protection de la ressource en eau potable

Si la qualité de l'eau à usage domestique sur le périmètre du SCoT est considérée comme généralement bonne, elle est néanmoins sujette à des menaces de pollutions : nombreuses stations d'épuration présentant des systèmes non conformes, augmentation des volumes d'eaux usées, du fait de la croissance de la population et des grandes opérations à venir, débit de dilution des cours d'eau périodiquement problématique, pollution diffuse importante majoritairement d'origine agricole, protection des captages AEP insuffisante.

De plus, le SCoT prend également une mesure visant à anticiper les conflits d'usage. Les collectivités doivent, lors de la révision ou l'élaboration de leurs documents d'urbanisme, vérifier la bonne adéquation entre potentiels de développement urbain et capacités d'alimentation en eau potable et d'assainissement. Le SCoT conditionne son développement urbain, à des capacités suffisantes de production d'eau potable et de traitement des eaux usées. Il recommande la réalisation et l'actualisation des schémas directeurs d'alimentation en eau potable, d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales, et propose la mise en œuvre d'actions destinées à économiser la ressource en eau.

Maîtrise des pollutions

En outre, le SCoT prévoit la conservation et la préservation des espaces tampons à proximité immédiate des cours d'eau de manière à limiter les apports et les pollutions diverses dans le milieu. Dans la même logique, la préservation des couverts boisés, des haies, des ripisylves et des alignements d'arbres en bordure des cours d'eau, permettra de préserver la qualité de l'eau. Ces milieux jouent en effet le rôle de barrière biogéochimique, qui épure les eaux de ruissellement et favorise leur infiltration. La réhabilitation de ces fonctions naturelles limitera les phénomènes de pollution des eaux, protégeant ainsi les cours d'eau mais aussi les eaux souterraines.

Les dispositions en matière d'économie de l'espace limiteront les surfaces imperméabilisées. Pour les secteurs nouvellement artificialisés, le SCoT insiste sur la bonne gestion des eaux de ruissellement, en prescrivant la limitation de l'imperméabilisation des sols, ainsi qu'une bonne gestion des eaux pluviales en favorisant les solutions alternatives.

Le SCoT souhaite également promouvoir le développement de la gestion différenciée des espaces verts et des jardins, afin de tendre vers une réduction de l'arrosage et de l'emploi de produits phytosanitaires (plan zéro phyto généralisé à l'ensemble du territoire).

Meilleure gestion des eaux usées

Le SCoT doit contrôler le développement urbain au regard du fonctionnement des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées en coordination avec le SMDEA ou tout autre syndicat et régies municipales ayant compétence en la matière. Afin de limiter les impacts de l'arrivée de nouvelles populations et activités, qui vont nécessairement entraîner des volumes d'eaux polluées à traiter plus importants, le SCoT impose un développement urbain centré sur les zones desservies par un assainissement collectif :

- pour éviter le rejet de ces eaux polluées dans les milieux naturels ;
- atteindre les densités urbaines et villageoises envisagées par des formes plus compactes et intensifiées ;
- permettre une véritable réduction de l'artificialisation des sols, le mitage des espaces agricoles et naturels.

Dans le cas où un raccordement au réseau collectif ne pourrait être réalisé, il encourage à la mise en œuvre de formes d'assainissement autonome regroupées, en privilégiant notamment le « petit collectif », ce qui sera notamment rendu possible grâce aux volontés du SCoT de limiter le mitage des habitations et de favoriser l'extension urbaine en continuité de l'existant.

Par ailleurs, tout projet de développement urbain devra être en adéquation avec la capacité des réseaux et des STEP à accepter de nouveaux volumes et charges de pollution. Enfin, le SCoT prescrit d'améliorer les performances du système d'épuration par une prise en compte dans les documents d'urbanisme.

Les mesures prises par le SCoT concernant la gestion des eaux usées ou les choix des zones à urbaniser (limitation du développement de l'habitat isolé notamment le long des voies, limitation de l'extension des hameaux...) doivent à terme permettre de mieux organiser la gestion des eaux usées et par conséquent de limiter les rejets directs dans les milieux naturels sans traitement préalable.

3.4 GESTION ENERGETIQUE

3.4.1 Enjeux identifiés et traduction dans les documents PADD / DOO

Les enjeux identifiés en matière d'Energie relevés dans l'Etat Initial de l'Environnement ont été pris en compte dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables décliné au sein du Document d'Orientation et d'Objectifs, comme le présente le tableau ci-dessous.

ENJEUX DEFINIS DANS L'EIE	OBJECTIFS DU PADD / DOO
<ul style="list-style-type: none"> - Penser son territoire avec des modes d'urbanisation, de transport et de construction, énergétiquement viables. - Prendre en main l'avenir énergétique de son territoire via la réalisation un Plan Climat Energie Territoire. - Ne pas attendre la réalisation du PCET pour mettre en place des mesures de réduction de la consommation d'énergie, de réduction des gaz à effet de serre et de production d'énergie renouvelable. - Penser dès aujourd'hui l'adaptation aux changements climatiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Inscrire la problématique énergétique dans tout projet et organiser un territoire énergétiquement viable. - Diversifier les ressources énergétiques dans le respect des espaces naturels, du paysage et du cadre de vie des habitants du territoire. - Prendre en compte les effets du changement climatique en cours. - Vers un système de déplacement favorisant un fonctionnement en réseau de la vallée. - Des grandes infrastructures aux réseaux secondaires : l'indispensable continuité. - Faire émerger de véritables pôles d'échanges, des pôles d'intensité urbaine et villageoise couplés à des aménagements urbains favorisant les modes doux de déplacements : entre fonctionnalité, loisirs et tourisme.

3.4.2 Incidences

L'accueil de nouveaux habitants et de nouvelles activités sur le territoire génèrent des besoins en énergie, pour la construction et le fonctionnement des bâtiments (habitat, activités, équipements, etc.), les déplacements de personnes et de marchandises ainsi que les process industriels.

L'artificialisation des sols engendrée par le développement du territoire va entraîner une modification du processus d'émission ou de stockage des émissions de gaz à effet de serre.

En effet, l'urbanisation de zones agricoles ou naturelles conduit au déstockage progressif du carbone initialement séquestré dans les sols et par la végétation.

3.4.3 Mesures

Réduction des émissions de gaz à effet de serre et des consommations énergétiques

Conformément à l'orientation nationale, le SCoT préconise la réduction des consommations d'énergie en agissant sur les secteurs les plus consommateurs en France, l'habitat et les transports.

Il exige ainsi la qualité environnementale des aménagements et constructions, en favorisant des projets d'aménagement respectueux de l'environnement et répondant aux normes de qualité et certification

environnementale, et de créer des bâtiments à énergie positive. L'amélioration de l'enveloppe thermique des bâtiments permettra ainsi de diminuer les dépenses énergétiques et par conséquent le coût associé.

En outre, la politique en faveur d'une diversification des typologies de logements (en taille, en statut d'occupation et en type) favorise une réduction des besoins énergétiques par rapport au développement unique de l'habitat individuel, dont les performances énergétiques sont généralement médiocres.

Le SCoT met par ailleurs en place une véritable politique de réduction des besoins en déplacement automobile qui passe par :

- la réalisation d'un Plan de Déplacements Urbains après approbation du SCoT assorti de la création d'un Syndicat Mixte de Transports réunissant les différentes Autorités Organisatrices de Transports Urbains, Périurbains et Ruraux ;
- la mise en œuvre d'un développement centré autour des pôles accueillant une gare ou halte ferroviaire permettant une maîtrise de la croissance des communes rurales pour mieux organiser les déplacements ;
- la densification des zones urbanisées, qui permet de limiter les besoins en déplacements ;
- le développement de l'urbanisation prioritairement dans les secteurs desservis par les transports collectifs existants ou futurs ;
- le développement des modes de transport doux (à destination des piétons et des cyclistes).

Ces mesures contribueront à la réduction de l'utilisation des véhicules individuels, des consommations d'énergies fossiles qu'ils utilisent et donc des émissions de gaz à effet de serre qu'ils génèrent. Ces gaz, outre l'influence sur le climat démontrée, sont responsables de la pollution atmosphérique affectant la qualité de l'air et la santé des habitants du territoire. Diminuer les émissions de gaz à effet de serre, c'est aussi agir sur la santé de la population notamment sur les catégories les plus fragiles telles que les enfants et les personnes âgées.

Si le SCoT s'intéresse beaucoup à la réduction de la consommation énergétique des nouveaux projets de constructions, il convient de rappeler qu'une grande part des consommations et des émissions de gaz à effet de serre aujourd'hui est liée au parc bâti existant.

Par ailleurs, l'agriculture, qui représente une part majeure de l'économie locale, constitue une des premières sources d'émission de gaz à effet de serre. Le territoire pourrait accompagner le monde agricole sur la mise en place d'outils pour une évolution des pratiques agricoles en faveur d'une réduction des consommations énergétiques : réduction du travail du sol, utilisation raisonnée et plus efficace des intrants, ... Plusieurs outils ont été développés par l'Etat (via l'ADEME notamment), afin d'accompagner les collectivités comme « *ClimAgri* » qui permet de réaliser ce diagnostic à l'échelle des territoires.

Réduction de la dépendance énergétique du territoire

Au-delà des réductions du besoin d'énergie, le SCoT s'engage pour une réduction de la consommation des énergies fossiles, en portant la part des énergies renouvelables. Le SCoT prescrit la réalisation d'un Plan Climat Energie Territorial qui est un projet de développement durable dont la finalité est la lutte contre le changement climatique.

A cette fin, le SCoT encourage le développement des énergies renouvelables (bois, biomasse, géothermie, solaire sur bâtiment, éolien...) afin de promouvoir l'utilisation des dispositifs existants et de les adapter au mieux au territoire.

La valorisation des énergies renouvelables permet, d'une part de produire de l'énergie sans contribuer à l'aggravation des modifications climatiques, mais également de produire de l'énergie localement afin d'acquérir une certaine indépendance pour la satisfaction d'une partie des besoins du territoire.

3.5 GESTION DES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS

3.5.1 Enjeux identifiés et traduction dans les documents PADD / DOO

Les enjeux identifiés en matière de Risques, nuisances et pollutions relevés dans l'Etat Initial de l'Environnement ont été pris en compte dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables décliné au sein du Document d'Orientation et d'Objectifs, comme le présente le tableau ci-dessous.

Ils ont également été développés au travers de travaux issus de la mission d'accompagnement de l'ARPE Midi Pyrénées offerte par l'Agence de l'Eau Adour Garonne, sur le volet « SCoT et Eau » et complété par les échanges augurés avec les Associations Environnementales Agréées ou non, intéressées telles que l'Association « *Moins de décibels à Saint Jean de Verges* ».

RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	
ENJEUX DEFINIS DANS L'EIE	OBJECTIFS DU PADD / DOO
<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une urbanisation responsable, soucieuse de la sécurité de ses habitants. - Optimiser la gestion du risque inondation en traitant la problématique de manière globale, à l'échelle d'un bassin versant, en prenant ainsi en compte les incidences des aménagements à l'amont et à l'aval. - Aménager le territoire en tenant compte de l'espace nécessaire à la dissipation d'énergie des cours d'eau. - Améliorer la gestion des eaux pluviales. - Poursuivre les actions déjà engagées permettant d'améliorer la connaissance des risques, de sensibiliser la population et de se préparer aux événements exceptionnels. - Mieux prendre en compte la gestion de crise et réaliser les PCS. - Bien gérer l'espace urbanisé afin de prendre en compte les effets du changement climatique. - Urbaniser en tenant compte des risques incendies de forêt. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la vulnérabilité du territoire en limitant l'urbanisation dans les zones à risques par la protection des champs d'inondation recensés dans l'Atlas des Zones Inondables. - Maîtriser le développement urbain en cohérence avec les contraintes des PPRI existants, l'étude du Crieu ainsi que l'étude de définition d'une stratégie de gestion durable du bassin versant de la rivière Ariège-Hers et le respect des orientations du SDAGE Adour Garonne et du futur SAGE. - Améliorer ou restaurer des zones de mobilité du lit mineur des cours d'eau au travers des actions portées par les Syndicats de rivière. - Améliorer la prise en compte des ruissellements pluviaux. - Soutenir l'activité agricole en périphérie des espaces urbanisés de montagne. - Urbaniser son territoire en réduisant sa vulnérabilité vis-à-vis des établissements à risques et des voies supportant le transport de matières dangereuses.
POLLUTIONS ET NUISANCES	

ENJEUX DEFINIS DANS L'EIE**OBJECTIFS DU PADD / DOO**

- **Assurer une cohabitation infrastructures de transport/habitat.**
- **Maintenir une vigilance sur le développement des futures industries.**
- **Prendre en compte les effets liés au changement climatique, soit l'augmentation des températures, qui à son tour génèrera une augmentation de certains polluants dans l'air, liés aux transports et aux modes de chauffage.**

- Urbaniser son territoire en réduisant sa vulnérabilité vis-à-vis des établissements à risques et des voies supportant le transport de matières dangereuses.
- Stopper le développement de zones d'habitation situées à proximité des infrastructures génératrices de nuisances sonores et requalifier les zones existantes afin de réduire les effets induits par le trafic.
- Renforcer la prise en compte du bruit dans les politiques sectorielles en veillant à réduire l'exposition aux nuisances sonores.
- Développer les modes doux de déplacements.

3.5.2 Incidences

Le développement de l'urbanisation, selon sa localisation, peut exposer de nouvelles populations et constructions à des risques existants (nuisances sonores, inondation, glissement de terrain etc.), mais également créer de nouvelles situations de risques (augmentation des ruissellements et des risques d'inondation notamment). A ce titre, le SCoT prend des dispositions afin d'éviter de créer de telles situations.

Encore une fois, l'accroissement de la population même concentré majoritairement sur les pôles urbains, son espace stratégique et les pôles secondaires, entraînera le développement de zones urbanisées (logements, routes, zones d'activités,...) et donc l'augmentation des surfaces imperméabilisées. Ce phénomène a pour conséquence l'augmentation des eaux de ruissellement, liées à la perte de zones d'infiltration, susceptible d'aggraver les risques d'inondation. Les principaux enjeux vont être les suivants :

- limitation de l'exposition des personnes et des biens aux risques naturels et technologiques, aux nuisances sonores et de polluants atmosphériques;
- préservation ou reconquête des zones inondables ;
- maîtrise de l'urbanisation dans les zones à risques (zones inondables, ICPE, Seveso...).

Auxquels peut être ajoutée l'implantation de nouvelles zones d'activités pouvant générer d'éventuels risques pour la population liés aux installations et process utilisés ainsi qu'au transport de matières dangereuses qu'elles pourraient engendrer. La nature de ces industries ne pouvant pas être connue aujourd'hui, il est impossible d'identifier plus précisément les risques technologiques qu'elles pourraient générer. Ce développement aura pour corollaire l'augmentation potentielle du risque lié au transport de ces matières dangereuses sur les axes du territoire.

3.5.3 Mesures

Le SCoT rappelle l'importance de l'application des dispositions des PPRN, ainsi que leur développement et leur harmonisation.

Concernant le risque inondation, il prescrit diverses mesures permettant de limiter l'exposition de la population au travers de la protection de la trame verte et bleue, mais également par le maintien ou la restauration des zones d'expansion des crues, la limitation de l'imperméabilisation des sols et une gestion optimisée des eaux de ruissellement sur les nouveaux secteurs urbanisés.

Par ailleurs, en densifiant les zones urbaines, le SCoT permet de limiter l'artificialisation des sols, et donc leur imperméabilisation : cela permet de limiter les volumes d'eaux pluviales qui, ne pouvant s'infiltrer dans le sol, ruissellent jusqu'aux cours d'eau et sont ainsi susceptibles de causer leur débordement. Enfin, les orientations du SCoT visant le maintien de la trame verte (massifs boisés sur les coteaux, haies, ripisylves, ...) contribuent indirectement à lutter contre les inondations : la végétation maîtrisant le débit d'écoulement des eaux et favorisant leur infiltration dans le sol vers les nappes souterraines.

Le DOO recommande de réduire l'exposition des personnes au risque d'incendie par une meilleure gestion des espaces proches des secteurs urbanisés : entretien et gestion des espaces et notamment redéploiement de l'agriculture et l'élevage en montagne, création de zones tampons en limite des boisements.

Le SCoT demande de localiser à l'écart des zones habitées, les zones susceptibles d'accueillir les activités génératrices de risques technologiques, mais également de créer des espaces tampons autour des installations industrielles à risques et à proximité des infrastructures de transport de matières dangereuses.

Toutes les orientations visant à limiter les flux de déplacements permettront une réduction des nuisances sonores et des polluants atmosphériques à la source. Le SCoT prescrit également de limiter la création de zones d'habitat à proximité des infrastructures existantes et à venir génératrices de nuisances sonores et d'émission de polluants.

Chapitre 4. ANALYSE THEMATIQUE DES INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCoT

4.1 MODALITES D'EVALUATION

La notion d'incidence n'a pas de définition juridique précise. Elle s'explique par :

- l'appréciation croisant l'effet (un effet ou une pression est la conséquence objective des projets sur l'environnement indépendamment du territoire affecté) avec la sensibilité environnementale du territoire ;
- l'appréciation des impacts dans le sens d'un changement, positif ou négatif, dans la qualité de l'environnement, à court ou à long terme. L'impact peut être direct ou indirect s'il résulte d'une relation de cause à effet.

Les incidences peuvent être qualifiées de :

- positives lorsqu'il est estimé qu'elles ont un effet sur l'environnement améliorant la qualité d'une ou plusieurs des composantes de celui-ci ;
- négatives lorsqu'il est estimé qu'elles ont un effet entraînant la dégradation d'une ou plusieurs des composantes de l'environnement.





La notion relative à la prévisibilité des incidences signifie que toutes les incidences ne sont pas connues précisément lors de l'élaboration d'un SCoT. Il s'agit d'identifier les incidences qui risquent d'avoir lieu si le SCoT est mis en œuvre en application du PADD et du DOO.

La notion relative à la notabilité des incidences signifie que les analyses doivent porter sur les incidences les plus importantes, car elles concernent les enjeux environnementaux prioritaires ou elles se distinguent des autres par leur ampleur.

L'évaluation des incidences est réalisée via l'appréciation de différents paramètres :

- positive / négative ;
- étendue de l'incidence : territoire / hors territoire ;
- réversibilité de l'incidence : réversible / irréversible ;
- fréquence/durée de l'incidence : temporaire / permanente ;
- incidence directe / indirecte.

On évalue ainsi l'intensité globale de l'incidence :








Incidences positives fortes : concernent généralement les objectifs dédiés à la protection ou la valorisation de l'environnement.	
Incidences positives faibles : concernent généralement les objectifs non dédiés à l'environnement mais pouvant avoir des incidences positives indirectes.	
Incidences négatives faibles : concernent généralement les objectifs dont les principaux effets sont potentiellement défavorables à l'environnement ou ayant des incidences résiduelles.	
Incidences négatives fortes : concernent les objectifs ayant des incidences fortes sur l'environnement.	









Ne sont repris dans les tableaux d'évaluation que les prescriptions qui constituent des orientations dont la mise en œuvre est obligatoire.

NB : dans un souci de clarté, les mesures de suppression, de réduction ou de compensation inhérentes aux incidences négatives générées par la mise en œuvre du SCoT de la Vallée de l'Ariège, seront décrites en suivant, pour chaque thématique, et non dans un chapitre à part.

4.2 BIODIVERSITE, MILIEUX NATURELS ET AGRICOLES (HORS SITES N2000)

4.2.1 Tableau d'évaluation

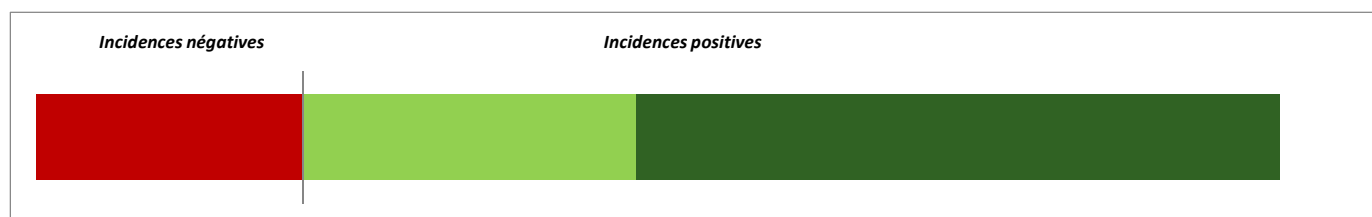
Objectifs du DOO concernés	Incidences	Niveau d'incidences
Objectif I		
P2 : dans les secteurs agricoles de la Trame Verte et Bleue, identifiés A _{TVB} seules seront autorisées les constructions liées et nécessaires à l'activité agricole s'ils n'entravent pas la fonctionnalité écologique du milieu et qu'ils permettent le passage de la faune à proximité immédiate.	La reconnaissance et la garantie d'inconstructibilité par le SCoT permet une préservation forte de ces secteurs agricoles intéressants pour la « biodiversité ordinaire » et le maintien de la TVB.	
P3 et 4 : garantir la destination agricole des espaces agricoles dits « ordinaires » dans les documents d'urbanisme par un classement en zone agricole (A).		
P5, 6, 7 et 8 : identifier des réservoirs de biodiversité (cœurs de biodiversité et pôles d'intérêts écologiques) garantis inconstructibles hors conditions spéciales.	La reconnaissance et la garantie d'inconstructibilité par le SCoT permet une préservation forte des réservoirs de biodiversité identifiés dans la TVB particulièrement intéressant pour la « biodiversité ordinaire » et les espèces et habitats patrimoniaux.	
P8 et 9 : protéger les ripisylves et les zones humides identifiées, et réaliser un inventaire des zones humides dans les documents d'urbanisme locaux et mettre en place des mesures de protection adaptées.	La reconnaissance et la garantie de protection des zones humides permettent leur préservation.	
P8 : éviter une urbanisation linéaire ou circulaire autour des réservoirs de biodiversité pour assurer le maintien des échanges avec les milieux limitrophes.	Le SCoT permet ainsi de maintenir connectés les milieux naturels et agricoles de son territoire.	
P9 : établir un espace tampon de 10 m de part et d'autre des cours d'eau.	Cette action garantit un petit espace de liberté autour des cours d'eau favorable à la biodiversité.	
P10 : identifier précisément dans les documents d'urbanisme locaux un corridor d'une largeur adaptée, respectant le couloir identifié par le SCoT et compléter ce réseau garanti inconstructible hors conditions spéciales.	Le SCoT permet ainsi de protéger les corridors écologiques identifiés dans la TVB.	
P10 : conserver le long des axes majeurs en fond de vallée des zones tampons entre les secteurs construits par le biais de ruptures d'urbanisation.	Le SCoT permet ainsi de maintenir connectés les milieux naturels et agricoles de son territoire et d'accroître l'effet d'engorgement urbain en fonds de vallée et de conurbation entre les communes.	

P11 : prendre en compte la nature en ville dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme locaux et plus particulièrement en cohérence avec la trame verte et bleue locale.	A travers cette action, le SCoT permet une prise en compte et une reconnaissance de la trame verte et bleue urbaine.	
Objectif II		
P18 : interdire l'ouverture de nouvelles carrières alluvionnaires (sans arrêté préfectoral à la date du SCoT) dans les Réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques repérés par le SCoT, ainsi que les secteurs à enjeux identifiés au regard du diagnostic agricole du SCoT.	Cette action permet de mettre un terme à la disparition de surfaces agricoles à forte valeur ajoutée et d'espaces naturels sous emprise de carrières alluvionnaires.	
P18 : réaliser une étude justifiant d'un impact nul sur le maintien écologique de la TVB en amont de tous nouveaux projets d'extraction de roches massives.	Cette action permet d'anticiper les éventuels impacts d'un projet de carrière de roches massives et d'orienter son positionnement.	
Objectif III		
P21 : interdire les parcs photovoltaïques au sol au sein des Réservoirs de biodiversité de la TVB, des corridors écologiques de la TVB et des zones à fort enjeux agricoles de l'ensemble du territoire.	Cette action permet d'éviter une perte de surfaces agricoles et naturelles sous emprise de centrales photovoltaïques au sol.	
Objectif IV		
P24 et 25 : limiter la constructibilité à proximité des installations industrielles à risques et des infrastructures de transport.	Ces prescriptions permettent de conserver des zones tampons pouvant éventuellement jouer le rôle de corridors écologiques, notamment le long des infrastructures de transport.	
Objectif V		
P27 : produire plus de 12 000 logements supplémentaires en résidence principale pour accueillir environ 20 500 habitants supplémentaires d'ici 20 ans.	L'augmentation de population devrait générer une consommation accrue des ressources foncières sur les espaces naturels et agricoles afin de pouvoir loger ces nouveaux habitants.	
P31 : respecter l'objectif de réduction de la consommation foncière de moitié	Le SCoT réduit de moitié son artificialisation à venir, comparé à la dernière décennie où 1 200 ha se sont vus artificialisés sur son territoire.	
P34 : 20% de réinvestissement et de renouvellement, à prioriser par rapport à l'extension urbaine.	Complétant les orientations de densification des futures zones d'urbanisation en extension, le réinvestissement et le renouvellement des zones urbaines existantes est de nature à réduire la consommation d'espace, d'autant plus dans les pôles ruraux qui sont fortement soumis à l'étalement urbain.	

P37, 40 et 44 : urbaniser en continuité des secteurs déjà urbanisés, sans linéarisation de l'urbanisation. (P45 pour les écarts).	Cette action permet de réduire le mitage et la fragmentation des espaces, préservant ainsi une meilleure fonctionnalité de la biodiversité sur le territoire et notamment un maintien de corridors écologiques.	
P 47, 49, 51 et 53 : le territoire se structure autour de pôles offrant des gammes d'équipements et de services adaptées.	La répartition du développement au bénéfice de polarités permettra de concentrer l'habitat futur au niveau des pôles structurants et d'équilibre. Ainsi le mitage du territoire est réduit ainsi que les déplacements.	
Objectif VII		
P58 : réduire de moitié la consommation foncière, éviter le mitage des terres agricoles et prendre en compte le contexte agricole.	Cette prescription permet une protection des terres agricoles, support de la biodiversité « ordinaire » notamment.	
P60 : créer des zones de développement touristiques dans une optique d'économie de l'espace.	Les zones de développement touristiques vont entraîner au maximum l'artificialisation de 94,1 ha essentiellement liées à l'extension de camping ou bases de loisirs existants).	
P64 : développer des activités touristiques de plein air dans un cadre respectueux des milieux environnants, qu'ils soient naturels ou agricoles, et sans engendrer de conflits d'usage.	Cette action permet de limiter l'impact environnemental des zones de développement touristiques.	
P68, 69 et 71 : développement le long des principaux axes de communication de zones d'activités économiques stratégiques qui induiront une consommation foncière.	Les ZAE stratégiques vont entraîner l'artificialisation de 298,6 ha (avec déclassement de ZAE).	
P72 : les enveloppes foncières des zones d'activités de proximité sont détaillées.	Les ZAE de proximité vont entraîner l'artificialisation de 26,1 ha, avec le même effet que précédemment.	
P77 : la taille de la consommation foncière est inscrite pour chaque ZACom identifiée.	Les ZACom vont entraîner l'artificialisation de 49,6 ha (49,6 ha en projet + 100 ha déjà existants), avec le même effet que précédemment (avec déclassement de surface en ZaCom).	
P74 et 78 : mise en place au sein des PLU d'Orientations d'Aménagement et de Programmation pour les extensions urbaines destinées au développement économique et commercial, autorisées par le SCoT.	Cette action permet de limiter l'emprise des ZAE et ZACom en optimisation leur plan masse via des Orientations d'Aménagement et de Programmation.	

4.2.2 Bilan des incidences sur la biodiversité, les milieux naturels et agricoles

Schéma récapitulatif



4.2.3 Incidences

Bien que le SCoT prenne des engagements en matière de maîtrise des consommations d'espace en les réduisant de moitié par rapport aux tendances actuelles, l'accueil de nouvelles populations et la poursuite du développement économique du territoire engendreront l'artificialisation de nouvelles terres agricoles et naturelles.

Ces extensions seront principalement réalisées sur des espaces agricoles, mais ne devraient pas affecter les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques du fait des prescriptions de protection édictées dans le DOO.

Cependant, cette artificialisation de terres agricoles et des espaces naturels est irréversible et c'est pourquoi elle doit être fortement encadrée.

Ainsi, le SCoT de la Vallée de l'Ariège prend la mesure de l'urbanisation non maîtrisée qui s'est opérée cette dernière décennies et affiche des objectifs de croissance plus modérés que ceux observés lors de la décennie précédente malgré sa situation dans la zone d'influence proche de l'agglomération toulousaine.

4.2.4 Mesures

4.2.4.1 Mesures générales

Afin de limiter ces incidences négatives sur les milieux agricoles et naturels, le SCoT propose différentes mesures ayant une incidence positive directe sur la réduction de la consommation d'espace et le mitage des milieux agricoles et naturels.

Comme il est indiqué dans le PADD, le SCoT se fixe un objectif de réduction du rythme de consommation foncière de moitié par rapport à la dernière décennie, soit 1 200 ha artificialisés entre 1998 et 2008.

Ainsi, 1 200 ha seront au maximum consommés dans les vingt prochaines années toutes thématiques confondues.

Le SCoT choisit de polariser son territoire afin d'avoir un fonctionnement plus efficient. Cette orientation est complétée par une évolution des modes d'urbaniser.

En effet, dans le but de limiter les incidences négatives générées par l'accueil de nouvelles populations, le SCoT s'engage à :

- renforcer les centralités autour des pôles structurants et d'équilibre,
- favoriser le réinvestissement et le renouvellement urbain, la redensification des tissus urbains existants,
- urbaniser en continuité des secteurs déjà urbanisés, sans linéarisation de l'urbanisation,
- conserver le long des axes majeurs en fond de vallée des zones tampons entre les secteurs construits par le biais de ruptures d'urbanisation.

De plus, le contrôle de l'artificialisation du territoire est renforcé par la définition des formes urbaines, centres villes et bourgs, villages, hameaux et écarts, et de leurs modalités de développement.

Concernant les carrières qui sont une activité impactant les milieux naturels et agricoles, le SCoT interdit l'ouverture de nouvelles carrières alluvionnaires (sans arrêté préfectoral à la date du SCoT) dans les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques repérés par le SCoT, ainsi que les secteurs à enjeux identifiés au regard du diagnostic agricole du SCoT.

4.2.4.2 Mesures en faveur des milieux naturels et de la biodiversité

Concernant les mesures en faveur de la Trame Verte et Bleue, ces dernières sont développées dans le chapitre 7 dédié à l'analyse des incidences.

4.2.4.2.1 La « biodiversité ordinaire »

Le classement en zone agricole, au sein des documents d'urbanisme, des espaces agricoles non inclus dans la Trame Verte et Bleue, permet de garantir leur destination agricole et ainsi le maintien de la « biodiversité ordinaire », en les protégeant de l'urbanisation. Au même titre, le SCoT recommande mettre en place des Zones Agricoles Protégées, notamment en périphérie des bourgs de la plaine et des fonds de vallées dans la zone Pyrénéenne au sein des documents d'urbanisme locaux.

4.2.4.2.2 Les zones humides

Outre l'intégration des zones humides, bois alluviaux et prairies naturelles identifiées par l'ANA et le PNR des Pyrénées Ariégeoises dans les cœurs de biodiversité de la trame bleue, le DOO définit des principes de protection par la mise en place d'espaces tampons et la protection de leurs zones d'alimentation.

Afin de compléter la connaissance des zones humides de son territoire, le SCoT prescrit la réalisation d'un inventaire de ces dernières dans les documents d'urbanisme locaux, complétant éventuellement les zones humides cartographiées au sein de la Trame Verte et Bleue, et de fait leur protection au sein de ces documents. Il recommande également la réalisation d'un inventaire des fossés à l'échelle des communes ou des intercommunalités en association avec les acteurs environnementaux.

Le SCoT rappelle qu'une compensation doit être réalisée dans le cas où la destruction d'une zone humide ne pourrait être évitée, au sein du même bassin versant et à hauteur d'une valeur guide de l'ordre de 200 % de la surface perdue.

Le SCoT prévoit par ailleurs le maintien d'une zone naturelle aux abords des cours d'eau, avec un recul de 10 mètres de part et d'autre du haut de berge. Il recommande aux collectivités, si le cas se présente, de préempter les abords des cours d'eau, pour une meilleure gestion de ces espaces.









4.2.4.2.3 Les milieux boisés

Le SCoT recommande le maintien d'une zone tampon inconstructible en frange des secteurs boisés, ainsi que l'adaptation des modes de gestion sylvicoles aux rythmes biologiques des espèces, voire la réalisation d'aménagements adaptés à leurs exigences écologiques.

Il encourage également la mise en place de dynamiques locales et groupées de plantation, restauration et de gestion durable des haies champêtres, en s'appuyant sur les retours d'expériences de la Chambre d'Agriculture et du PNR des Pyrénées Ariégeoises notamment.

4.3 PAYSAGES ET CADRE DE VIE

4.3.1 Tableau d'évaluation

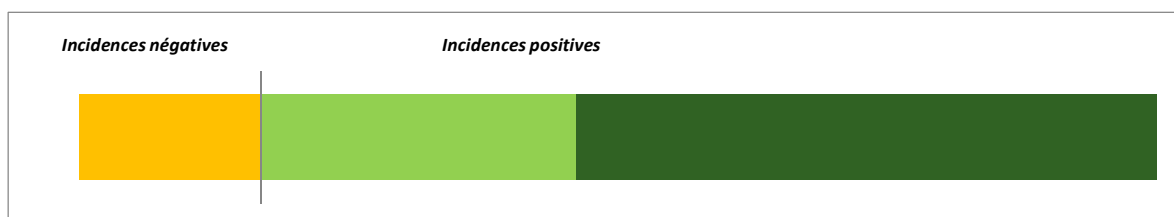
Objectifs du DOO concernés	Incidences	Niveau d'incidences
Objectif I		
P2 : dans les secteurs agricoles de la Trame Verte et Bleue, identifiés A _{TVB} seules seront autorisées les constructions liées et nécessaires à l'activité agricole. P3 : la destination agricole des espaces agricoles dits « ordinaires » est garantie dans les documents d'urbanisme par un classement en zone agricole (A).	Par la protection de ses terres agricoles, le SCoT protège ses paysages ruraux.	
P5 : prescriptions issues du guide « Vers un urbanisme durable en Ariège ».	Ces prescriptions garantissent une intégration paysagère optimale des bâtiments agricoles par la réalisation d'une analyse paysagère et architecturale préalable et l'application de recommandations en secteur de ligne de crête.	
P5, 6, 7 et 8 : identifier des réservoirs de biodiversité (cœurs de biodiversité et pôles d'intérêts écologiques) garantis inconstructibles hors conditions spéciales.	Le SCoT instaure via sa Trame Verte et Bleue et les prescriptions qui en découlent, une protection de ses paysages.	
P8 et 9 : protéger les ripisylves et les zones humides identifiées, et réaliser un inventaire des zones humides dans les documents d'urbanisme locaux et mettre en place des mesures de protection adaptées.		
P9 : établir un espace tampon de 10 m de part et d'autre des cours d'eau.	Perceptions visuelles conservées sur les milieux rivulaires et accessibilité renforcée aux cours d'eau.	
P10 : identifier précisément dans les documents d'urbanisme locaux un corridor d'une largeur adaptée, respectant le couloir identifié par le SCoT et compléter ce réseau garanti inconstructible hors conditions spéciales.	Le SCoT instaure via sa Trame Verte et Bleue et les prescriptions qui en découlent, une protection de ses paysages.	
P10 : conserver le long des axes majeurs en fond de vallée des zones tampons entre les secteurs construits par le biais de ruptures d'urbanisation.	Cette action permet de conserver des zones vertes « tampon » entre les pôles urbanisés.	
P11 : prendre en compte la nature en ville dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme locaux et plus particulièrement en cohérence avec la trame verte et bleue locale.	A travers cette action, le SCoT permet une prise en compte et une reconnaissance de la trame verte et bleue urbaine.	

P12 : identifier et réglementer, dans les documents d'urbanisme locaux, des points panoramiques remarquables à conserver et à valoriser.	Le ScoT permet la conservation et la valorisation de points panoramiques en identifiant et réglementant ces derniers dans les documents d'urbanisme locaux.	
Objectif II		
P18 : interdire l'ouverture de nouvelles carrières alluvionnaires (sans arrêté préfectoral à la date du SCoT) dans les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques repérés par le SCoT, ainsi que les secteurs à enjeux identifiés au regard du diagnostic agricole du SCoT.	Cette action permet de mettre un terme au mitage des espaces naturels et agricoles par l'exploitation de carrières alluvionnaires.	
P18 : réaliser une étude justifiant d'un impact limité et maîtrisé sur le plan paysager, tout particulièrement en secteur touristique en amont de tous nouveaux projets d'extraction de roches massives.	Cette action prescrit la prise en compte du volet paysager dans le cadre des études préalables à la création de tout nouveau projet d'extraction de roches massives.	
P18 : associer le SCoT, ses collectivités membres, la Chambre d'Agriculture et les acteurs environnementaux (partenaires institutionnels, associations) lors des projets de remise en état des carrières en fin d'exploitation.	La concertation avec le SCoT et les collectivités permet de veiller à l'intégration des carrières réhabilitées dans le grand paysage en tenant compte des projets de territoire d'ensemble.	
Objectif III		
P21 : interdire les parcs photovoltaïques au sol au sein des Réservoirs de biodiversité de la TVB, des Corridors écologiques de la TVB et des zones à fort enjeux agricoles de l'ensemble du territoire.	Cette action permet d'éviter un mitage des paysages.	
Objectif IV		
P24 et 25 : limiter la constructibilité à proximité des installations industrielles à risques et des infrastructures de transport.	Ces prescriptions permettent de conserver des zones tampons pouvant faire l'objet d'aménagements paysagers permettant l'intégration des installations et des infrastructures de transport.	
P25 : prendre des dispositions architecturales et environnementales dans les zones d'habitat, industrielles, commerciales et artisanales longeant les infrastructures de transport de façon à donner aux usagers de la route une image attractive de l'Ariège.	Cette action permet de mettre en œuvre l'intégration paysagère et architecturale des zones urbanisées bordant les infrastructures de transport.	
Objectif V		
P27 : produire plus de 12 000 logements supplémentaires en résidence principale.	Réduction de l'espace paysager rural et naturel au profit de l'urbain, toutefois selon les modalités d'intégration les incidences peuvent être réduites.	

P31 : respecter l'objectif de réduction de la consommation foncière de moitié.	Limitation de l'étalement urbain et protection des paysages ruraux.	
P31 : 20% de réinvestissement et de renouvellement, à prioriser par rapport à l'extension urbaine.	Cette action permet de ne pas étaler la tache urbaine au sein d'espaces à dominante agricole et naturelle.	
P37, 40 et 44 : urbaniser en continuité des secteurs déjà urbanisés, sans linéarisation de l'urbanisation. (P45 pour les écarts)	Permet d'éviter l'étalement de la tache urbaine au sein d'espaces à dominante agricole et naturelle.	
P49 : élaborer un véritable projet urbain avec une stratégie de développement à long terme	Prendre en compte dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation des PLU, les notions: de greffe urbaine, de maillage viaire et d'aménagement des espaces collectifs.	
Objectif VII		
P58 : réduire de moitié la consommation foncière, éviter le mitage des terres agricoles et prendre en compte le contexte agricole.	Permet la protection des paysages ruraux.	
P60 : créer des zones de développement touristiques dans une optique d'économie de l'espace.	Réduction de l'espace paysager rural et naturel au profit de l'urbain, toutefois selon les modalités d'intégration les incidences peuvent être réduites.	
P68, 69 et 71 : développement le long des principaux axes de communication de zones d'activités économiques stratégiques qui induiront une consommation foncière.		
P72 : les enveloppes foncières des zones d'activités de proximité sont détaillées.		
P77 : la taille de la consommation foncière est inscrite pour chaque ZACom identifiée.		
P74 : positionner les zones d'activités de proximité en respectant une stratégie cohérente à l'échelle territoriale, l'agriculture, la TVB et sans créer de dents creuses.	Permet de limiter en amont les incidences des ZAE et ZACom sur le paysage.	
P78 : veiller à l'intégration paysagère des zones d'activités à travers des OAP.	Cette action permet de prévoir l'intégration de la végétation existante, le maintien des cônes de visibilité et l'optimisation de l'intégration paysagère des bâtiments en amont de tout développement de zone d'activités.	
P81 : inscrire au sein des documents d'urbanisme locaux, les actions et opérations nécessaires pour valoriser et structurer les paysages d'entrées de villes.	Incidences positives par la reconfiguration des voies et leurs abords, le maintien des alignements végétaux et une structuration architecturale et paysagère.	

4.3.2 Bilan des incidences sur les paysages et le cadre de vie

Schéma récapitulatif



4.3.3 Incidences

Le développement des zones dédiées à l'habitat et à l'économie peut engendrer des modifications des paysages et de leurs perceptions par l'obturation de cônes de vue, une perte de visibilité de points d'appel bâtis ou naturels, la création de nouveaux fronts urbains en rupture avec les paysages ruraux.

La centralisation et la densification urbaine, qui sont des réponses à la limitation de la consommation d'espaces, pourraient engendrer une minéralisation et une fermeture du paysage urbain, et ainsi une baisse d'attractivité pour les nouvelles populations, soit l'effet inverse recherché.

Le développement des parcs photovoltaïques au sol, même s'ils permettent la production d'énergie renouvelable, peut avoir une incidence négative sur les paysages s'il n'est pas encadré.

La poursuite de l'exploitation des carrières de matériaux alluvionnaires au sein de la plaine entraîne une dégradation des paysages. De même, les futures installations autorisées à la date d'élaboration du SCoT généreront et accentueront les impacts paysagers inéluctables sur des secteurs de porte d'entrée et de découverte du Département de l'Ariège.

4.3.4 Mesures

Le SCoT instaure via sa trame verte et bleue et les prescriptions qui en découlent, une protection de ses paysages.

De même, il affiche une réelle volonté de protéger ses terres agricoles et de fait ses paysages ruraux, au travers des zonages proposés dans les documents d'urbanisme locaux, pour les terrains se développant au sein de la trame verte et bleue ou pas.

Au-delà des grandes orientations associées à la réduction de la consommation d'espaces et à la préservation de la trame verte et bleue et des terres agricoles, de nombreuses dispositions du SCoT visent à préserver les paysages et prévenir les incidences du développement.

Le SCoT propose de valoriser les cours d'eau et leurs ripisylves, par une recherche de leur libre accès et la création de cheminements doux de mise en valeur, respectueux de la qualité et du fonctionnement des milieux.

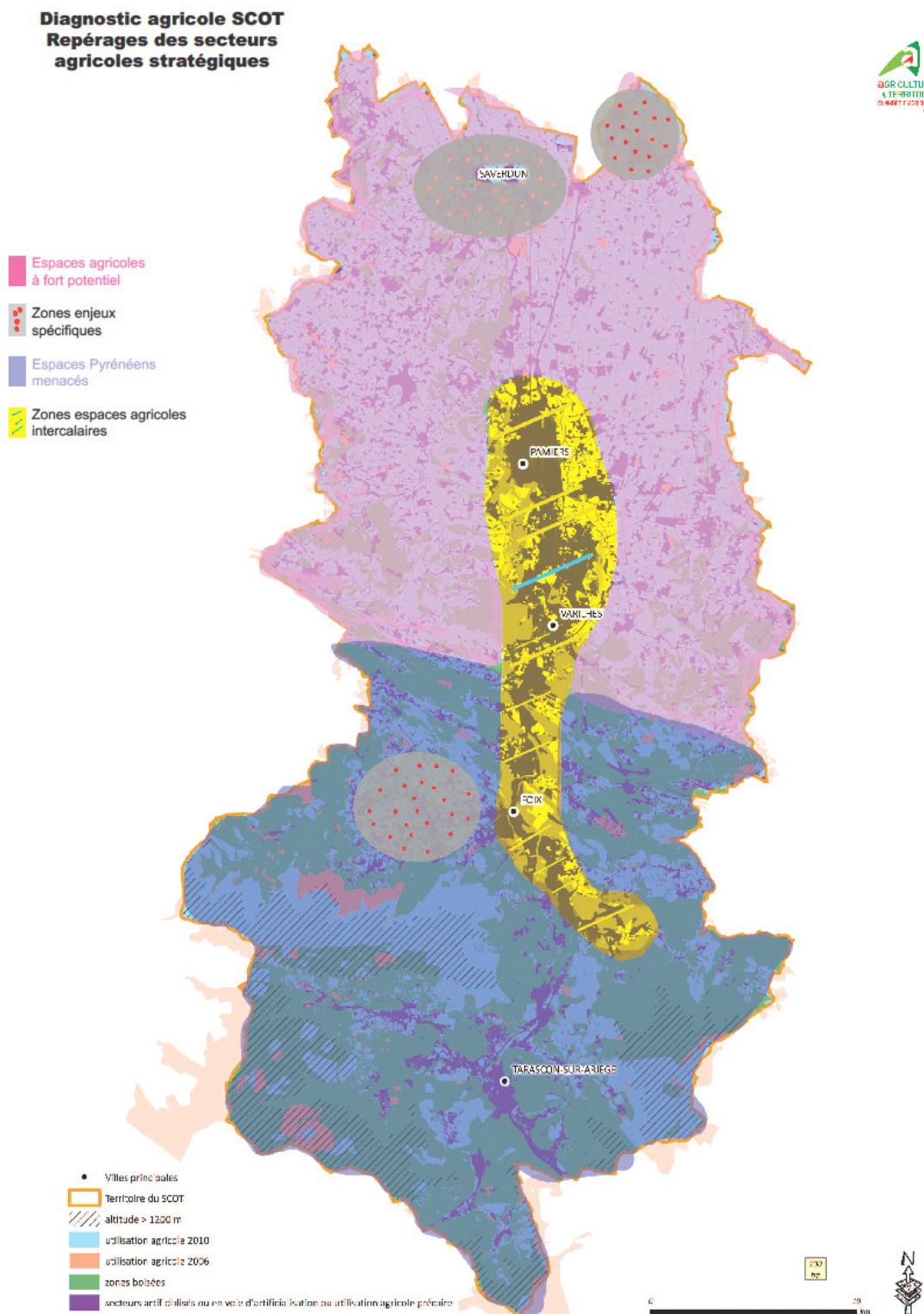
4.3.4.1 Eviter le « mitage paysager »

Le SCoT reprend des prescriptions issues du guide « Vers un urbanisme durable en Ariège » garantissant une intégration paysagère optimale des bâtiments agricoles par la réalisation d'une analyse paysagère et architecturale préalable et l'application de recommandations en secteur de ligne de crête (continuité avec un espace bâti existant, hauteur limitée, sens de faitage, teintes, etc.).

Sur la base de cette même charte, le SCoT propose des recommandations visant à optimiser l'implantation des bâtiments :

- en tenant compte de leur destination, de la topographie, des réseaux, de l'exposition, des éléments paysagers existants (haie, muret, arbre remarquable),
- en privilégiant une recherche architecturale facilitant leur intégration paysagère (accord avec des bâtiments existants, volumétrie, choix des matériaux, de la couleur),
- en soignant les aménagements extérieurs permettant une insertion paysagère du bâti.

Le SCoT interdit l'ouverture de nouvelles carrières alluvionnaires (sans arrêté préfectoral à la date du SCoT) dans les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques repérés par le SCoT, ainsi que les secteurs à enjeux identifiés au regard du diagnostic agricole du SCoT. En fin d'exploitation, la concertation avec le SCoT et les collectivités permet de veiller à l'intégration des carrières réhabilitées dans le grand paysage en fonction de leur destination finale.



Carte 1 : Secteurs agricoles stratégiques
Source : Diagnostic agricole 2012

4.3.4.2 Optimiser l'intégration paysagère d'éléments éventuellement impactants

Le SCoT prescrit la mise en place d'espaces tampons à proximité des installations industrielles à risque et des infrastructures de transport, qui peuvent ainsi faire l'objet d'aménagements paysagers.

Il propose également plusieurs prescriptions afin d'optimiser l'intégration paysagère des zones d'activités économiques et commerciales : choix du positionnement, Orientations d'Aménagement et de Programmation (intégration de la végétation existante, inscription des cônes de visibilité, optimisation de l'intégration paysagère des bâtiments).

Le SCoT insiste également sur l'obligation de traiter les entrées de villes par la requalification des voies et de leurs abords, le maintien des alignements végétaux et une structuration architecturale et paysagère.









De plus, il recommande la mise en place de règlements locaux de publicité afin d'encadrer l'affichage publicitaire et de limiter son impact sur le paysage et rappelle que la publicité est par ailleurs interdite en agglomération à l'intérieur du Parc Naturel Régional.

Concernant le développement de l'urbanisation et la prise en compte du paysage, le SCoT définit plusieurs prescriptions et recommandation au sein de son DOO :

- l'application d'une densité moyenne minimale à l'échelle communale permettra d'éviter la banalisation des paysages avec des intensités urbaines qui seraient similaires sur l'ensemble du territoire. Cependant, l'application d'un seuil minimal à chaque opération réduira les risques de dérives de surconsommation foncière.
- pour les hameaux, selon leur morphologie, le PLU pourra déterminer la superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée.
- pour les Orientations d'Aménagement et de Programmation des PLU, le concept de greffe urbaine tient compte de la liaison avec les espaces non bâtis qui doit être à la fois visuelle (alignements d'arbres, trame bâtie insérée dans les lignes de force du paysage existant) et fonctionnelle (cheminements vers les lieux de vie, équipements, commerces).

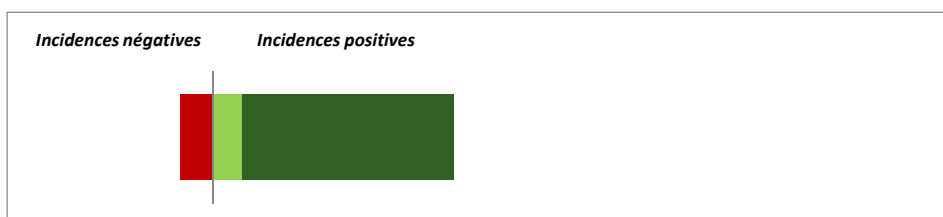
4.4 GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET DE LA RESSOURCE EN EAU

4.4.1 Tableau d'évaluation

Objectifs du DOO concernés	Incidences	Niveau d'incidences
Objectif I		
P8 et 9 : protéger les zones humides identifiées et réaliser un inventaire des zones humides dans les documents d'urbanisme locaux et mettre en place des mesures de protection adaptées.	La préservation des zones humides permet de limiter l'impact sur la ressource en eau.	
P9 : établissement d'un espace tampon de 10 m de part et d'autre des cours d'eau.	Le maintien d'une zone tampon permet un abattement de la pollution véhiculée par les eaux de ruissellement.	
Objectif II		
P14 : conditionner les développements urbains aux capacités de traitement des eaux et d'alimentation en eau potable.	Il s'agit ici de permettre le développement de la population dans les secteurs où les ouvrages de production et de traitement des eaux sont efficaces et suffisamment dimensionnés.	
P15 : assurer la protection des captages.	Cette prescription permet le classement des périmètres de protection des captages et la prise en compte des préconisations des hydrogéologues agréés en matière d'occupation des sols autorisée au sein de ces périmètres.	
P17 : permettre la récupération des eaux pluviales dans le règlement des PLU.	Cette action permet d'économiser la ressource en eau.	
P18 : interdire l'ouverture de nouvelles carrières alluvionnaires (sans arrêté préfectoral à la date du SCoT) dans les Réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques repérés par le SCoT, ainsi que les secteurs à enjeux identifiés au regard du diagnostic agricole du SCoT.	Cette action permet de gérer le risque de pollution de la ressource en eau liée à la mise à nue de la nappe dans le cadre de l'exploitation de carrières alluvionnaires.	
Objectif IV		
P22 : limiter l'imperméabilisation des sols et prévoir des solutions de stockage ou de gestion des ruissellements dans les opérations d'aménagement de toutes natures.	Cette action permet de gérer le risque de pollution (limitation des surfaces lessivées) et peut permettre des économies d'eau (réutilisation des eaux pluviales stockées).	
Objectif V		
P24 : produire plus de 12 000 logements supplémentaires en résidence principale pour accueillir environ 20 500 habitants supplémentaires d'ici 20 ans.	L'augmentation de population devrait générer une augmentation de la consommation en eau potable et un accroissement des rejets d'eaux usées.	

4.4.2 Bilan des incidences sur les ressources en eau

Schéma récapitulatif



Les incidences principales du projet de SCoT sur la ressource en eau sont liées au développement même du territoire qui va générer une augmentation de population entraînant directement un accroissement des besoins en eau potable et parallèlement une augmentation de la quantité d'eaux usées produites.

Indirectement, le développement du territoire va se traduire par une augmentation des surfaces imperméabilisées et par la même de la quantité d'eaux de ruissellement pouvant véhiculées une charge polluante non négligeable.

4.4.3 Les prélèvements d'eau

4.4.3.1 Incidences

L'évolution du territoire passe par l'accroissement de la population et le développement des activités économiques qui tous deux vont générer des besoins en eau qu'il faudra satisfaire par une augmentation des prélèvements sur la ressource.

Les besoins en eau pour les activités sont directement liés à leur type et aux process mis en œuvre. Si le secteur tertiaire génère des besoins en eau réduits, les industries peuvent être de grandes consommatrices d'eau avec des exigences en termes de qualité. La hausse des consommations générées par le développement des activités touristiques ne pèsera pas significativement.

Il faut souligner que la pression liée aux prélèvements, si elle est à relativiser compte-tenu des ressources disponibles, pourrait être accentuée par les conséquences du réchauffement climatique. En effet, ce dernier est susceptible de provoquer à la fois une baisse de la pluviométrie et une augmentation de la température moyenne, pouvant entraîner une baisse des niveaux des nappes phréatiques et accentuer les étiages des cours d'eau.

4.4.3.2 Mesures

Le SCoT conditionne son développement urbain, à des capacités suffisantes de production d'eau potable permettant l'accueil de nouvelles populations et activités. Il rappelle également les exigences de la protection réglementaire des zones de captage pour l'alimentation en eau potable au travers des documents d'urbanisme locaux.

Il recommande la réalisation et l'actualisation des schémas directeurs d'alimentation en eau potable préalablement à l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme.

Le SCoT propose la mise en œuvre d'actions destinées à économiser la ressource en eau, telles, l'optimisation des rendements des réseaux AEP (rendement minimum de 70 à 80 %), la récupération des eaux pluviales pour l'arrosage, l'utilisation d'espèces peu consommatrices d'eau pour la création des espaces verts.

4.4.4 La gestion des eaux usées et pluviales et le risque de pollution des ressources en eau

4.4.4.1 Incidences

Les populations à venir génèreront nécessairement des eaux usées à traiter avant rejet au milieu naturel.

Les eaux de ruissellement des voiries et des parkings des nouvelles zones d'habitat et d'activités sont également vectrices de sources de pollution. Elles peuvent aussi l'être de manière indirecte dans le cas où elles sont drainées par des réseaux unitaires et génèrent des déversements d'eaux usées brutes dans les milieux récepteurs.

Ainsi, l'accroissement des quantités d'eaux usées et pluviales, s'il n'est pas correctement géré, peut entraîner des risques de pollution pour les eaux superficielles et souterraines.

Rappelons que l'Etat Initial de l'Environnement fait état de la présence sur le territoire de stations d'épuration non-conformes à la directive ERU compte tenu des flux entrants (saturation) et de la qualité de leurs rejets.

Une mauvaise gestion de la réhabilitation des carrières alluvionnaires dont l'exploitation met à nue la nappe, peut être une importante source de pollution de la ressource en eau souterraine, dans le cas d'un remblaiement avec des matériaux inappropriés.

4.4.4.2 Mesures

Le SCoT conditionne son développement urbain, à des capacités de traitement des eaux usées compatibles.

Les dispositions en matière d'économie de l'espace ont notamment pour objectif de limiter l'augmentation et l'impact en termes de ruissellement et de gestion des eaux pluviales des surfaces imperméabilisées induites par le développement du territoire.

De plus, l'accueil préférentiel de la population au sein des villes et villages va permettre leur raccordement sur des réseaux d'assainissement et le traitement de leurs eaux usées par des systèmes collectifs.

Pour les secteurs nouvellement artificialisés, le SCoT insiste sur la bonne gestion des eaux de ruissellement, en prescrivant la limitation de l'imperméabilisation des sols par la mise en œuvre de techniques adaptées dans les aménagements, ainsi qu'une bonne gestion des eaux pluviales en favorisant les solutions alternatives. Le SCoT prévoit que ces dispositions soient intégrées dans les PLU et leurs orientations d'aménagement et de programmation.

Le SCoT préconise, préalablement à l'élaboration ou la révision de documents d'urbanisme, la réalisation de schémas directeurs des eaux usées et des eaux pluviales.

Concernant la réduction des sources de pollution, le SCoT souhaite également promouvoir le développement de la gestion différenciée des espaces verts et des jardins, afin de tendre vers une réduction de l'arrosage et de l'emploi de produits phytosanitaires.

En fin d'exploitation des carrières alluvionnaires, la concertation avec le SCoT et les collectivités permet éventuellement de veiller à la réalisation d'une réhabilitation limitant l'impact sur la ressource en eau.

Par la protection des zones humides et la préservation de zones tampons autour des cours d'eau (zone de 10 m minimum et maintien ou restauration de zones d'expansion des crues), le DOO permet de limiter les risques de pollutions de la ressource en eau.

4.4.5 L'imperméabilisation des sols

4.4.5.1 Incidences

Le développement du territoire entraînera inévitablement l'artificialisation de nouvelles surfaces. Même si elle est moindre que dans le passé, elle conduira généralement à une imperméabilisation irréversible pouvant localement réduire les capacités d'infiltration des eaux et donc de recharge des aquifères.

Cet impact potentiel dépend de la localisation des aménagements (profondeur de la nappe, nature des sols, aire d'alimentation, etc.).

4.4.5.2 Mesures









Les mesures liées à l'économie de l'espace limiteront les surfaces imperméabilisées et donc leur éventuel impact sur la recharge des aquifères.





De même, pour les secteurs de développement, les dispositions visant à limiter les surfaces imperméabilisées, mais aussi la mise en œuvre d'une gestion des eaux pluviales favorisant l'infiltration quand cela est possible, réduisent cet impact.

Le SCoT recommande de définir au sein des PLU des Coefficients d'Emprise au Sol (CES), ainsi qu'un pourcentage ou une surface minimale d'espaces libres ou de plantations, permettant de limiter l'imperméabilisation des sols.

4.5 GESTION ENERGETIQUE

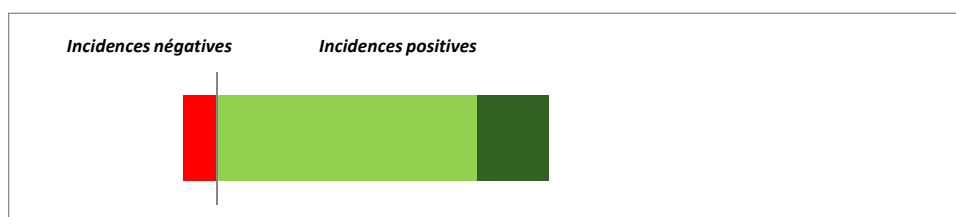
4.5.1 Tableau d'évaluation

Objectifs du DOO concernés	Incidences	Niveau d'incidences
Objectif III		
P19 : élaborer un Plan Climat Energie Territorial (PCET).	Le SCoT prescrit l'élaboration d'un PCET qui participera à élaborer un projet territorial visant à réduire la consommation énergétique et plus particulièrement les émissions de gaz à effet de serre.	
P20 : réduire la consommation énergétique	Cette prescription rend possible au sein des documents d'urbanisme les constructions remplissant des critères de performances énergétiques ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable, et impose l'affichage de mesures limitant les consommations thermiques des constructions.	
P21 : autoriser les parcs photovoltaïques au sol sur des sites dégradés, artificialisés et impropres à l'activité agricole, hors TVB et zones d'enjeux agricoles.	Cette mesure permet de produire des énergies renouvelables tout en respectant l'usage des sols.	
Objectif V		
P27 : produire plus de 12 000 logements supplémentaires en résidence principale pour accueillir environ 20 500 habitants supplémentaires d'ici 20 ans.	L'augmentation de population devrait générer une augmentation de la consommation d'énergie et du rejet de CO ₂ , que ce soit via leur logement ou leurs déplacements.	
P31 : 20% de réinvestissement et de renouvellement, à prioriser par rapport à l'extension urbaine.	Ces mesures permettent de réduire les transports individuels et particulièrement de la voiture. Elles participent ainsi à réduire les émissions de GES et la consommation d'énergie.	
P37, 40 et 44 : urbaniser en continuité des secteurs déjà urbanisés, sans linéarisation de l'urbanisation. (P45 pour les écarts)		
P 47, 49, 51 et 53 : le territoire se structure autour de pôles offrant des gammes d'équipements et de services adaptées.		
P51 et 53 : majorer les intensités urbaines à proximité des gares et station de transport collectif, ainsi que des équipements et services.		

Objectif VI		
<i>P54 : développer un réseau multimodal en majorant les densités urbaines recentré autour des bourgs et hameaux équipés, aux abords des secteurs desservis par les transports publics et développer un réseau de voies douces urbaines desservant les pôles d'équipement et de services du territoire.</i>	Toute mesure veillant à réduire l'utilisation de la voiture de manière individuelle est de nature à réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO ₂ et autres polluants.	
<i>P55 : prioriser le développement urbain des secteurs desservis ou devant être desservis par une ligne de transports collectifs.</i>		
<i>P56 : développer des aires de co-voiturage.</i>		
Objectif VII		
<i>P68, 71 et 74 : mise en place au sein des PLU d'Orientations d'Aménagement et de Programmation pour les extensions urbaines destinées au développement économique et commercial, autorisées par le SCoT.</i>	Toute mesure veillant à réduire l'utilisation de la voiture de manière individuelle est de nature à réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO ₂ et autres polluants.	

4.5.2 Bilan des incidences sur l'énergie

Schéma récapitulatif



4.5.3 Incidences

L'accroissement de la population et l'accueil de nouvelles activités sur le territoire génèrent des besoins en énergie, pour la construction et le fonctionnement des bâtiments (habitat, activités, équipements, etc.), les déplacements de personnes et de marchandises ainsi que les process industriels.

L'artificialisation des sols engendrée par le développement du territoire va entraîner une modification du processus d'émission ou de stockage des émissions de gaz à effet de serre.

L'urbanisation de zones agricoles ou naturelles conduit au déstockage progressif du carbone initialement séquestré dans les sols et par la végétation. Selon l'usage initial du sol il peut être plus ou moins important.

Ainsi, il est plus élevé pour les boisements que pour les terres agricoles, et, au sein des terres agricoles, plus important pour les prairies que pour les terres labourables.

4.5.4 Mesures

Tout d'abord, le SCoT prescrit la réalisation d'un Plan Climat Energie Territorial qui est un projet de développement durable dont la finalité est la lutte contre le changement climatique se caractérisant par des ambitions chiffrées de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'adaptation du territoire dans des contraintes de temps.

Les mesures prises devraient induire des incidences positives sur les aspects énergétique et climatique, réduisant ainsi les effets négatifs liés à l'augmentation de la population, qui entraîne de fait une augmentation de la consommation énergétique sur le territoire via le chauffage, l'électricité, les déplacements, etc. Les choix des modes d'urbanisation et de déplacements tendent à réduire les consommations d'énergie et les émissions de polluants associés.

4.5.4.1 Vers une limitation des parcours et une modification des modes de déplacements

Les objectifs V, VI et VII du SCoT, permettent d'orienter le projet de territoire vers une centralisation et une densification de l'urbanisation autour des pôles structurants et d'équilibre dotées d'une gare ou halte ferroviaire, ainsi qu'une évolution des modes d'urbaniser. Le développement urbain des secteurs desservis ou devant être desservis par une ligne de transports collectifs est priorisé, afin de réduire également, l'usage de la voiture.

Pour rappel, les principales dispositions prévues par le SCoT en matière d'aménagement pour limiter les besoins de déplacements, leur longueur et de favoriser l'usage des transports collectifs ou des modes doux :

- densifier et urbaniser en continuité des secteurs déjà urbanisés, sans linéarisation de l'urbanisation,
- réinvestir et renouveler les centres urbains, densifier les tissus existants,
- se structurer autour de pôles offrant des gammes d'équipements et de services adaptées,
- majorer les intensités urbaines à proximité des gares et station de transport collectif, ainsi que des équipements et services,
- développer un réseau de voies douces urbaines desservant les pôles d'équipement et services du territoire, ainsi que les sites touristiques et de loisirs,
- développer des aires de co-voiturage.

4.5.4.2 Amélioration de l'habitat

Comme vu précédemment, les formes urbaines compactes, la densification, sont de nature à réduire les consommations d'énergie.

Pour réduire sa consommation énergétique et produire des énergies renouvelables le SCoT, demande au PLU d'autoriser les constructions remplissant des critères de performances énergétiques ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable hors secteurs où des mesures de protection du patrimoine l'interdisent. De plus, les documents d'urbanisme devront afficher des mesures limitant les consommations thermiques des constructions.

Le SCoT affiche également plusieurs recommandations orientées vers l'amélioration de l'habitat et la réduction des consommations d'énergie :

- favoriser la construction de bâtiments bioclimatiques, la mise en place de réseau de chaleur sur l'habitat collectif ou les lotissements et les zones d'activités,
- réduire les consommations des éclairages publics,
- mettre en œuvre la réhabilitation thermique du parc existant ancien et notamment l'amélioration de l'isolation thermique,
- encourager l'inscription de projets de réhabilitation du parc de logements portant sur l'ensemble des bâtiments anciens dans les documents d'urbanisme locaux.









4.5.4.3 Développement des énergies renouvelables

Le SCoT se positionne en faveur du développement des énergies renouvelables dans le respect de l'environnement et des paysages, soit :

- de l'énergie solaire en priorisant la couverture des toitures des bâtiments et la création d'ombrières, mais cependant en interdisant le développement du photovoltaïque au sol hormis sur les sites dégradés, artificialisés et impropres à l'activité agricole,
- de l'énergie hydroélectrique, qu'il soutient dans le cadre de la réglementation sur l'eau et les milieux aquatiques, et de la préservation de la trame bleue,
- de la filière Bois Energie, par le développement de chaufferies collectives et la planification de dessertes forestières et de plateformes de stockage des bois,
- de la géothermie, dans le respect de la ressource en eau,
- de la méthanisation, en favorisant leur implantation à proximité du gisement en fumier.

4.6 GESTION DES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS

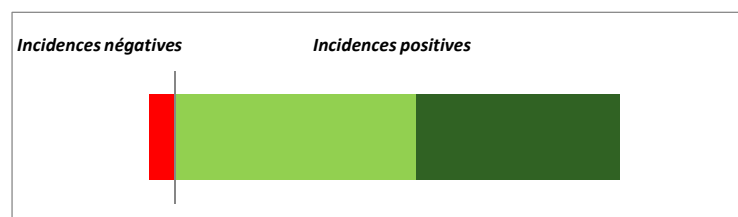
4.6.1 Tableau d'évaluation

Objectifs du DOO concernés	Incidences	Niveau d'incidences
Objectif I		
P8 : protéger les ripisylves.	Les ripisylve jouent un rôle de protection naturelle contre les inondations (lors des crues : dissipation de l'énergie, ralentissement du courant, etc.).	
P9 : établissement d'un espace tampon de 10 m de part et d'autre des cours d'eau.	Cette mesure limite l'exposition au risque inondation par la mise en place d'une bande inconstructible minimale en l'absence de PPRi.	
P9 : Prendre en compte le fonctionnement global des cours d'eau et leurs différentes composantes (espace de mobilité, nappe alluviale, lit mineur, lit majeur, etc.) et adapter en fonction les projets d'aménagements en s'appuyant sur les connaissances existantes (études hydromorphologiques, etc.), ainsi que sur les maîtres d'ouvrages compétents en matière de gestion des cours d'eau.	Cette mesure permet une prise en compte du fonctionnement global du cours d'eau dans les aménagements et par la même une meilleure gestion du risque inondation.	
Objectif II		
P17 : permettre la récupération des eaux pluviales dans le règlement des PLU.	Cette action permet de limiter le risque d'inondation par ruissellement pluvial.	
P18 : rappel de l'obligation des exploitants à transporter par voie ferrée au moins 50% des produits qui vont à l'exportation à l'horizon 2015.	Cette mesure permet de réduire les transports de matériaux et donc les émissions de CO ₂ et autres polluants.	
Objectif IV		
P22 : limiter l'exposition des biens et des personnes aux risques.	Mesure relativement forte permettant de réduire l'exposition aux risques des nouvelles populations du territoire par l'application des dispositions des PPRN, ainsi que leur développement et leur harmonisation et la localisation des activités génératrices de risques technologiques à l'écart des zones habitées.	
P22 : prendre en compte la CIZI en l'absence de PPRi, mettre en place et tenir à jour les plans communaux de sauvegarde et engager des réflexions sur les conditions d'occupation des sols dans les zones inondables.	Mesure importante dans la gestion du risque inondation par débordement d'un cours d'eau.	
P22 : limiter l'imperméabilisation des sols et prévoir des solutions de stockage ou de gestion des ruissellements dans les opérations d'aménagement de toutes natures.	Mesure importante dans la gestion du risque inondation par ruissellement pluvial.	

P23 : réaliser des schémas d'assainissement des eaux pluviales.	Mesure importante dans la gestion du risque inondation par ruissellement pluvial.	
P24 et 25 : limiter la constructibilité à proximité des installations industrielles à risques et des infrastructures de transport.	Mesure forte pour limiter l'exposition des personnes aux nuisances générées par les installations industrielles et les infrastructures de transport.	
P26 : mettre en place des servitudes encadrant les occupations des sols autorisées afin de limiter les risques pour la santé et l'environnement sur les sites accueillant des sols pollués.	Cette action permet une identification des sites accueillant des sols pollués et leur gestion en fonction de leur destination finale.	
Objectif V		
P24 : produire plus de 12 000 logements supplémentaires en résidence principale pour accueillir environ 20 500 habitants supplémentaires d'ici 20 ans.	L'augmentation de population devrait générer une augmentation des rejets de CO ₂ , via leur logement ou leurs déplacements.	
P31 : 20% de réinvestissement et de renouvellement, à prioriser par rapport à l'extension urbaine.	Ces mesures permettent de réduire les transports individuels et particulièrement de la voiture. Elles participent ainsi à réduire les émissions de CO ₂ et autres polluants.	
P37, 40 et 44 : urbaniser en continuité des secteurs déjà urbanisés, sans linéarisation de l'urbanisation. (P45 pour les écarts)		
P 47, 49, 51 et 53 : le territoire se structure autour de pôles offrant des gammes d'équipements et de services adaptées.		
P51 et 53 : majorer les intensités urbaines à proximité des gares et station de transport collectif, ainsi que des équipements et services.		
Objectif VI		
P54 : développer un réseau multimodal en majorant les densités urbaines recentré autour des bourgs et hameaux équipés, aux abords des secteurs desservis par les transports publics et développer un réseau de voies douces urbaines desservant les pôles d'équipement et de services du territoire.	Toute mesure veillant à réduire l'utilisation de la voiture de manière individuelle est de nature à réduire les émissions de CO ₂ et autres polluants.	
P55 : prioriser le développement urbain des secteurs desservis ou devant être desservis par une ligne de transports collectifs.		
P56 : développer des aires de co-voiturage.		
Objectif VII		
P68, 71 et 75 : mise en place au sein des PLU d'Orientations d'Aménagement et de Programmation pour les extensions urbaines destinées au développement économique et commercial, autorisées par le SCoT.	Toute mesure veillant à réduire l'utilisation de la voiture de manière individuelle est de nature à réduire les émissions de CO ₂ et autres polluants.	

4.6.2 Bilan des incidences liées aux nuisances

Schéma récapitulatif



4.6.3 Les risques naturels

4.6.3.1 Incidences

Le développement de l'urbanisation, selon sa localisation, peut exposer de nouvelles populations et constructions à des risques existants (inondation, glissement de terrain). A ce titre, le SCoT prend des dispositions afin d'éviter de créer de telles situations.

Comme indiqué précédemment, le développement du territoire entraînera une artificialisation des sols qui, même si elle est d'ampleur limitée conduira dans la plupart des cas à une imperméabilisation irréversible qui localement, selon les modes de gestion des eaux pluviales, peut aggraver les phénomènes d'inondation par ruissellement et par débordement de cours d'eau.

L'enjeu lié aux risques naturels est d'autant plus important que les aléas pourraient s'intensifier avec le changement climatique.

4.6.3.2 Mesures générales

Le SCoT rappelle l'importance de l'application des dispositions des PPRN, ainsi que leur développement et leur harmonisation.

Pour les zones non couvertes par un PPRN, où un aléa est avéré, le SCoT demande aux documents d'urbanisme locaux :

- en aléas forts, d'interdire toutes constructions ou toutes artificialisations du sol nouvelles,
- en aléas moyens et faibles, de permettre des aménagements, s'il est justifié qu'ils ne peuvent trouver place dans un autre secteur du territoire, et si l'artificialisation des sols qu'ils suscitent n'aggravent pas le risque et n'exposent pas des zones habitées au risque, jusqu'alors préservées des aléas.

Concernant l'information sur les risques, le SCoT recommande la mise en place et quand ils existent la mise à jour des plans communaux de sauvegarde partout où cela est nécessaire.

4.6.3.3 Mesures concernant le risque inondation

Le SCoT distingue le risque inondation par débordement de celui par ruissellement.

Pour le premier, il prescrit le maintien ou la restauration des zones d'expansion des crues, mais également à travers la protection de la trame bleue le maintien d'un espace tampon de 10 m de part et d'autre des cours d'eau. Il insiste sur la protection des ripisylves qui jouent notamment un rôle de protection naturelle contre les inondations (lors des crues : dissipation de l'énergie, ralentissement du courant, etc.).

Le SCoT recommande en l'absence de Plan de Prévention du Risque inondation (PPRi), que les documents d'urbanisme locaux prennent en compte la Cartographie Informatrice des Zones Inondables (CIZI).

Il propose également d'engager des réflexions sur les conditions d'occupation des sols dans les zones inondables afin de permettre sous conditions, diverses fonctions récréatives, sportives, agricoles ou écologiques.

Concernant le ruissellement pluvial, le SCoT demande la réalisation de schémas d'assainissement des eaux pluviales, ainsi qu'au droit des nouveaux secteurs urbanisés la limitation de l'imperméabilisation et la gestion optimale des ruissellements pluviaux.

Toutes les orientations tendant à limiter la consommation d'espaces vont également dans le sens d'une réduction de l'imperméabilisation et donc du ruissellement pluvial.

Sur le risque d'inondation en général, le DOO recommande :

- d'établir dans les secteurs urbanisés ou à urbaniser situés en coteaux ou sur des reliefs, des règles adaptées aux contextes afin de limiter et de compenser l'imperméabilisation des sols et de prévenir ses effets,
- de protéger et restaurer les haies,
- de délimiter des terres agricoles par bassin versant sur lesquelles des cultures spécifiques peuvent jouer un rôle pour atténuer le risque d'inondation et de ruissellement (modes de culture, etc.).

4.6.3.4 Mesures concernant le risque incendie

Afin de réduire l'exposition des personnes au risque d'incendie, le SCoT recommande :

- le redéploiement de l'agriculture et l'élevage dans les zones de massifs,
- le maintien d'une zone tampon inconstructible en frange des secteurs boisés,
- l'entretien et la gestion des espaces en bordure d'urbanisation, avec une attention particulière sur les friches périurbaines.

4.6.4 Les risques industriels

4.6.4.1 Incidences

L'implantation de nouvelles activités industrielles sur le territoire peut générer pour la population d'éventuels risques liés aux installations et process, mais éventuellement aussi à l'accroissement du transport de matières dangereuses qu'elles pourraient engendrer.

Certaines activités seront concernées par la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement qui impose diverses règles de construction notamment.

4.6.4.2 Mesures

Le SCoT demande de localiser à l'écart des zones habitées, les zones susceptibles d'accueillir les activités génératrices de risques technologiques, mais également de créer des espaces tampons autour des installations industrielles à risques. Le DOO s'inscrit dans une démarche préventive en recommandant aux collectivités de préserver des zones tampons inconstructibles à proximité des infrastructures de transport de matières dangereuses.

4.6.5 L'exposition au bruit et aux pollutions atmosphériques

4.6.5.1 Incidences

Le développement du territoire et l'accroissement de la population vont engendrer une augmentation de la circulation automobile qui est une des principales sources de nuisances sonores et de polluants atmosphériques.

4.6.5.2 Mesures

C'est l'ensemble du projet de territoire à travers les orientations visant la limitation des déplacements, la centralisation et la densification de l'urbanisation, le développement des transports collectifs et modes doux de déplacements, qui permettra une réduction des nuisances sonores et des polluants atmosphériques à la source, en limitant les flux de déplacements. Le SCoT prescrit de limiter la création de zones d'habitat à proximité des infrastructures existantes et à venir génératrices de nuisances sonores et d'émission de polluants.

Chapitre 5. PRISE EN COMPTE DES PLANS ET SCHEMAS D'ORDRE SUPERIEUR

5.1 PRISE EN COMPTE DES PLANS ET SCHEMAS D'ORDRE SUPERIEUR

Le SCoT de la Vallée de l'Ariège est cohérent avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Midi Pyrénées, tant dans le respect des orientations qu'il décline sur le territoire que par la définition des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques identifiés (cf. Note méthodologique de déclinaison de la Trame Verte et Bleue à l'échelle du SCoT).

Il est également compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour Garonne et plus particulièrement quatre des six orientations fondamentales qu'il affiche :

- réduire l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques ;
- gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;
- maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique ;
- privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire.

Concernant les autres plans et schémas, le SCoT tient compte des documents suivants :

- le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE),
- la Loi Montagne,
- le Schéma Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA),
- le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) et cartes de bruit de la RN20 entre Pamiers et Saint-Paul-de-Jarrat et Plan de Prévention du Bruit (PEB) de l'aérodrome de Pamiers-Les Pujols,
- les documents de planification en lien avec la gestion forestière,
- la Charte du Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises,
- les Chartes de Pays de Foix-Haute-Ariège et des Portes d'Ariège-Pyrénées,
- les SCoT limitrophes que sont les SCoT du Pays Sud Toulousain et du Pays Lauragais (trame verte et bleue à l'échelle Inter - SCoT).

5.2 LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) est un outil instauré par les lois issus du Grenelle de l'environnement visant à décliner à l'échelle régionale les orientations nationales pour la constitution d'une trame verte et bleue.

Le SRCE est élaboré conjointement par l'Etat et la Région en concertation avec l'ensemble des acteurs locaux. Il doit comprendre un diagnostic régional accompagné d'une identification des enjeux, une identification des différents éléments composant la trame verte et bleue et représentée sous la forme d'une cartographie au 1/100000^{ème}, d'un plan d'actions stratégiques et de son dispositif de suivi.

Par la déclinaison de la trame verte et bleue identifiée à l'échelle régionale, le SCoT s'inscrit dans la perspective de mise en réseau des espaces naturels telle que définie au niveau européen, et aujourd'hui déclinée en France par la « trame verte et bleue » instaurée par le Grenelle de l'environnement.

Le SRCE de la Région Midi Pyrénées est en cours de finalisation. Cependant, depuis juillet 2012 les cartographies définitives répertoriant à l'échelle régionale les réservoirs de biodiversité et les corridors sont disponibles.

Ainsi, la cohérence du SCoT avec le projet de SRCE a pu être vérifiée :

- les réservoirs de biodiversité du SCoT correspondent à ceux identifiés au sein du SRCE, qui ont été complétés avec l'intégration dans la trame verte de la Basse plaine de l'Ariège et de milieux à très forte valeur écologique identifiés par la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Ariège ;
- les principaux corridors identifiés par le SRCE apparaissent traduits dans le SCoT, à l'exception de la plaine Hers-Ariège – secteur Pamiers / Saint Jean du Falga - engendrée par une urbanisation récente (zone de conurbation) ne permettant pas de créer un corridor mis à part le maintien d'une trame bocagère existante et de quelques rares espaces encore non urbanisés.

Le secteur du Terrefort (Nord-Ouest du territoire)

Sur cette partie du SCoT, tous les corridors identifiés dans le SRCE le sont également dans la Trame Verte et Bleue du SCoT de la Vallée de l'Ariège.

Avec une analyse territoriale plus fine, d'autres corridors ont pu être identifiés, notamment selon l'axe Est-Ouest.

La Plaine Hers-Ariège (Nord-Est du territoire)

Le SRCE n'a pas identifié sur le secteur de la plaine Hers-Ariège de réservoir de biodiversité, à l'exception du Camp militaire. A l'échelle du SCoT un grand réservoir de biodiversité a été cartographié au droit de la Basse plaine de l'Ariège.

Les corridors qu'ils soient de milieux ouverts ou boisés sont peu nombreux. Ils sont le plus représentés dans la partie Sud de la plaine.

Un corridor de milieux ouverts à renforcer permet de relier le Plantaurel à l'Ariège et un corridor complémentaire à l'aérodrome de Pamiers-Les-Pujols.

Les corridors boisés sont inexistant au sein de la plaine sauf à l'extrémité Sud reliant ainsi les bosquets de Las Garros à la Pradasse et l'Hers au Plantaurel.

Pour le reste du territoire, les milieux favorables sont trop peu nombreux et trop peu denses pour permettre de décrire des corridors, ce qui explique l'absence du corridor Est-Ouest identifié par le SRCE au sein de la TVB du SCoT. Une étude naturaliste complémentaire devra être réalisée afin de déterminer des possibilités de recréer des corridors écopaysagers.

Les Massifs et la vallée de l'Ariège (Sud du territoire)

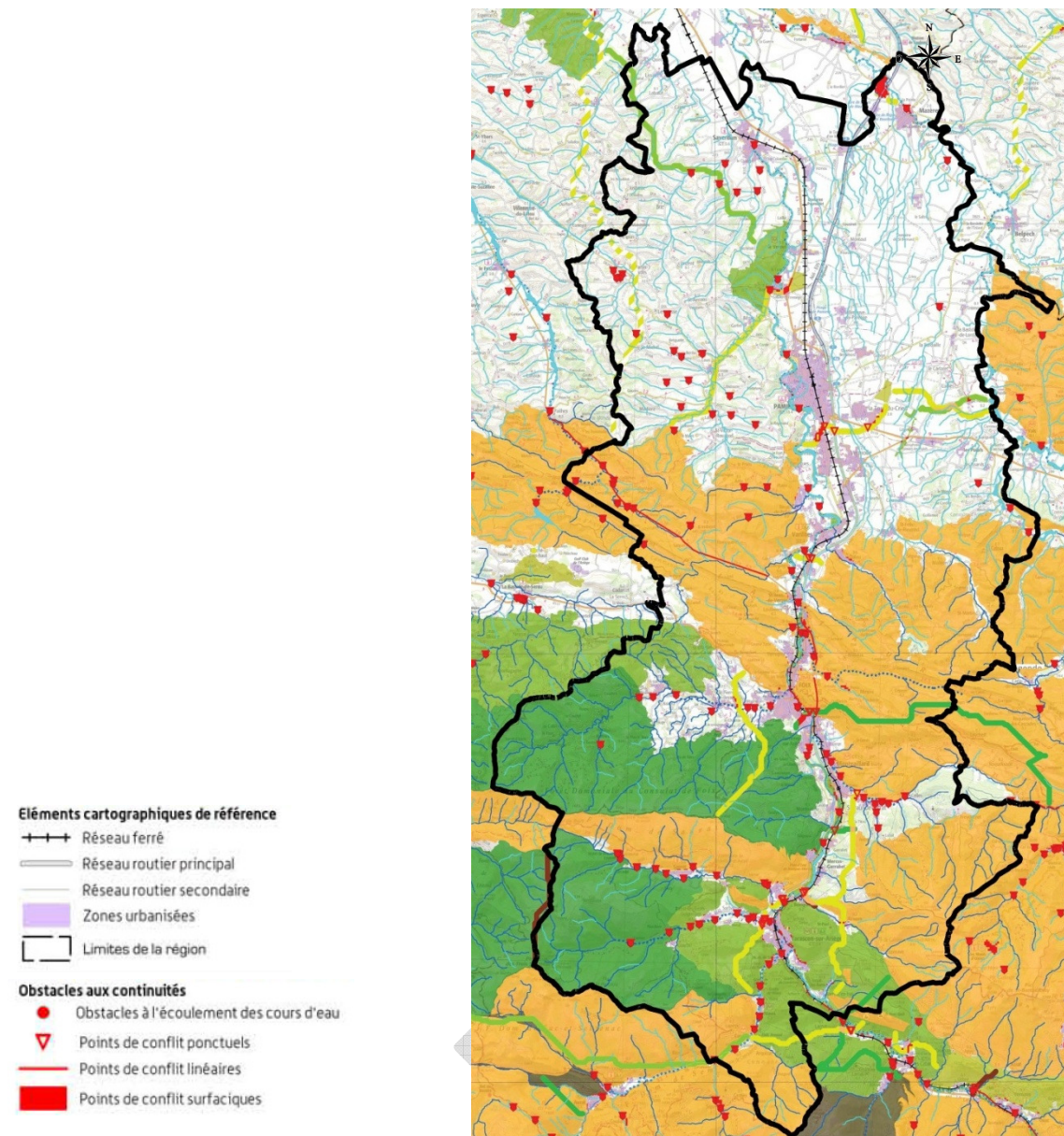
Sur cette partie du territoire, les corridors identifiés dans le SRCE ont été répertoriés dans la Trame Verte et Bleue du SCoT Vallée de l'Ariège avec réajustements issus des travaux de terrain.

L'analyse plus fine du territoire a permis, avec l'aide précieuse des collectivités membres du SCoT, d'identifier plusieurs corridors écologiques fonctionnels ou à restaurer permettant un accès à l'Ariège.

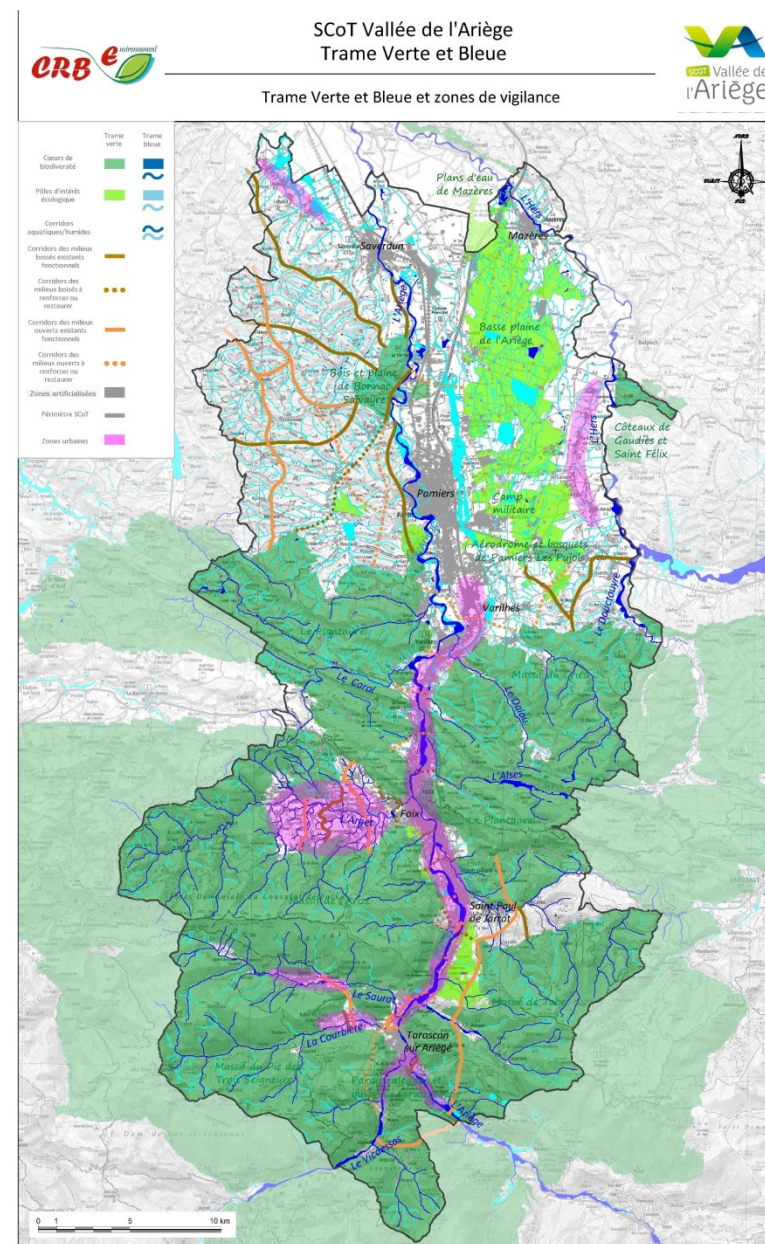
De même, plusieurs corridors écologiques ont été identifiés dans la vallée de la Barguillère, secteur identifié comme zone de vigilance du fait d'un mitage et d'un étalement urbains très prononcé.

☞ Cartes 2 et 3 : TVB cartographiée dans le SRCE et TVB du SCoT Vallée de l'Ariège ¹

¹ Source : Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de Midi-Pyrénées, document de travail en cours d'élaboration, Dreal Midi-Pyrénées, Région Midi-Pyrénées, juillet 2012



Eléments TVB	Objectifs assignés	Sous-trames						Eléments multi-trames
		milieux boisés de plaine	milieux boisés d'altitude	milieux ouverts et semi-ouverts de plaine	milieux ouverts et semi-ouverts d'altitude	milieux rocheux d'altitude	cours d'eau	
Corridors	À préserver	■	■	■	■	■	■	■
	À remettre en bon état	■	■	■	■	■	■	■



5.3 LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX ADOUR GARONNE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour Garonne en vigueur pour la période 2010-2015 contient six orientations fondamentales déclinées en dispositions. Parmi ces dernières, certaines ont un lien fort avec les orientations du SCoT.

Ainsi, cinq orientations fondamentales sont particulièrement concernées :

- réduire l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques ;
- gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;
- assurer une eau de qualité pour des activités et usages respectueux des milieux aquatiques ;
- maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique ;
- privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire.

Orientations et dispositions du SDAGE	Justification de la compatibilité du SCoT avec le SDAGE
B. Réduire l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques	
<i>Agir sur les rejets issus de l'assainissement collectif ainsi que ceux de l'habitat et des activités dispersées (B1 à B10) (B1 Maintenir la conformité avec la réglementation) (B3 Réduire les pollutions microbiologiques) (B4 Limiter les risques de pollution par temps de pluie)</i>	Le SCoT demande aux collectivités de justifier de l'adéquation entre développement urbain et leur capacité de traitement des eaux usées. Il prescrit la réalisation de schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales et recommande l'établissement de schéma directeur d'assainissement des eaux usées. Le SCoT fixe l'objectif de limiter les risques de pollution par temps de pluie au travers de nombreuses orientations visant à limiter les surfaces imperméabilisées (densification, centralisation) et à gérer les eaux de ruissellement.
<i>Réduire les pollutions diffuses : Réduire la pression à la source (B24 à B29) (B27 Adopter des démarches d'utilisation raisonnée des produits phytosanitaires en zone non agricole)</i>	Le SCoT soutient les actions visant à la réduction de toutes les pollutions diffuses, notamment les produits phytosanitaires dans les usages non agricoles par la gestion différenciée des espaces verts et des jardins.
<i>Réduire les pollutions diffuses : limiter le transfert des éléments polluants (B30 à B32) (B30 Promouvoir les pratiques permettant de limiter les transferts d'éléments polluants vers la ressource en eau)</i>	Le SCoT soutient une agriculture respectueuse de l'environnement, les actions visant à la réduction de toutes les pollutions diffuses, notamment celles issues de l'agriculture. Il impose le maintien d'une bande non constructible de 10 m de large de part et d'autre des cours d'eau et insiste sur la protection des ripisylves.
<i>Réduire l'impact sur la morphologie et la dynamique naturelle des milieux des installations, ouvrages, travaux ou aménagements par leur conception (B38)</i>	Le SCoT répond à cette disposition par l'intégration de l'ensemble des zones humides et bois alluviaux recensés sur le territoire dans les cœurs de biodiversité et en limitant les possibilités d'atteinte à ces milieux au sein du DOO.
<i>Concilier le développement des énergies renouvelables et la préservation des milieux aquatiques (B39)</i>	Le SCoT soutient le développement de l'énergie hydroélectrique, dans le cadre de la réglementation sur l'eau et les milieux aquatiques, et de la préservation de la trame bleue.

Orientations et dispositions du SDAGE	Justification de la compatibilité du SCoT avec le SDAGE
C. Gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides	
<i>Réduire l'impact des activités humaines sur la qualité des eaux souterraines et sur l'état quantitatif (C5 à C8)</i>	<p>Le SCoT demande aux collectivités de justifier de l'adéquation entre développement urbain et capacité de production d'eau potable.</p> <p>Il prescrit la réalisation de schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales et recommande l'établissement de schéma directeur d'assainissement des eaux usées.</p> <p>Il rappelle également les exigences de la protection réglementaire des zones de captage pour l'alimentation en eau potable au travers des documents d'urbanisme locaux.</p> <p>Il recommande la réalisation et l'actualisation des schémas directeurs d'alimentation en eau potable préalablement à l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme.</p> <p>Le SCoT propose la mise en œuvre d'actions destinées à économiser la ressource en eau.</p>
<i>Gérer durablement les cours d'eau en respectant la dynamique fluviale, les équilibres écologiques et les fonctions naturelles (C15 à C17)</i>	<p>Le SCoT souligne l'importance de la trame bleue comme élément de maillage de son territoire.</p> <p>Il intègre les cours d'eau considérés comme réservoirs biologiques du SDAGE, axes migrants, en très bon état au titre de la loi sur l'eau et faisant l'objet d'un arrêté de protection de biotope ou d'un classement en Natura 2000, d'un inventaire ZNIEFF, au sein des cœurs de biodiversité de la trame bleue.</p> <p>Toutes les zones et bois humides, cartographiés par le PNR et l'ANA ont été intégrés par le SCoT au sein des cœurs de biodiversité. Ils font l'objet d'une protection intégrale et de la définition de mesures compensatoires obligatoires en cas de destruction inévitable.</p> <p>De plus, le SCoT prescrit la réalisation d'un inventaire des zones humides au sein des documents d'urbanisme locaux et leur protection.</p> <p>Le DOO définit des prescriptions spécifiques encadrant les possibilités d'aménagement pour les milieux humides et les corridors écologiques de la trame bleue.</p>
<i>Les milieux aquatiques à forts enjeux du bassin Adour-Garonne (C30 à C31)</i>	
<i>Préserver et restaurer les poissons grands migrants amphihalins, leurs habitats fonctionnels et la continuité écologique (C32 à C37)</i>	
<i>Préserver les autres cours d'eau à forts enjeux environnementaux (C40 à C43)</i>	
<i>Stopper la dégradation des zones humides et intégrer leur préservation dans les politiques publiques (C44 à C50)</i> <i>(C44 Cartographier les zones humides)</i> <i>(C46 Eviter, ou à défaut, compenser l'atteinte grave aux fonctions des zones humides)</i>	
<i>Préservation des habitats fréquentés par les espèces remarquables du bassin (C51 à C54)</i> <i>(C52 Prendre en compte ces espèces et leur biotope dans les documents de planification et mettre en œuvre des mesures réglementaires de protection)</i>	
<i>Préserver la continuité écologique (C55 à C57)</i>	

Orientations et dispositions du SDAGE	Justification de la compatibilité du SCoT avec le SDAGE
D. Assurer une eau de qualité pour des activités et usages respectueux des milieux aquatiques	
<p><i>Des eaux brutes conformes pour la production d'eau potable. Une priorité : protéger les ressources superficielles et souterraines pour les besoins futurs. (D1 à D8)</i></p> <p><i>(D1 Préserver les ressources stratégiques pour le futur – ZPF)</i></p> <p><i>(D2 Garantir l'alimentation en eau potable en qualité et en quantité – ZOS)</i></p> <p><i>(D3 Protéger les captages stratégiques les plus menacés)</i></p>	<p>Le territoire est concerné par deux ZPF (Zones à préserver pour leur utilisation future en eau potable) sur l'Ariège et le Vicdessos à l'amont de Tarascon et trois secteurs (les alluvions de l'Ariège et de ses affluents, ainsi que l'Hers et l'Ariège dans leur partie aval) sont classés en ZOS (zones à objectifs plus stricts).</p> <p>Le SCoT souhaite la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires non naturels au travers de plusieurs recommandations.</p> <p>Le SCoT rappelle les exigences de protection réglementaire des points de captage pour l'alimentation en eau potable et recommande de préempter les abords rapprochés des périmètres de captages pour une gestion naturelle communale ou communautaire de ces espaces.</p> <p>Le SCoT conditionne le développement urbain à la capacité d'approvisionnement et de production d'eau potable, et à la capacité de traitement des eaux usées et des résidus issus de ce traitement.</p> <p>Le SCoT encourage également les économies d'eau, via l'équipement en matériel hydroéconome des bâtiments, l'optimisation du fonctionnement des réseaux d'eau potable et d'irrigation, la récupération des eaux de pluie, la gestion différenciée des espaces verts et des jardins.</p>

Orientations et dispositions du SDAGE	Justification de la compatibilité du SCoT avec le SDAGE
E. Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique	
<p><i>Mieux connaître et faire connaître pour mieux gérer (E9 à E12)</i></p> <p><i>Favoriser la gestion rationnelle et économe de l'eau (E13 à E14)</i></p> <p><i>Faire partager la politique de prévention des inondations pour réduire durablement la vulnérabilité : Développer une approche globale et concertée (E23)</i></p> <p><i>Améliorer la connaissance, la diffusion et la mise à disposition des informations et développer une culture du risque (E24 à E26)</i></p> <p><i>Maîtriser l'aménagement et l'occupation du sol (E27 à E29)</i></p> <p><i>(E27 Elaborer, réviser les PPRI et les documents d'urbanisme)</i></p> <p><i>Réduire la vulnérabilité et les aléas en combinant la protection de l'existant et la réduction de l'aléa (E30 à E32)</i></p> <p><i>(E32 Adapter les programmes d'aménagement)</i></p> <p><i>Assurer une gestion organisée et pérenne (E33)</i></p> <p><i>Assurer la gestion de crise (E34 à E35)</i></p>	<p>Le SCoT prône une gestion économe de la ressource en eau par les différentes orientations qu'il expose : réaliser des schémas d'alimentation en eau potable, optimiser les rendements des réseaux, gérer les eaux de ruissellement, gérer les espaces verts et les jardins, etc.</p> <p>Le SCoT insiste sur l'importance de l'application des dispositions des PPRN et de leur développement et leur harmonisation. Pour les zones non couvertes par un PPR, le SCoT demande aux documents d'urbanisme locaux de prendre en compte les aléas avérés, ainsi que la Cartographie Informatrice des Zones Inondables (CIZI).</p> <p>Le DOO prescrit le maintien ou la restauration des zones d'expansion des crues, mais également à travers la protection de la trame bleue le maintien d'un espace tampon de 10 m de part et d'autre des cours d'eau. Il insiste sur la protection des ripisylves qui tiennent un rôle de protection naturelle contre les inondations. Il propose également d'engager des réflexions sur les conditions d'occupation des sols dans les zones inondables afin de permettre sous conditions, diverses fonctions récréatives, sportives, agricoles ou écologiques.</p> <p>Le SCoT demande la réalisation de schémas d'assainissement des eaux pluviales, ainsi qu'au droit des nouveaux secteurs urbanisés la limitation de l'imperméabilisation et la gestion optimale des ruissellements pluviaux.</p>

Orientations et dispositions du SDAGE	Justification de la compatibilité du SCoT avec le SDAGE
F. Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire	
<p><i>Concilier les politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire :</i> <i>Partager la connaissance des enjeux environnementaux pour faire évoluer la demande sociale vers des formes urbaines intégrant mieux les objectifs du SDAGE (F1 à F3)</i> <i>(F1 Consulter le plus en amont possible les représentants des commissions locales de l'eau et des comités de rivière)</i> <i>(F2 Susciter des échanges d'expériences pour favoriser une culture commune)</i> <i>(F3 Informer les acteurs de l'urbanisme des enjeux liés à l'eau)</i></p>	<p>Des rencontres techniques ont été organisées tout au long de l'élaboration du SCoT dans le cadre d'un dispositif d'accompagnement « SCoT et Eau » animée par l'ARPE Midi Pyrénées. Des acteurs de l'eau (Agence de l'Eau, Conseil Général, DDT, Syndicats de rivières, Fédération Départementale de la Pêche, l'ANA etc.) ont été associés à ces groupes thématiques.</p>
<p><i>Intégrer les différentes facettes des enjeux de l'eau dans les projets d'urbanisme et d'aménagement du territoire (F4 à F6)</i> <i>(F4 Renouveler l'approche de la gestion de l'eau dans les documents d'urbanisme)</i> <i>(F5 Respecter les différents espaces de fonctionnalité des milieux aquatiques)</i> <i>(F6 Mieux gérer les eaux de ruissellement)</i></p>	<p>Au travers de l'ensemble des dispositions qu'il comporte, le SCoT souhaite répondre au mieux aux enjeux de gestion de l'eau sur son territoire et plus particulièrement, la protection de sa trame bleue composée du réseau hydrographique et des zones humides recensées, de la gestion quantitative et qualitative de la ressource, et de la prévention des risques d'inondation par débordement et ruissellement.</p>
<p><i>Analyser économiquement les projets d'urbanisme en intégrant les coûts induits du point de vue de la ressource en eau (F7)</i> <i>(F7 Prendre en compte les coûts induits)</i></p>	<p>Le SCoT suspend son développement urbain aux capacités de production et de traitement des collectivités. En ce sens, il permet d'anticiper les coûts induits par le développement sur la gestion de l'eau.</p>

Le SDAGE 2016-2021 en cours de préparation devrait reprendre l'esprit et le sens des orientations du précédent SDAGE en intégrant les nouvelles directives à savoir celles sur les inondations et sur les milieux marins.

Une synthèse de questions importantes ainsi qu'un état des lieux sur l'ensemble du bassin versant Adour-Garonne ont été soumis au public et aux partenaires institutionnels pour avis.

Les principales interrogations du futur SDAGE Adour-Garonne concernent les enjeux suivants :

- la réduction des pressions de toutes natures sur les milieux aquatiques ;
- la préservation et la restauration du bon fonctionnement des milieux aquatiques ;
- la connaissance et la planification territoriale.

5.4 LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

A la date de réalisation du présent document, aucun SAGE n'est applicable sur le territoire.

Pour rappel, un SAGE est un outil de planification permettant la gestion intégrée de l'eau, à valeur réglementaire.

Une étude globale sur le bassin versant de l'Ariège est en cours coordonnée par le SYRRPA, le SYAC et le SYMAR, ainsi que la mise en place d'un SAGE Hers-Ariège-Salat-Arize, avec l'émergence d'un périmètre et la constitution de la CLE à laquelle le Syndicat mixte du SCoT souhaiterait participer.

5.5 LE SCHEMA REGIONAL DU CLIMAT, DE L'AIR ET DE L'ENERGIE

Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) Midi-Pyrénées présente les objectifs suivants :

- réduire les consommations énergétiques : de 15 % dans le bâti et de 10% dans les transports d'ici 2020 et par rapport à 2005 ;
- réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre : de 25 % dans le bâti et de 13 % dans les transports par rapport à 2005 ;
- réduire le rythme d'artificialisation des sols de moitié par rapport à la dernière décennie ;
- développer la production d'énergie renouvelable de 50 % entre 2008 et 2020 ;
- adapter les territoires et les activités socio-économiques face aux changements climatiques ;
- prévenir et réduire la pollution atmosphérique.

Les mesures prises par le SCoT concernant les modes d'urbaniser et de déplacements participeront à l'atteinte de ces objectifs.

Le SCoT s'engage à lancer un Plan Climat Energie Territoire (PCET) qui participera à élaborer un projet territorial visant à réduire la consommation énergétique et plus particulièrement les émissions de gaz à effet de serre. Ce PCET permettra de préciser et de décliner ces objectifs de manière opérationnelle.

5.6 PRISE EN COMPTE PAR LE SCOT DES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

5.6.1 La Loi Montagne

La Loi Montagne du 9 janvier 1985 indique que « *La montagne constitue une entité géographique, économique et sociale dont le relief, le climat, le patrimoine naturel et culturel nécessitent la définition et la mise en œuvre d'une politique spécifique de développement, d'aménagement et de protection.* »

Le périmètre du SCoT de la Vallée de l'Ariège intègre 54 communes soumises à la Loi Montagne représentant à ce jour, un des plus importants SCoT de la chaîne des Pyrénées concerné par cette problématique.

La protection et l'aménagement, tels que définis par la Loi Montagne, reposent sur les critères suivants :

- la préservation des terres agricoles, pastorales et forestières,
- la préservation des paysages, espaces remarquables et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard, et présentant un intérêt écologique ou paysager,
- une extension limitée des constructions existantes,
- une urbanisation qui doit se réaliser en continuité avec les bourgs, les villages et hameaux existants,
- les dispositions particulières permettant la création d'Unité Touristique Nouvelle (UTN).

Les objectifs déclinés au sein du PADD, ainsi que les différentes orientations en découlant dans le DOO du SCoT, rejoignent les principes fondamentaux de la Loi Montagne précités.

5.6.2 Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés

Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de l'Ariège a été révisé pour la seconde fois en octobre 2010 par le Conseil Général.

Les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) regroupent :

- les déchets de la collectivité, issus de l'entretien des espaces verts, des marchés, des boues d'épuration...

- les déchets des ménages, issus de travaux occasionnels (encombrants, jardin...) mais aussi les ordures ménagères ;
- les déchets banals des entreprises et des administrations collectés ou non en mélange par le service public : cartons, boues, huiles, gravats...

Le SCoT prend en compte le PDEDMA de l'Ariège au sein de l'ensemble de ses documents (EIE, PADD et DOO) et est intégré dans le dispositif d'élaboration et de mise en application du Programme Local des Déchets réalisés par le SMECTOM du Plantaurel.

5.6.3 Le Plan de Prévention liés aux nuisances sonores

Le SCoT prend en compte deux documents :

- le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) de la RN20 et cartographies identifiant les zones soumises aux nuisances sonores identifiées entre Pamiers et Saint Paul de Jarrat ;
- le Plan d'Exposition au Bruit de l'aérodrome de Pamiers-Les-Pujols.

Le Plan d'Exposition au Bruit (PEB) a été arrêté le 17 novembre 2011 et concerne six communes du SCoT. C'est un outil de prévention destiné à éviter une augmentation de la population dans des zones qui sont ou seront exposées à terme aux nuisances générées par le trafic de l'aérodrome.

La localisation précise du développement futur du territoire devra prendre en compte les contraintes liées au PPBE de la RN20 et au PEB de l'aérodrome de Pamiers-Les-Pujols, le SCoT rappelle la nécessité de prendre en compte ces nuisances.

5.6.4 La gestion forestière

La loi d'orientation forestière du 9 juillet 2001 veut promouvoir la gestion multifonctionnelle et durable de l'espace forestier.

Dans ce but, plusieurs documents de planification ont été élaborés :

- les Orientations Régionales Forestières (ORF) établies par le Conseil Régional de la Forêt et des Produits Forestiers (CRFPF) : Directive Régionale d'Aménagement (DRA) pour les forêts domaniales et en Schéma Régional d'Aménagement (SRA) pour les forêts des collectivités ;
- le Schéma Régional de Gestion Sylvicole réalisé par le CRPF, approuvé le 26 janvier 2005 ;
- le Plan Pluriannuel Régional de Développement Forestier (PPRDF) 2011-2016 de Midi-Pyrénées, désigne des massifs prioritaires dont quatre se situent sur le territoire de SCoT ;
- la Charte Forestière sur le territoire du Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises réalisée en 2013 ;
- les schémas de desserte sur cinq massifs co-élaborés par le Préfecture et le Département de l'Ariège ;
- le Plan de Développement de Massif (PDM) sur le secteur de la Barguillère.

Le SCoT est cohérent avec les objectifs de ces documents en préservant les espaces forestiers à travers la trame verte et bleue (pour les ripisylves), en reconnaissant la multifonctionnalité des espaces forestiers et en se positionnant en faveur du développement de la filière Bois Energie.

5.6.5 La Charte du Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises

Le SCoT au travers des orientations qu'il décline est compatible avec la Charte du PNR des Pyrénées Ariégeoises qui concerne une trentaine de commune de son périmètre sur la partie Sud de territoire.

La Charte du Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises en date de 2008 définit des objectifs de développement de son territoire à l'horizon 2021, selon deux axes :

- *mobiliser le territoire pour la préservation de ses patrimoines et le développement de ses activités :*
 - la préservation des patrimoines vivants ;
 - la lutte contre le changement climatique et l'anticipation sur ses conséquences ;
 - le dynamisme économique et la valorisation du potentiel économique local.
- *renforcer la cohésion des Pyrénées Ariégeoises autour d'une identité affirmée :*
 - l'affirmation et la fédération d'une identité culturelle forte ;
 - un accès équitable pour tous à l'habitat, aux services de proximité, au foncier ;
 - la cohésion sociale entre générations, entre zones du territoire, entre population endogène et exogène, et l'implication de tous.

5.6.6 Les Chartes des Pays des Portes d'Ariège-Pyrénées et de Foix Haute-Ariège

Rappelons que le ScoT de la Vallée de l'Ariège est à cheval sur deux périmètres de Pays et ne concerne pour tous deux, qu'une partie de leur propre périmètre :

- le Pays des Portes d'Ariège-Pyrénées considérant les collectivités de Saverdun et Pamiers (secteur de la plaine) ;
- le Pays de Foix-Haute-Ariège considérant les collectivités de Varilhes, Foix et Tarascon-sur-Ariège (secteurs du piémont pyrénéen et du massif du Plantaurel et des Pyrénées).

Ces deux entités ont été associées et consultées aux travaux d'élaboration du ScoT de la Vallée de l'Ariège au titre des Personnes Publiques Associées.

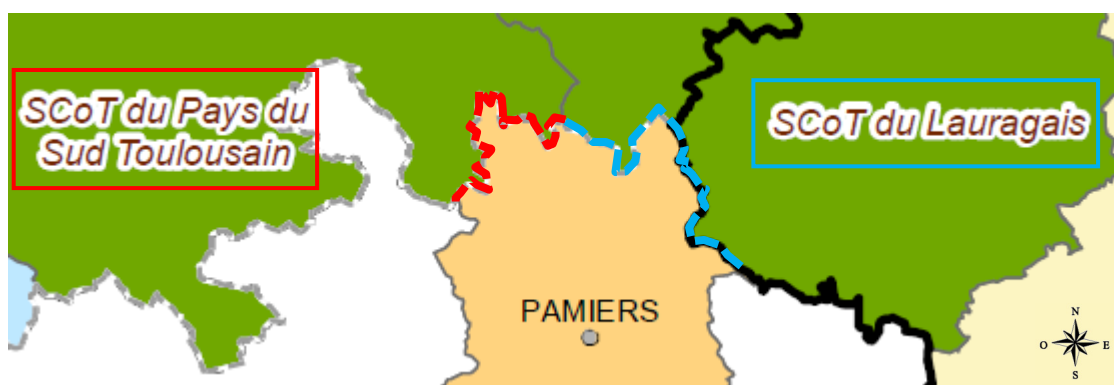
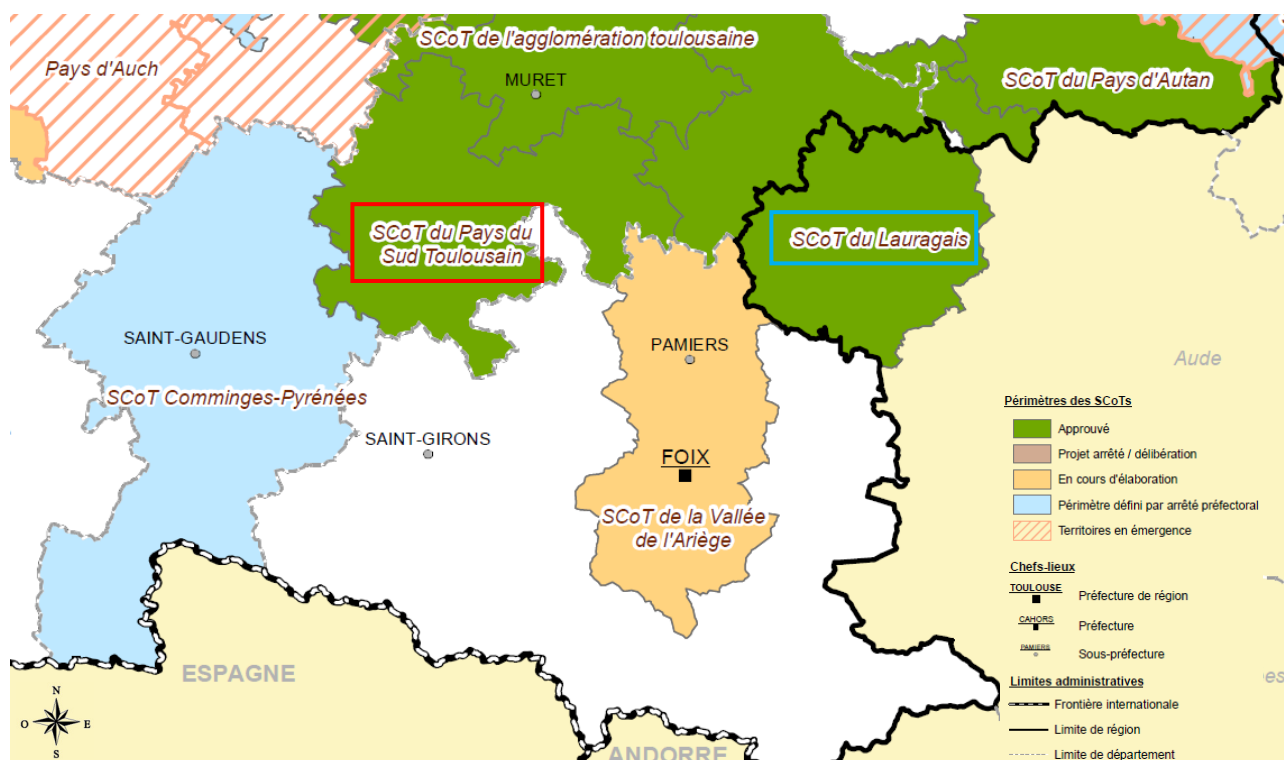
Le PADD du SCoT prend en compte les différentes chartes du territoire, à savoir :

- la Charte de Pays Portes d'Ariège-Pyrénées accompagnée de la Charte Architecturale et Paysagère sur l'ensemble du territoire ;
- la Charte de Pays de Foix Haute-Ariège accompagnée de la Charte Architecturale et Paysagère de la Barguillère.

Pour autant, dans le cadre de la réforme territoriale instituée par la Loi de Modernisation de l'Action Publique relayée par la définition de la nouvelle tranche de contractualisation de plan Etat – Région, ces Pays transformés en Pôle Territoriaux d'Equilibre, sont en phase d'évaluation de leur charte et devront remettre en révision leurs axes stratégiques de développement afin de prendre en compte les nouvelles mutations socio-spatiales.

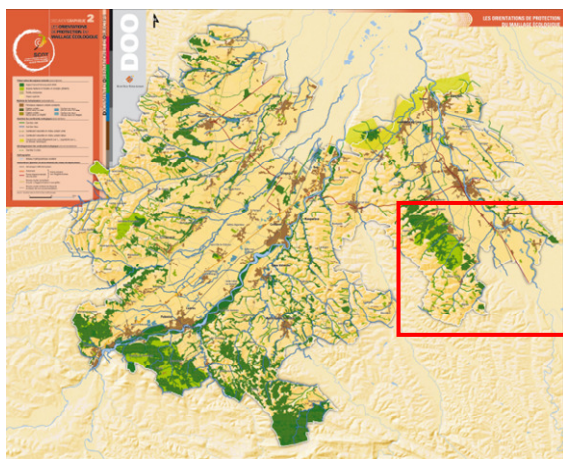
5.7 PRISE EN COMPTE DES SCoT LIMITROPHES

Deux SCoT approuvés sont limitrophes du SCoT de la Vallée de l'Ariège, au Nord, il s'agit du SCoT du Pays du Sud Toulousain et du SCoT du Pays Lauragais.

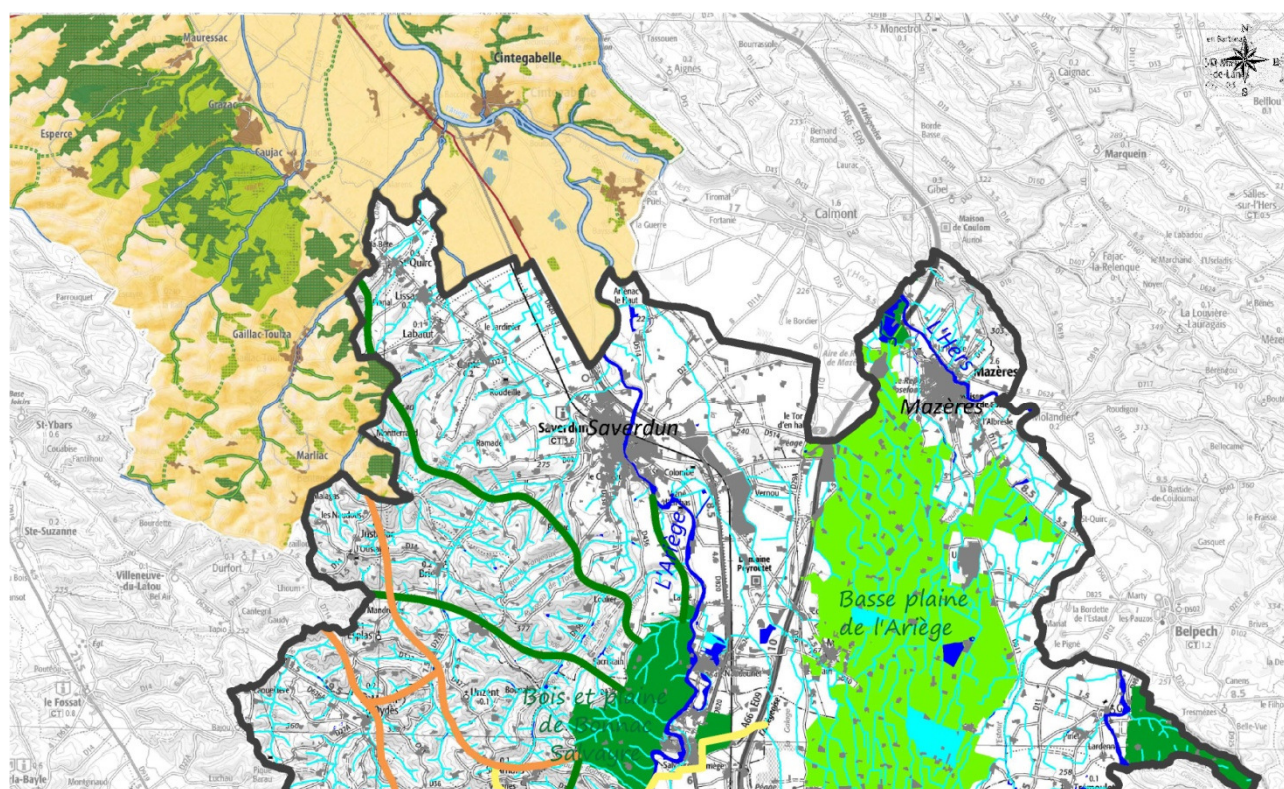


Cartes 4 et 5 : SCoT limitrophes au SCoT de la Vallée de l'Ariège en 2013

5.7.1 Trame Verte et Bleue du SCoT du Pays Sud Toulousain



Zone de contact entre les deux territoires



Cartes 6 et 7 : Concordance SCoT de la Vallée de l'Ariège / SCoT du Pays Sud Toulousain

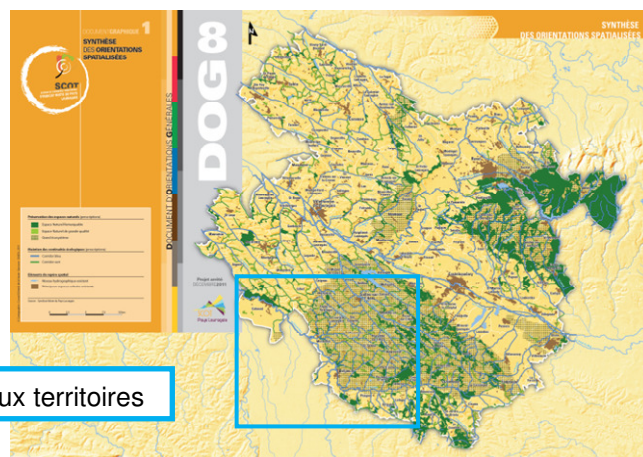
Le secteur Nord-Ouest du SCoT de la Vallée de l'Ariège ne présente pas à ce jour de réservoir de biodiversité identifié engendré par un manque de connaissances naturalistes sur ce secteur.

La trame bleue est logiquement cohérente entre les deux territoires puisqu'elle est rattachée au réseau hydrographique.

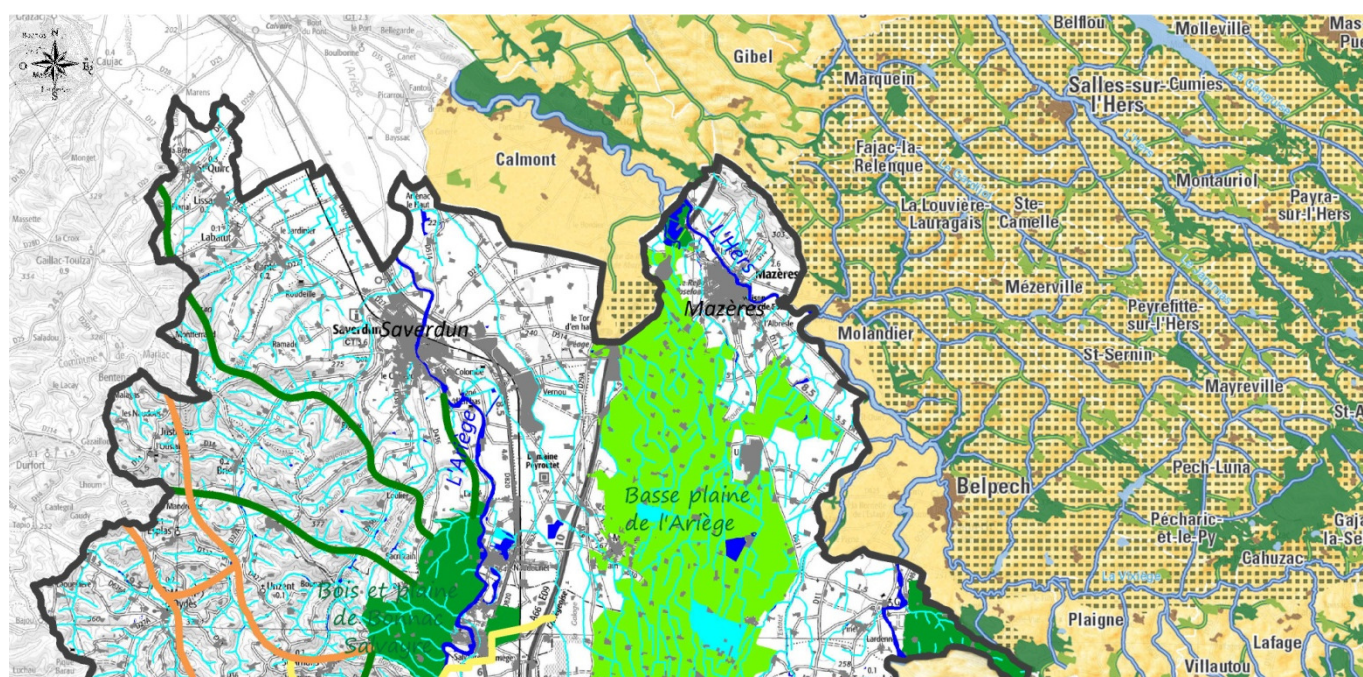
Cependant, il est important de souligner la présence de corridors écologiques permettant la connexion entre les cœurs de biodiversité du SCoT de la Vallée de l'Ariège au Sud (Bois et plaine de Bonnac-Salvayre et le Plantaurel) et les espaces naturels à préserver identifiés dans le SCoT du Pays du Sud Toulousain au Nord.

Nous pouvons donc noter une concordance entre les trames verte et bleue de ces deux territoires.

5.7.2 Trame Verte et Bleue du SCOT du Pays Lauragais



Zone de contact entre les deux territoires



☞ Cartes 8 et 9 : Concordance SCOT de la Vallée de l'Ariège / SCOT du Pays Lauragais

Le secteur Nord-Est du SCOT de la Vallée de l'Ariège présente trois réservoirs de biodiversité, plans d'eau de Mazères, la Basse plaine de l'Ariège et les Coteaux de Gaudiès et Saint Félix.

On observe une continuité entre les deux territoires puisque les Coteaux de Gaudiès et Saint Félix, ainsi que la Basse plaine de l'Ariège, se poursuivent sur le territoire du Lauragais.

Concernant ce dernier réservoir, il est à noter que la cartographie de la ZNIEFF de type II « Basse plaine de l'Ariège et de l'Hers » concerne un territoire plus important sur le SCOT du Pays Lauragais.

La trame bleue est logiquement cohérente entre les deux territoires puisqu'elle est rattachée au réseau hydrographique, notamment l'Hers sur ce secteur.

Nous pouvons donc observer une concordance entre les trames verte et bleue de ces deux territoires.

Chapitre 6. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

6.1 CADRE REGLEMENTAIRE

En application de l'article R.414-19 du Code de l'Environnement, le SCoT doit faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000, afin de prévenir les atteintes aux objectifs de conservation des habitats naturels, habitats d'espèces et espèces végétales et animales ayant justifié les sites Natura 2000 concernés.

Le contenu du dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 est défini par l'article R.414-33 du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article R.122-2 du Code de l'Urbanisme, elle est intégrée dans l'évaluation environnementale.

L'objectif de l'évaluation des incidences Natura 2000 est d'évaluer les orientations traduites au sein du DOO et de vérifier si elles permettent d'éviter ou réduire les incidences des projets qui seront autorisés dans le cadre du SCoT.

En aucun cas l'évaluation des incidences du SCoT se substitue à l'évaluation des incidences qui devra ensuite être réalisée pour chacun des projets dans le cadre des procédures nécessaires à leur développement.

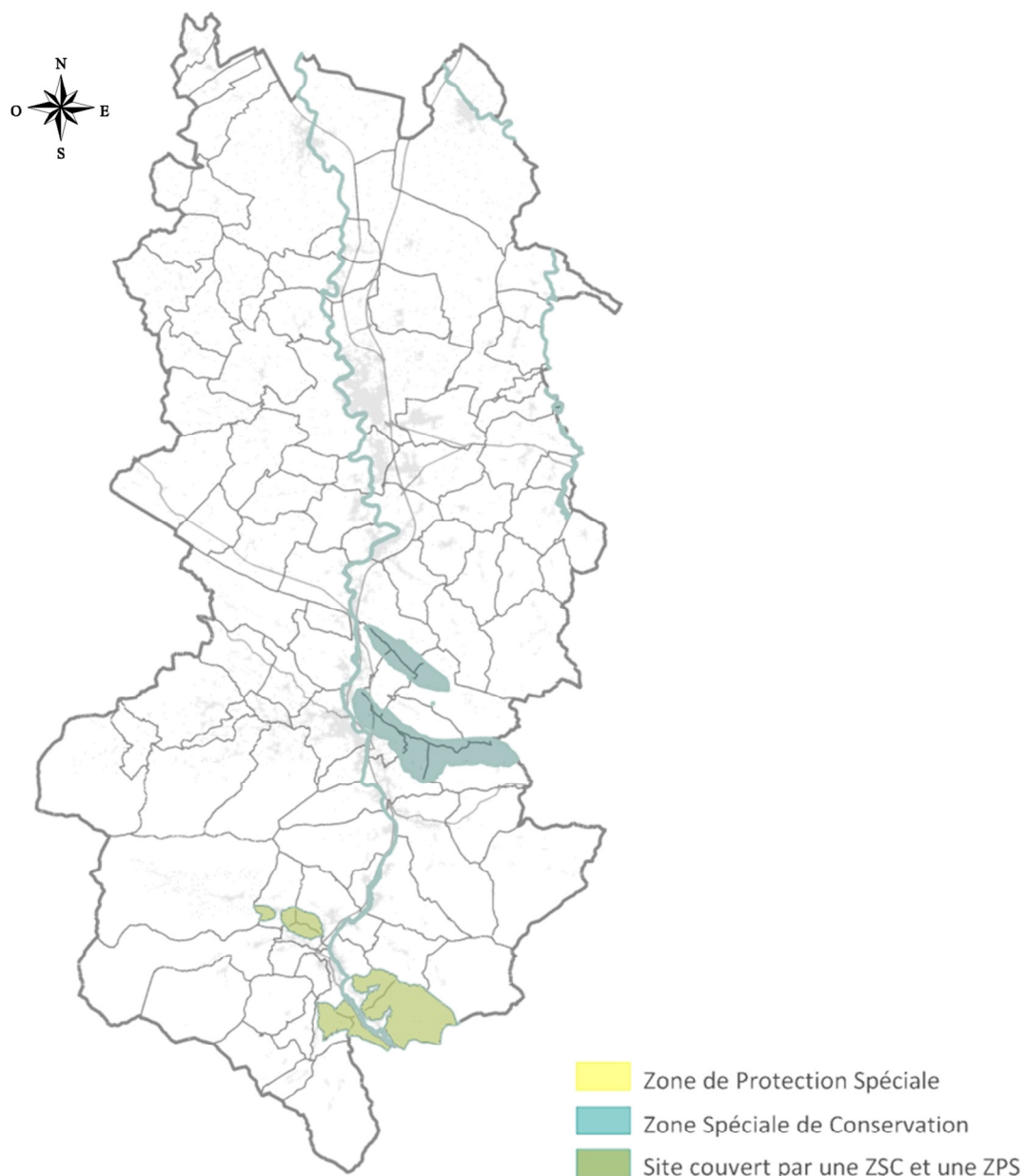
Après une présentation globale du contexte Natura 2000 du territoire, chaque site est détaillé et la compatibilité du projet de SCoT avec leur Docob respectif, vérifiée.

6.2 SITES CONCERNES

Le territoire du SCoT est concerné par quatre sites appartenant au réseau Natura 2000, trois au titre de la directive « habitats » et un au titre de la directive « oiseaux » :

- FR7300842 – ZSC Pechs de Foix, Soula et Roquefixade, grotte de l'Herm.
- FR7301822 – ZSC Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste.
- FR7300829 – ZSC Quiès calcaires de Tarascon-sur-Ariège et grotte de la Petite Caougnau.
- FR7312002 – ZPS Quiès calcaires de Tarascon-sur-Ariège et grotte de la Petite Caougnau.

Ces quatre sites Natura 2000 ne couvrent que 2 % de la superficie du SCoT de la Vallée de l'Ariège.



☞ Carte 10 : Zones Natura 2000 du territoire du SCoT de la Vallée de l'Ariège

Le SCoT affirme une forte volonté de protection de ce patrimoine, qui passe notamment par la définition d'un schéma des espaces naturels et des continuités à préserver. L'intégralité des sites d'importance communautaire du territoire est intégrée à ce schéma. Ce repérage cartographique permet d'assurer l'intégration de ces sites dans les documents d'urbanisme locaux en tant que zones naturelles inconstructibles et ainsi de les soustraire à l'urbanisation.

D'une manière générale, les orientations du SCoT sont compatibles avec les Documents d'Objectifs, des sites Natura 2000 ci-dessus puisqu'elles tendent à limiter la tâche urbaine et à protéger la trame verte et bleue qui intègre l'ensemble des sites aux cœurs de biodiversité, et à optimiser la gestion des ressources en eau (Hers et Ariège).

Les sites Natura 2000 des *Pechs de Foix, Soula et Roquefixade, grotte de l'Herm* et *Quiès calcaires de Tarascon-sur-Ariège* et *grotte de la Petite Caougnau* de par leur localisation sur des communes rurales à faible pression urbaine où le développement résidentiel doit être maîtrisé au profit des pôles structurants de l'espace stratégique, apparaissent comme relativement préservés des nuisances que pourraient générer un trop fort développement et étalement urbain des bourgs voisins, en termes de dérangement d'espèces ou de ruptures des continuités écologiques.

Une zone échappe pour autant à cette description en jonction des secteurs urbanisés sur la commune de Foix dit de plateau de Tournac à forte sensibilité environnementale et écopaysagère (en cône de visibilité directe depuis la RN20 / E9) mais représentant l'unique secteur « plat » libre d'urbanisation de la commune de Foix. Ce projet est déjà identifié au titre du Plan Local d'Urbanisme de la Commune approuvé en 2011 en zone à urbaniser fermée à l'urbanisation (AU0).

Un projet de zone économique et/ou mixte (habitat/économie/équipements) identifié par la Communauté de communes du Pays de Foix, concerne le périmètre de la ZSC FR7300842 « Pechs de Foix, Soula et Roquefixade, Grotte de L'Herm ». Si le projet de ZAE d'intérêt stratégique SCoT de Tournac venait à être maintenu, le périmètre du projet devra impérativement tenir compte de la présence du site Natura 2000 et faire l'objet d'un réajustement de périmètre pour éviter ce dernier et intégrer une démarche environnementale et architecturale d'excellence afin de réduire les éléments de dénaturation du site et de la découverte patrimoniale de la ville de Foix.

Plateau de Tournac situé au-dessus de la zone commerciale et industrielle de Permilhac – entrée Nord de Foix adossée à la RN20



Source : CCIT de l'Ariège

Ce projet sera soumis à étude d'impact puisque son terrain d'assiette couvre une superficie supérieure à 10 hectares, et devra, même si le périmètre de la ZAE est modifié pour éviter le site Natura 2000, faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur les objectifs de préservation des habitats et des espèces ayant justifié la désignation du site Natura 2000.

Le site des « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste » apparaît plus vulnérable face au développement urbain, du fait de sa localisation en secteur fortement anthropisé et à forte pression urbaine ou identifié comme secteur préférentiel de renforcement de l'urbanité. Le développement de l'urbanisation (habitations, infrastructures viaires, ...) le long des cours d'eau Ariège et Hers est susceptible d'affecter indirectement les espèces identifiées.

Il ne semble pas toutefois directement menacé, puisque ce site a vocation à être protégé et préservé de toute urbanisation. Sur ce site, ont été identifiées, dans le cadre du schéma des espaces naturels et des continuités écologiques à préserver, les principales continuités aquatiques du territoire et de nombreuses continuités écologiques terrestres. Le SCoT précise en outre qu'il convient pour les continuités écologiques liées aux milieux aquatiques de garantir la continuité écologique, en particulier sur les axes migrateurs importants, rendre inconstructible les abords des cours d'eau sur au moins 10 mètres, préserver les zones humides et leurs abords de tout développement susceptible de porter atteinte à leurs fonctions écologiques et hydrologiques.

Pour l'ensemble des projets situés à proximité de ces sites Natura 2000, quelle que soit leur nature, ils devront justifier de l'absence d'impact sur les sites Natura 2000 concernés et démontrer leur compatibilité avec les Docob respectifs.

6.3 PECHS DE FOIX, SOULA ET ROQUEFIXADE, GROTTES DE L'HERM

6.3.1 Généralités

Le site Natura 2000 « Pechs de Foix, Soula et Roquefixade, Grotte de L'Herm » (FR7300842) fait partie des sites inscrits au réseau Natura 2000 dans le cadre de la mise en œuvre de la « Directive Habitats ».

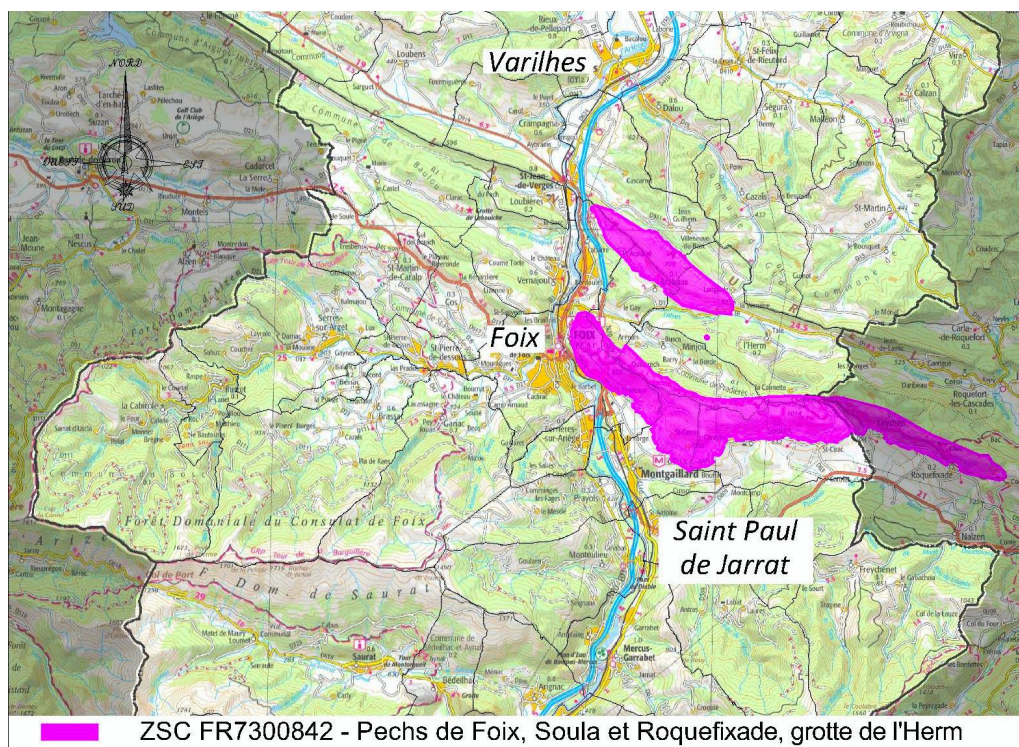
Culminant à 1 014 m d'altitude, ce site est caractéristique des milieux calcaires du département de l'Ariège. Il est constitué de deux chaînons calcaires orientés Est-Ouest.

Le paysage traduit l'omniprésence des falaises calcaires, coiffées de petits plateaux formant une mosaïque de pelouses, landes et forêts, et considérées comme les plus belles murailles calcaires pré-pyrénéennes.

De nombreuses cavités sont présentes, dont la plus importante est la Grotte de L'Herm.

Les soulanes sont ponctuées de villages et de hameaux entourés de prairies bocagères, tandis que les ombrées sont occupées par la hêtraie.

Les activités humaines, notamment l'élevage, structurent ces paysages.



☞ Carte 11 : ZSC Pechs de Foix, Soula et Roquefixade, Grotte de L'Herm

Plusieurs éléments ont concouru au classement de cette zone en site d'intérêt communautaire :

- les pelouses et prairies sèches sur calcaire, les landes à genévriers et les landes à buis, présentent une diversité importante et souvent menacée ;
- les milieux rocheux que sont les éboulis et les falaises accueillent des espèces spécialisées, et de ce fait à forte valeur patrimoniale ;
- les hêtraies sur calcaire fréquentées par plusieurs espèces d'insectes rares et protégés : Lucane Cerf-Volant et Grand Capricorne ;
- les populations importantes de chauves-souris fréquentant les mosaïques de milieux présentes sur le site.

Le tableau ci-dessous, issu du Docob, présente les habitats et les espèces cités dans le Formulaire Standard de Données du site :

Habitats d'intérêt communautaire (annexe I) typologie Corine Biotope	Espèces d'intérêt communautaire (Annexe II)
34.11* <u>Pelouses calcicoles Karstiques (Alyso-Sédion albi)</u>	<u>Barbastelle</u> (chauve-souris)
34.32* <u>Pelouses sub-atlantiques méso-xéroclines calcicoles (Mésobromion)</u>	<u>Minioptère de Schreibers</u> (chauve-souris)
34.33* <u>Pelouses calcicoles sub-atlantiques xérophiles (Xérobromion)</u>	<u>Petit murin</u> (chauve-souris)
54.12* Sources pétrifiantes avec formations tuffeuses (Cratoneurion)	Vespertilion à oreilles échancrées (chauve-souris)
62.1 Végétation des falaises continentales calcaires	Grand murin (chauve-souris)
65 Grottes non exploitées par le tourisme	<u>Rhinolophe euryale</u> (chauve-souris)
	Grand Rhinolophe (chauve-souris)
	Petit Rhinolophe (chauve-souris)
	Lucane cerf-volant (insecte forestier)
	Grand Capricorne (insecte forestier)
	Rosalie des Alpes* (insecte forestier)

* : habitats ou taxons prioritaires pour la communauté / : habitats ou taxons déterminants pour le site

6.3.2 Document d'objectif

Le DOCument d'OBjectif (Docob) du site a été réalisé par la Fédération Pastorale de l'Ariège et validé en 2008.

Son diagnostic écologique fait apparaître que globalement tous les habitats et espèces d'intérêt communautaire sont en bon état de conservation.

Trois principaux objectifs de gestion ont été mis en exergue suite à ce diagnostic et à la définition des enjeux :

- soutenir l'agriculture pastorale qui permet l'existence d'habitat à forts enjeux (pelouses) ;
- maintien de la mosaïque paysagère liée à l'activité agricole et favorable aux chiroptères ;
- rendre compatible la sylviculture et la préservation des insectes forestiers d'intérêt communautaire.

Un programme d'actions permettant de répondre aux trois objectifs de gestion précitées est décliné dans le Docob. Il est complété par des actions destinées à améliorer certaines connaissances et d'autres vouées à la communication auprès du public fréquentant le site et à l'animation d'ensemble.

6.3.3 Compatibilité du SCoT avec le Docob

Le SCoT a intégré en totalité le site Natura 2000 « Pechs de Foix, Soula et Roquefixade, Grotte de L'Herm » dans la trame verte en tant que cœur de biodiversité.

Ce site Natura 2000 fait partie du grand réservoir de biodiversité du massif du Crieu et du Plantaurel en rive droite de l'Ariège, ce qui au-delà de permettre sa protection, préserve les liaisons fonctionnelles entre le site et les milieux naturels limitrophes. Ce dernier élément est d'autant plus important pour la protection des territoires de chasse des chiroptères à proximité de la Grotte de l'Herm identifiée par le Fédération Départementale des Chasseurs.

En effet, les prescriptions du DOO spécifiques aux cœurs de biodiversité encadrent les possibilités d'aménagement de ces éléments de la trame verte et bleue.

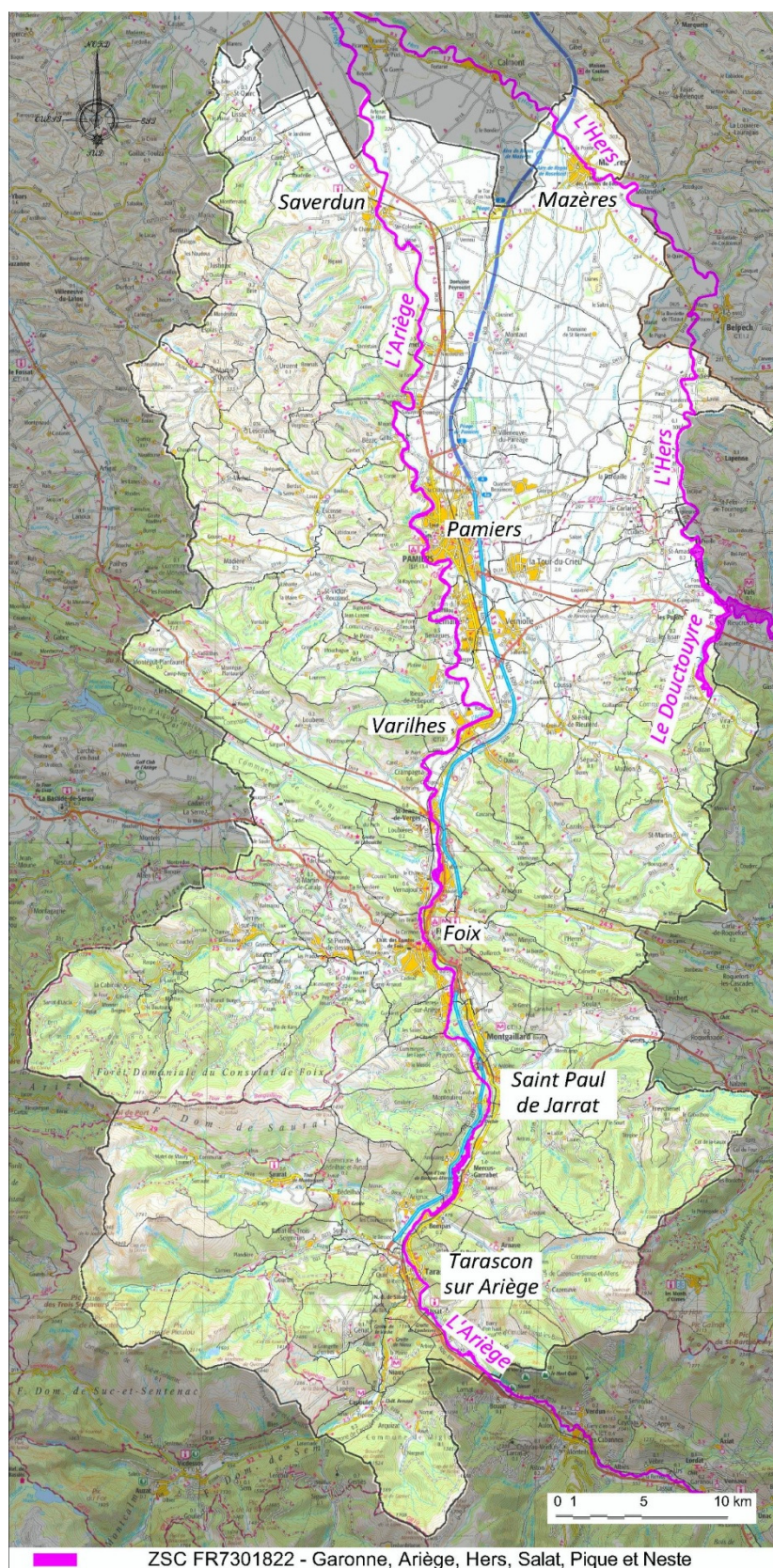
Plusieurs prescriptions et recommandations du DOO rejoignent également les actions du Docob pour répondre aux objectifs de gestion identifiés :

- au sein des sites Natura 2000 du territoire, les aménagements doivent être compatibles avec leurs Documents d'Objectifs respectifs et faire l'objet, conformément au Code de l'Environnement, d'une étude d'incidences ;
- protéger les espaces agricoles, notamment ceux intégrés dans la trame verte et bleue (zonage A_{TVB}) ;
- protéger les zones humides recensées et réaliser des inventaires complémentaires ;
- adapter les modes de gestion sylvicoles aux rythmes biologiques des espèces ;
- maintenir les milieux ouverts en zone de montagne par le biais d'un retour des troupeaux sur des secteurs en déprise ou par débroussaillage mécanique pour favoriser le maintien d'espèces endémiques ou sensibles ;
- en frange des secteurs boisés, le SCoT préconise le maintien d'une zone tampon inconstructible ;
- encourager la mise en place de dynamiques locales et groupées de plantation, restauration et de gestion durable des haies champêtres.

6.4 RIVIERES DE L'ARIEGE ET DE L'HERS

6.4.1 Généralités

Les rivières Hers et Ariège s'inscrivent dans le site d'intérêt communautaire constitué du réseau hydrographique de la Garonne et de ses principaux affluents en Midi-Pyrénées.



Carte 12 : ZSC Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste

Ce réseau est d'un grand intérêt pour les poissons migrateurs. En effet, il abrite des zones de frayères potentielles et avérées pour le Saumon atlantique notamment, suite aux équipements en échelles à poissons des barrages installés dans les parties aval des cours d'eau.

Un Docob a été réalisé pour chacune des rivières, prenant ainsi en compte leurs caractéristiques propres.

Sur l'Ariège, seul le lit mineur et les berges sont concernés par le périmètre Natura 2000. L'Hers, grâce à sa ripisylve de qualité, a été désigné via son lit mineur et une partie de son lit majeur.

Les deux rivières présentent un intérêt pour la préservation des populations de Desman des Pyrénées, de Loutre ainsi que pour les poissons migrateurs.

En effet, elles sont d'une grande importance dans le cycle de vie des poissons migrateurs comme le Saumon, la Lamproie, l'Alose qui viennent se reproduire dans les frayères de ces cours d'eau.

Les rivières et leurs ripisylves sont également importantes pour les chiroptères qui viennent s'y nourrir et leur cours pour l'Ecrevisse à pattes blanches et la Cistude d'Europe.

On notera sur l'Hers, la présence supplémentaire d'odonates d'intérêt comme la Cordulie à corps fin et l'Agrion de Mercure.

6.4.2 L'Ariège

6.4.2.1 Habitats et espèces du FSD

Ce site a été retenu de par le grand intérêt de son réseau hydrographique pour les poissons migrateurs (zones de frayères potentielles et réelles pour le saumon atlantique qui fait l'objet d'alevinages réguliers et dont les adultes peuvent atteindre Foix sur l'Ariège, Carbonne sur la Garonne, suite aux équipements en échelles à poissons des barrages sur le cours aval).

Les espèces listées dans la directive et présentes sur le site sont :

- pour les mammifères : la Barbastelle, le Desman des Pyrénées, le Grand Murin, le Grand Rhinolophe, la Loutre d'Europe, le Minioptère de Schreibers, le Petit Murin, le Petit Rhinolophe, le Rhinolophe Euryale, le Vespertilion de Bechstein, le Vespertilion à oreilles échancrées,
- pour les amphibiens et reptiles : la Cistude d'Europe,
- pour les poissons : le Barbeau méridional, la Bouvière, le Chabot, la Grande Alose, la Lamproie de Planer, la Lamproie marine, le Saumon atlantique et le Toxostome,
- pour les invertébrés : la Cordulie à corps fin, l'Ecrevisse à pieds blancs, le Grand Capricorne et le Lucane cerf-volant.

Les habitats naturels présents sur le site sont :

- les lacs eutrophes naturels avec végétation du *Magnopotamion* ou *Hydrocharition*,
- les rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du *Ranunculion fluitantis* et du *Callitricho-Batrachion*,
- les rivières avec berges vaseuses avec végétation du *Chenopodion rubri p.p.* et du *Bidenton p.p.*,
- les pelouses calcaires de sables xériques,
- les mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin,
- les prairies maigres de fauche de basse altitude (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*,
- les sources pétrifiantes avec formation de travertins (*Cratoneurion*),
- les forêts de pentes, éboulis ou ravins du *Tilio-Acerion*,

- les forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*),
- les forêts mixtes à *Quercus robur*, *Ulmus laevis*, *Ulmus minor*, *Fraxinus excelsior* ou *Fraxinus angustifolia*, riveraines des grands fleuves (*Ulmenion minoris*).

6.4.2.2 Document d'objectif de l'Ariège

L'opérateur du Docob du site est la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de l'Ariège qui a confié la réalisation des inventaires et la rédaction du Document d'Objectifs à deux associations :

- l'Association des Naturalistes de l'Ariège (A.N.A) pour les inventaires faunistiques terrestres et floristiques ;
- l'Association Migrateurs Garonne Dordogne (MI.GA.DO.) pour l'inventaire des données piscicoles, l'ensemble de la cartographie et la rédaction du Document d'Objectifs.

Le Docob a été validé en 2006.

Trois enjeux principaux ont été identifiés suite au diagnostic réalisé :

- rétablissement de la libre circulation du cours d'eau en dévalaison et en montaison ;
- amélioration de la qualité de l'eau ;
- conservation des habitats naturels et des habitats d'espèces.

Afin de répondre à ces trois enjeux, un programme d'actions est proposé dans le Docob.

Les propositions d'actions sont ainsi regroupées en six thématiques relatives :

- aux habitats naturels ;
- aux espèces aquatiques ;
- aux espèces semi-aquatiques ;
- à l'information et à la sensibilisation ;
- au suivi et à l'évaluation ;
- aux actions générales.

6.4.2.3 Compatibilité du SCoT avec le Docob de l'Ariège

Bien que le périmètre Natura 2000 de l'Ariège ne comporte que le lit mineur et les berges, le SCoT a également intégré dans la trame bleue, la ripisylve du cours d'eau inventoriée en ZNIEFF de types I et II, ainsi que les zones humides connexes.

Ainsi, l'Ariège et sa ripisylve, ainsi que les zones humides connexes sont identifiées en tant que cœur de biodiversité. Ce choix permet une protection de l'Ariège et de ses milieux annexes, au travers des prescriptions du DOO spécifiques aux cœurs de biodiversité qui encadrent les possibilités d'aménagement de ces éléments de la trame verte et bleue.

Plusieurs actions du Docob se retrouvent au travers de prescriptions et recommandations du DOO :

- au sein des sites Natura 2000 du territoire, les aménagements doivent être compatibles avec leurs Documents d'Objectifs respectifs et faire l'objet, conformément au Code de l'Environnement, d'une étude d'incidences ;
- soutenir le développement de l'énergie hydroélectrique, dans le cadre de la réglementation sur l'eau et les milieux aquatiques, et de la préservation de la trame bleue ;
- protéger les ripisylves ;
- protéger les zones humides recensées et réaliser des inventaires complémentaires ;

- adapter les modes de gestion sylvicoles aux rythmes biologiques des espèces ;
- préserver les cours d'eau en interdisant les nouvelles constructions dans une bande de 10 mètres de part et d'autre du cours d'eau hors zone urbaine ;
- favoriser des pratiques de gestion sans produits phytosanitaires à proximité des cours d'eau et particulièrement à moins de 50 mètres de ceux-ci ;
- préempter les abords des cours d'eau pour une gestion naturelle communale ou communautaire de ces espaces ;
- conditionner les développements urbains à une capacité de traitement des eaux usées nouvelles induites par cet accroissement de population ;
- réaliser des schémas directeurs d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales ;
- limiter l'imperméabilisation des sols et gérer les eaux de ruissellement ;
- valoriser les cours d'eau et leurs ripisylves, par une recherche de leur libre accès et de cheminement doux de mise en valeur respectueux de la qualité et du fonctionnement des milieux ;
- interdire l'ouverture de nouvelles carrières alluvionnaires (sans arrêté préfectoral à la date du SCoT) dans les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques repérés par le SCoT.

6.4.3 L'Hers

6.4.3.1 Habitats et espèces du FSD

Ce site a été retenu de par le grand intérêt de son réseau hydrographique pour les poissons migrateurs (zones de frayères potentielles et réelles pour le saumon atlantique qui fait l'objet d'alevinages réguliers).

Les espèces listées dans la directive et présentes sur le site sont :

- *pour les mammifères* : la Barbastelle, le Desman des Pyrénées, le Grand Murin, le Grand Rhinolophe, la Loutre d'Europe, le Minioptère de Schreibers, le Petit Murin, le Petit Rhinolophe, le Rhinolophe Euryale, le Vespertilion de Bechstein et le Vespertilion à oreilles échancrées,
- *pour les amphibiens et reptiles* : la Cistude d'Europe,
- *pour les poissons* : le Barbeau méridional, la Bouvière, le Chabot, la Grande Alose, la Lamproie de Planer, la Lamproie marine, l'Ombre commun, le Saumon atlantique et le Toxostome,
- *pour les invertébrés* : l'Agrion de Mercure, la Cordulie à corps fin, l'Ecrevisse à pieds blancs, le Grand Capricorne et le Lucane cerf-volant.

Les habitats naturels présents sur le site sont :

- les lacs eutrophes naturels avec végétation du *Magnopotamion* ou *Hydrocharition*,
- les rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du *Ranunculion fluitantis* et du *Callitricho-Batrachion*,
- les rivières avec berges vaseuses avec végétation du *Chenopodion rubri p.p.* et du *Bidention p.p.*,
- les pelouses calcaires de sables xériques,
- les mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin,
- les prairies maigres de fauche de basse altitude (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*,
- les sources pétrifiantes avec formation de travertins (*Cratoneurion*),
- les forêts de pentes, éboulis ou ravins du *Tilio-Acerion*,

- les forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*),
- les forêts mixtes à *Quercus robur*, *Ulmus laevis*, *Ulmus minor*, *Fraxinus excelsior* ou *Fraxinus angustifolia*, riveraines des grands fleuves (*Ulmenion minoris*).

6.4.3.2 Document d'objectif de l'Hers

L'opérateur du Docob du site est la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique qui a confié la réalisation des inventaires et la rédaction du Document d'Objectifs à trois associations :

- l'Association des Naturalistes de l'Ariège (A.N.A) pour les inventaires faunistiques terrestres et floristiques ;
- l'Association départementale pour l'aménagement des structures d'exploitations agricoles de l'Ariège (A.D.A.S.E.A.) pour l'inventaire des activités humaines en lit majeur ;
- l'Association Migrateurs Garonne Dordogne (MI.GA.DO.) pour l'inventaire des données piscicoles, l'ensemble de la cartographie et la rédaction du Document d'Objectifs.

Le Docob a été validé en 2009.

Quatre enjeux principaux ont été identifiés suite au diagnostic réalisé :

- maintenir ou améliorer l'état de conservation des habitats ;
- améliorer la qualité de l'eau ;
- assurer la fonctionnalité du cours d'eau ;
- l'information et la sensibilisation.

Afin de répondre à ces quatre enjeux, un programme d'actions est proposé dans le Docob.

Les propositions d'actions sont ainsi regroupées en sept thématiques relatives :

- aux habitats naturels ;
- aux milieux naturels ;
- aux espèces aquatiques ;
- aux espèces semi-aquatiques ;
- à l'information et à la sensibilisation ;
- au suivi et à l'évaluation ;
- aux actions générales.

6.4.3.3 Compatibilité du SCoT avec le Docob de l'Hers

Le périmètre Natura 2000 de l'Hers comporte son lit mineur et une partie de son lit majeur que le SCoT a intégré dans la trame bleue, accompagnés des zones humides connexes.

Ainsi, l'Hers et sa ripisylve, ainsi que les zones humides connexes sont identifiées en tant que cœur de biodiversité.

Ce choix permet une protection de l'Hers et de ses milieux annexes, au travers des prescriptions du DOO spécifiques aux cœurs de biodiversité qui encadrent les possibilités d'aménagement de ces éléments de la trame verte et bleue.

Comme pour le cours de l'Ariège, plusieurs actions du Docob se retrouvent au travers de prescriptions et recommandations du DOO :

- au sein des sites Natura 2000 du territoire, les aménagements doivent être compatibles avec leurs Documents d'Objectifs respectifs et faire l'objet, conformément au Code de l'Environnement, d'une étude d'incidences,
- soutenir le développement de l'énergie hydroélectrique, dans le cadre de la réglementation sur l'eau et les milieux aquatiques, et de la préservation de la trame bleue,
- protéger les ripisylves,
- protéger les zones humides recensées et réaliser des inventaires complémentaires,
- adapter les modes de gestion sylvicoles aux rythmes biologiques des espèces,
- préserver les cours d'eau en interdisant les nouvelles constructions dans une bande de 10 mètres de part et d'autre du cours d'eau hors zone urbaine,
- favoriser des pratiques de gestion sans produits phytosanitaires à proximité des cours d'eau et particulièrement à moins de 50 mètres de ceux-ci,
- préempter les abords des cours d'eau pour une gestion naturelle communale ou communautaire de ces espaces,
- conditionner les développements urbains à une capacité de traitement des eaux usées nouvelles induites par cet accroissement de population,
- réaliser des schémas directeurs d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales,
- limiter l'imperméabilisation des sols et gérer les eaux de ruissellement.
- valoriser les cours d'eau et leurs ripisylves, par une recherche de leur libre accès et de cheminement doux de mise en valeur respectueux de la qualité et du fonctionnement des milieux,
- interdire l'ouverture de nouvelles carrières alluvionnaires (sans arrêté préfectoral à la date du SCoT) dans les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques repérés par le SCoT.

6.5 QUIES CALCAIRES DE TARASCON-SUR-ARIEGE ET LA GROTTES DE LA PETITE CAOUGNAU

6.5.1 Généralités

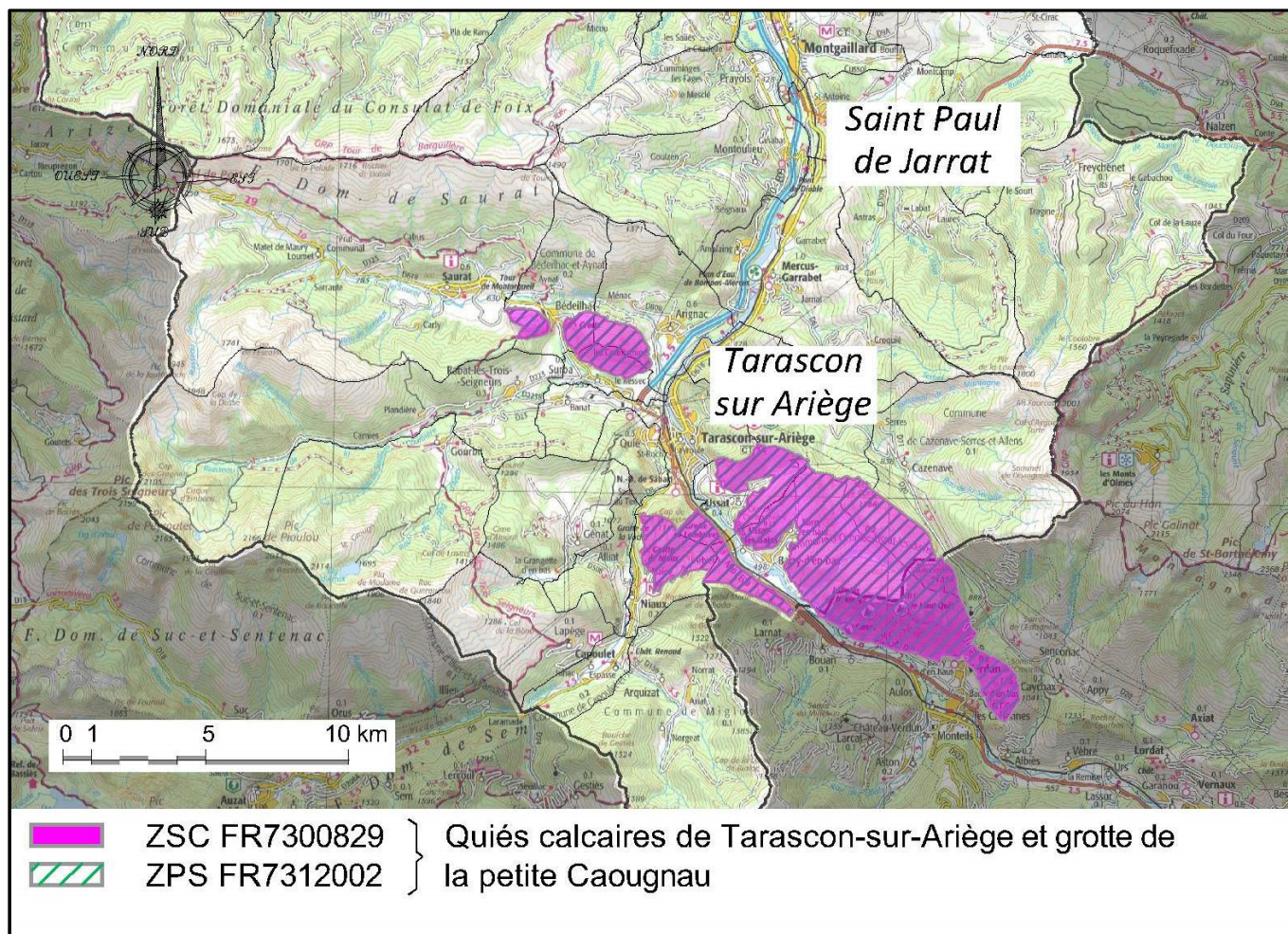
Le site Natura 2000 « Quiés calcaires de Tarascon-sur-Ariège et la grotte de la Petite Caougnau » fait partie des sites inscrits au réseau Natura 2000 dans le cadre de la mise en œuvre de la « Directive Habitats » (FR7300829) et de la « Directive Oiseaux » (FR7312002). Il s'agit donc de deux sites réunis sur le même périmètre.

Les quies de la vallée de l'Ariège forment un vaste ensemble de falaises calcaires remarquables pour leurs paysages, leurs grandes pentes peuplées d'une végétation caractéristique des milieux secs et abritant des espèces faunistiques et floristiques patrimoniales.

Les quies de Tarascon fut l'un des 37 sites pilotes proposés par la France pour intégrer le réseau Natura 2000.

On y trouve des habitats prioritaires de la directive européenne comme les pelouses sèches calcicoles, les habitats rocheux ou les formations de Genévrier thurifère ; mais aussi des espèces animales comme le Lucane cerf-volant, le Grand capricorne et la Rosalie des Alpes chez les insectes, ou encore le Petit et le Grand rhinolophe, le Rhinolophe euryale, le Petit et le Grand murin, le Minoptère de Schreiber, pour les chiroptères.

Le site est également une ZPS avec des espèces d'oiseaux patrimoniaux et emblématiques comme le Vautour percnoptère, le Gypaète barbu, l'Aigle royal, le Faucon pèlerin, le Milan royal, le Circaète Jean-le-Blanc, le Grand-duc et la Bondrée apivore.



☞ Carte 13 : ZSC et ZPS Quiés calcaires de Tarascon-sur-Ariège et la grotte de la Petite Caougnau

6.5.2 Document d'objectif

L'opérateur du Docob du site est l'Association des Naturalistes de l'Ariège (ANA) et a été validé en 2007.

Les sept objectifs de conservation du site transcrit dans le Docob datant de 2007, traitent à la fois la directive Oiseaux et la directive Habitat :

- maintenir la diversité en habitats et en espèces ;
- maintenir la qualité structurelle et fonctionnelle des habitats ;
- approfondir les connaissances ;
- maintenir et/ou développer une activité pastorale favorable à la conservation et la restauration des habitats et des espèces ;
- soutenir le développement d'activités humaines et de projets nouveaux favorables à la préservation des espèces et des habitats et adaptées aux caractéristiques du site ;
- favoriser la prise en compte des enjeux environnementaux dans les projets d'aménagement ou contractuel ;
- informer tous les publics sur les enjeux de préservation des espèces et des habitats.

Afin de répondre à ces sept enjeux, un programme d'actions est proposé dans le Docob.

Les propositions d'actions sont ainsi regroupées en sept thématiques relatives :

- à la restauration et/ou entretien des pelouses sèches dans un contexte agricole et hors contexte agricole ;
- aux actions complémentaires liées à l'utilisation agricole ;
- à la conservation du bon état général des habitats et du site ;
- à l'amélioration des connaissances et suivi des habitats et espèces ;
- aux études complémentaires, hors Habitats Natura 2000 ;
- aux mesures d'information, vulgarisation et sensibilisation ;
- à l'animation, mise en œuvre et suivi du Docob - Contractualisation.

6.5.3 Compatibilité du SCoT avec le Docob

Le SCoT a intégré en totalité le site Natura 2000 « Quiés calcaires de Tarascon-sur-Ariège et la grotte de la Petite Caougnau » dans la trame verte en tant que cœur de biodiversité.

Ce site Natura 2000 fait partie d'un grand réservoir de biodiversité couvrant le quart Sud du territoire du SCoT, ce qui au-delà de permettre sa protection, préserve les liaisons fonctionnelles entre le site et les milieux naturels limitrophes.

En effet, les prescriptions du DOO spécifiques aux cœurs de biodiversité encadrent les possibilités d'aménagement de ces éléments de la trame verte et bleue.

Plusieurs prescriptions et recommandations du DOO rejoignent également les actions du Docob pour répondre aux objectifs de gestion identifiés :

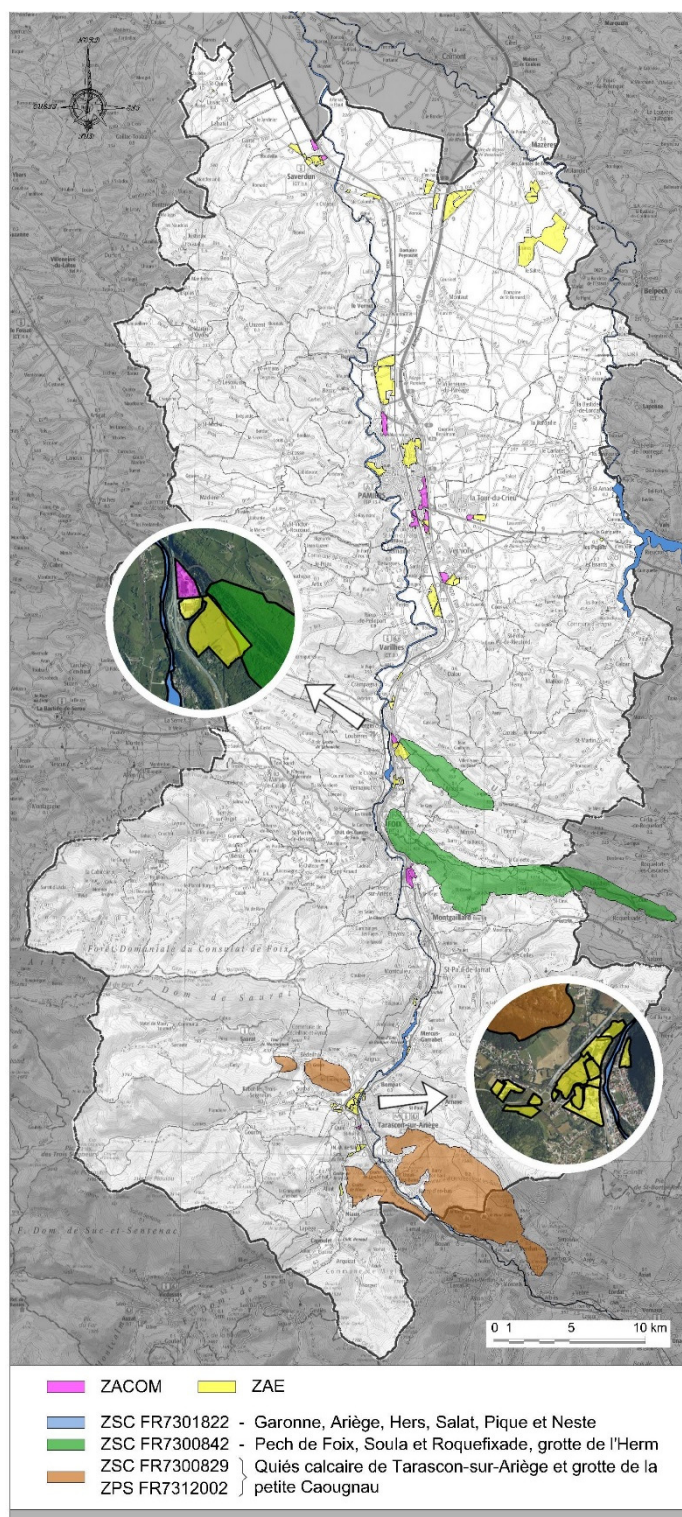
- au sein des sites Natura 2000 du territoire, les aménagements doivent être compatibles avec leurs Documents d'Objectifs respectifs et faire l'objet, conformément au Code de l'Environnement, d'une étude d'incidences ;
- protéger les espaces agricoles, notamment ceux intégrés dans la trame verte et bleue (zonage A_{TVB}) ;
- adapter les modes de gestion sylvicoles aux rythmes biologiques des espèces ;

- maintenir les milieux ouverts en zone de montagne par le biais d'un retour des troupeaux sur des secteurs en déprise ou par débroussaillage mécanique pour favoriser le maintien d'espèces endémiques ou sensibles, ;
- en frange des secteurs boisés, le SCoT préconise le maintien d'une zone tampon inconstructible ;
- encourager la mise en place de dynamiques locales et groupées de plantation, restauration et de gestion durable des haies champêtres ;
- promouvoir les initiatives de protection du petit patrimoine dans les documents d'urbanisme locaux. Ils pourront, ainsi, identifier et préserver les éléments patrimoniaux au titre de l'article L 123-1-5 alinéa 7 du Code de l'Urbanisme, au sein de leur partie réglementaire.

6.6 INCIDENCES DES PROJETS DE ZONES D'ACTIVITES SUR LES SITES NATURA 2000

Les Zones d'Aménagement Commercial (ZACom) et les Zones d'Activités Economiques (ZAE) stratégiques font l'objet d'une analyse spécifique dans l'évaluation dans la mesure où leur localisation est connue avec plus ou moins de précision.

Conformément au Code de l'Urbanisme, seules les ZACom sont précisément localisées au sein du DOO (en annexe). Cependant, les ZAE stratégiques d'intérêt SCoT font également l'objet d'une cartographie indicative à grande échelle. Ainsi, les ZACom et ZAE stratégiques ont été superposées aux périmètres des sites Natura 2000.



☞ Carte 14 : Localisation des ZACom et ZAE par rapport aux sites Natura 2000

Dans le cadre de la concertation réalisée tout au long de l'élaboration du SCoT avec les élus, et en prévision de l'élaboration de l'évaluation environnementale, une note sur les enjeux identifiés concernant les interactions entre le développement des ZACom et ZAE stratégiques, et la trame verte et bleue a été établie.

Cela a permis de déclasser plusieurs secteurs inscrits ou non aux documents d'urbanisme communaux en vigueur, dédiés à l'économie impactant des secteurs à forts enjeux environnementaux : Vernajoul, Varilhes, Rieutord, Bonnac, Saverdun, Mazères etc.

Pour illustration, une zone à destination d'une ZAE inscrite au document d'urbanisme en vigueur de la commune de Vernajoul – secteur de Foix - a été abandonnée du fait de sa proximité avec la rivière Ariège (mesure de suppression des incidences sur le site Natura 2000). Pour autant, subsistent des projets impactant un site Natura 2000 ou susceptible d'aggraver un risque d'inondation connu à ce jour.

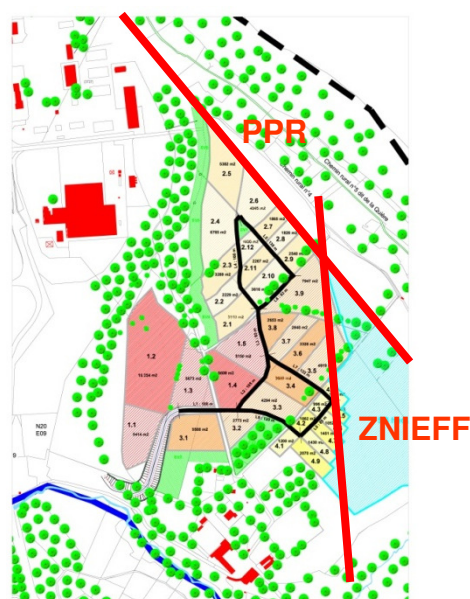
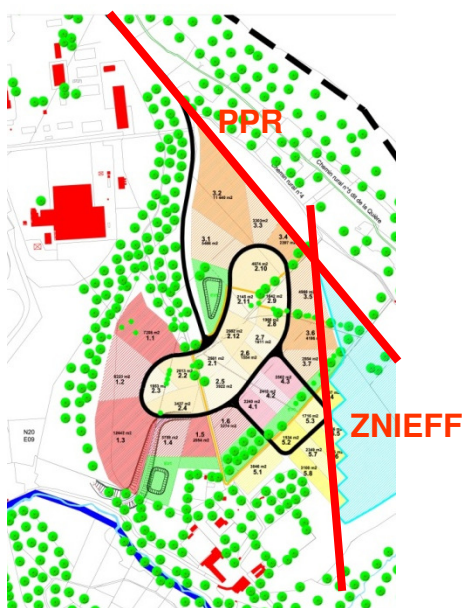
6.6.1 Cas de la ZAE du Plateau de Tournac



Seul un des projets localisés dans le SCoT empiète sur un site Natura 2000. Il s'agit de la ZAE dite du Plateau de Tournac qui se localise au Nord de la commune de Foix, en bordure du massif du Plantaurel.

Comme il est possible de le visualiser sur le focus, la bordure Est de la ZAE ou mixte de Tournac concerne le périmètre de la ZSC FR7300842 « Pechs de Foix, Soula et Roquefixade, Grotte de L'Herm ».

Une étude de faisabilité de cet aménagement a été réalisée en 2009 par SAUNIER & Associés pour le compte de la Communauté de communes du Pays de Foix. Elle faisait état de la présence de contraintes sur ce secteur avec au Nord le PPR de Foix et la présence d'une ZNIEFF de type I (de première génération) à l'Est, limitant ainsi la zone à aménager à une douzaine d'hectares.



☞ Cartes 15 et 16 : ZAE de Tournac Scénarios 1 et 2 (étude de faisabilité SAUNIER & Associés – 2009)

Ce projet est déjà identifié au titre du Plan Local d'Urbanisme de la Commune approuvé en 2011 en zone à urbaniser fermée à l'urbanisation (AU0). Aussi, dans le cadre de la mise en comptabilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Foix avec le SCoT approuvé, la Commune, dans le cadre de l'évaluation environnementale du document, s'engagerait à déclasser une partie du périmètre initial de la zone en vigueur.

Aussi, si le projet de ZAE / Zone Mixte de Tournac venait à être maintenu, le périmètre de cette zone devrait impérativement tenir compte de la présence du site Natura 2000 et faire l'objet d'un réajustement pour éviter ce dernier.

En tout état de cause, étant donné la proximité immédiate du projet à la ZSC « Pechs de Foix, Soula et Roquefixade, Grotte de L'Herm », le projet devra faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur les objectifs de préservation des habitats et des espèces ayant justifié la désignation du site Natura 2000.

Cette évaluation devra démontrer la compatibilité de la ZAE de Tournac avec le Docob validé du site Natura 2000.

6.6.2 Zones situées à proximité de sites Natura 2000

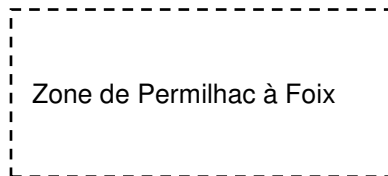


Plusieurs projets ou zones existantes se situent à proximité quasi-immédiate (moins de 100 mètres) des sites Natura 2000.

Le travail cartographique révèle que :

- une ZACoM à Foix existante est en contact avec un site Natura 2000 ;
- deux projets de ZAE pourraient potentiellement se situer à proximité d'un site Natura 2000.

La ZACoM existante à Foix en contact avec un site Natura est constituée de la zone de Permilhac, qui est déjà aménagée. Située au Nord de Foix, en contact avec le projet de ZAE de Tournac précédemment analysé, elle est déjà existante.



Source : CCIT de l'Ariège

Deux ZAE de faibles emprises se développent sur la commune de Tarascon-sur-Ariège au Sud du territoire du SCoT. Situées en rive gauche de l'Ariège, elles se développent à proximité de l'Ariège qui est classé en ZSC au titre de Natura 2000, mais ne présentent aucun impact direct surfacique sur le site.

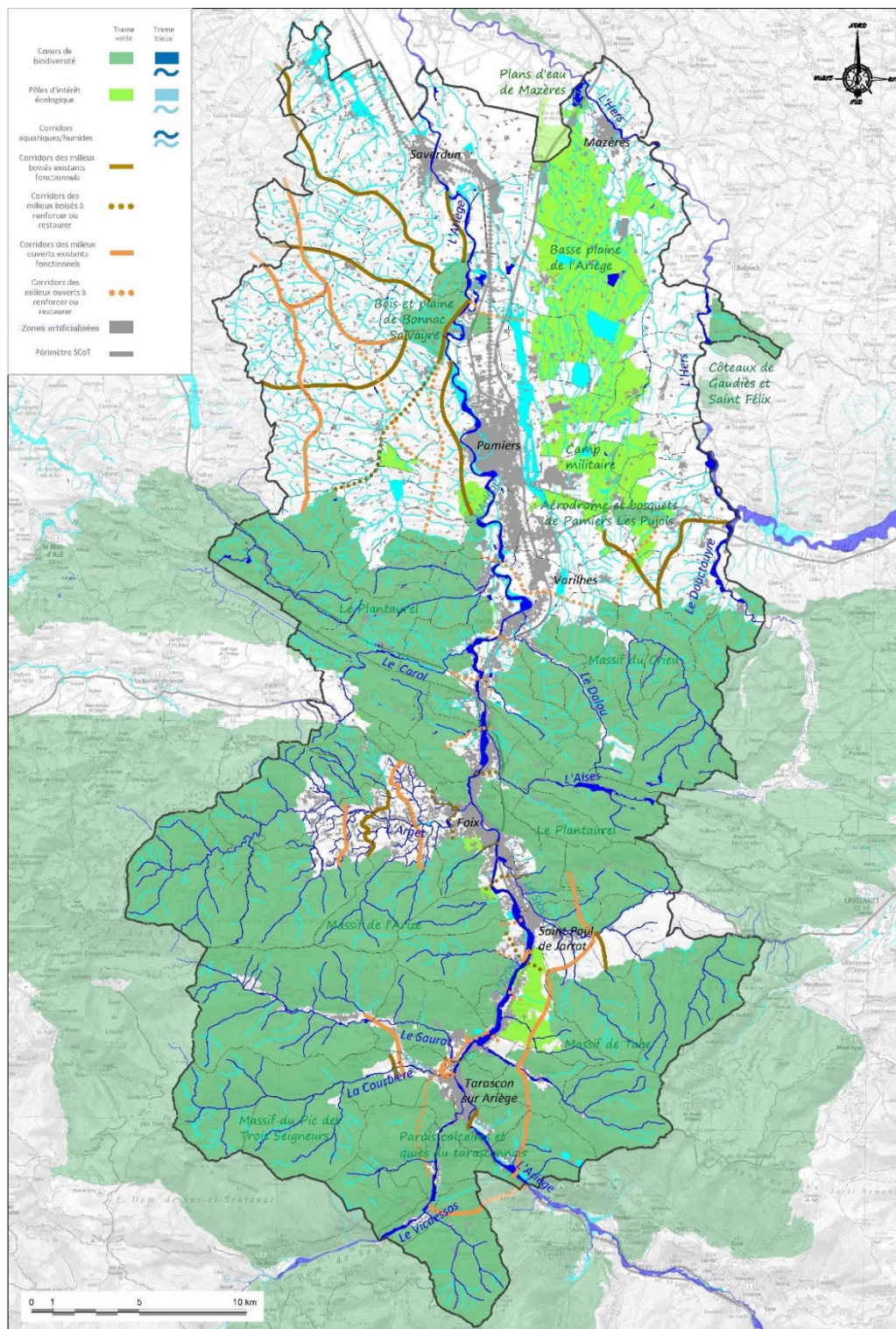
Le SCoT prend les mesures nécessaires pour que les ZACOM et les ZAE n'aient pas d'incidence significative sur les sites Natura 2000, au même titre que pour l'ensemble du développement.

En plus des dispositions générales du SCoT, ce dernier prescrit pour les ZAE et les ZACoM la réalisation d'orientations d'aménagement et de programmation au sein des documents d'urbanisme, avec des plans de composition intégrant plusieurs notions et concepts dont notamment :

- l'optimisation foncière, en adaptant la taille des parcelles au type d'activités attendues, en optimisant l'emprise foncière des constructions, en mutualisant le stationnement ;
- l'intégration paysagère du site en intégrant la végétation existante dans les aménagements ;
- une gestion de la zone dans le respect de l'environnement (gestion de l'eau et de l'énergie, respect des ressources naturelles, etc.).

Ces zones devront également respecter les principes d'éco-conditionnalité développés par la Région Midi Pyrénées afin de garantir la qualité des aménagements.

Le SCoT identifie une trame verte et bleue à préserver, valoriser, voire restaurer si nécessaire, qui constitue son socle identitaire et permet d'encadrer l'aménagement de son territoire. L'accueil de nouvelles populations et le développement de son territoire nécessitent d'urbaniser de nouveaux secteurs, tout en préservant l'agriculture et la biodiversité.



СРБ 

7.1 LES RESERVOIRS DE BIODIVERSITE

Le SCoT, au travers de la trame verte et bleue, définit des réservoirs de biodiversité dont l'inconstructibilité sera garantie. Seuls certains aménagements, sous réserve de justifications (usage, utilité publique, équipements publics, absence d'impact sur les habitats et les espèces ayant justifié les inventaires, etc.) peuvent être réalisés.

Ces réservoirs de biodiversité apparaissent en grand nombre sur le territoire du SCoT puisqu'ils couvrent plus de 60 % de la surface totale. C'est essentiellement dans la moitié Sud qu'ils se concentrent, du fait de la présence des sites Natura 2000 et des ZNIEFF de type I.

Le Nord-Ouest du territoire accueille un pôle d'intérêt écologique représenté par la ZNIEFF de type II de la basse vallée de l'Ariège, dont le périmètre a été complété par des milieux de fort intérêt écologique identifiés par la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Ariège.

Ces réservoirs apparaissent peu nombreux au Nord-Ouest du territoire dans le secteur des coteaux du Terrefort, du fait d'un manque de données naturalistes concernant cette zone essentiellement agricole.

Le SCoT identifie l'Ariège et l'Hers comme cœurs de biodiversité sous les périmètres des ZNIEFF de type II correspondantes « L'Ariège et ripisylves » et « L'Hers et ripisylves ». Ces périmètres plus larges que ceux définis par les sites Natura 2000 englobent ripisylves et zones humides adjacentes. Ainsi le SCoT reconnaît ses principales rivières dans leur fonctionnement global incluant leurs lits majeurs et milieux connexes, qui sont des milieux favorables à la biodiversité.

Le SCoT inscrit également comme cœur de biodiversité d'autres cours d'eau d'importance, classés en ZNIEFF de type I (Sios, Vicdessos, Arize, Douctouyre en partie), ainsi que les zones humides du territoire actuellement recensées par l'ANA et le PNR des Pyrénées Ariégeoises.

La trame verte et bleue sera complétée à l'échelle communale par les zones humides identifiées plus précisément, les boisements variés et d'une superficie relativement importante présentant un intérêt écologique pour la biodiversité ordinaire ou d'intérêt, ainsi que les prairies naturelles et les espaces agricoles non intensifs formant une mosaïque de milieux, un bocage, des prairies humides, présentant des modes de cultures respectueux de l'environnement.

Au-delà des dispositions générales de réduction de la consommation d'espaces, le DOO définit des prescriptions visant à interdire ou limiter fortement les possibilités d'artificialisation des différentes composantes de la trame verte et bleue.

Le SCoT confère aux éléments de la trame verte et bleue un zonage spécifique dans les documents d'urbanisme locaux indicé « TVB », qu'ils fassent l'objet d'une pratique agricole A_{TVB} ou non N_{TVB} .

Il prescrit l'évitement d'une urbanisation linéaire ou circulaire autour des réservoirs de biodiversité pour assurer le maintien des échanges avec les milieux limitrophes.

7.2 LES CORRIDORS ECOLOGIQUES

Les principaux corridors du territoire sont représentés par les cours d'eau et leur végétation rivulaire, ainsi que les linéaires boisés qui traversent le territoire de part et d'autre. En effet, les composantes boisées et leur lisière représentent des axes de déplacement importants au sein d'espaces agricoles plutôt homogènes et de grandes superficies orientés vers la céréaliculture et la production d'oléagineux.

L'Ariège et ses ripisylves, également identifiés en tant que cœur de biodiversité, constituent le corridor principal du territoire du SCoT, sa « colonne vertébrale ».

Le SCoT interdit toute nouvelle construction dans une zone tampon de 10 m de part et d'autre des cours d'eau identifiés au sein de la trame bleue comme corridors écologiques. De même, il prescrit d'éviter d'aggraver le risque inondation par le maintien ou la restauration des zones d'expansion des crues.

Au sein des documents d'urbanisme, les corridors identifiés dans la trame verte et bleue doivent être délimités et traduits réglementairement afin d'en préserver la fonctionnalité.

Concernant la largeur des corridors écologiques au sein des documents d'urbanismes locaux, la délimitation de ces derniers respecte l'épaisseur d'environ 50 mètres pour les corridors verts et de 20 mètres pour les corridors bleus. Cette épaisseur peut toutefois être réduite en fonction des contraintes locales, tout en conservant la continuité du corridor.

Deux types de corridors peuvent être différenciés sur le territoire du SCoT :

- des corridors constitués de grands axes au sein des terres agricoles et essentiellement localisés au Nord-Ouest du territoire,
- des corridors « stratégiques », plus contraints, situés en fond de la vallée de l'Ariège, dont la majorité est à renforcer ou restaurer, mais également au sein de la vallée de la Barguillère, au droit de zones de vigilance.

Si les premiers peuvent faire l'objet d'aménagements, sous réserve de justifications (usage, utilité publique, équipements publics, absence d'impact sur les habitats et les espèces ayant justifié les inventaires, etc.), les seconds doivent être intégralement protégés, sans réserve.

Ainsi, des focus des corridors « stratégiques » ont été réalisés et sont annexés au présent document.

☞ *Annexe 1 : Focus sur les corridors écologiques en fond de la Vallée de l'Ariège*

☞ *Annexe 2 : Focus sur les corridors écologiques de la Vallée de la Barguillère*

7.3 RENFORCEMENT ET RESTAURATION DE CORRIDORS

Le SCoT recommande la réalisation d'un inventaire des fossés et des linéaires de haies à l'échelle des communes ou des intercommunalités en association avec les acteurs agricoles pour anticiper un entretien écologique.

Il propose également d'adapter les modes de gestion sylvicoles aux rythmes biologiques de ces espèces, de favoriser les pratiques limitant les produits phytosanitaires et encourage la plantation de haies.

Au sein des documents d'urbanisme locaux, le réseau de corridors reconnus par le SCoT sera à compléter en identifiant des corridors complémentaires.

Les projets de boisement ou maillages de haies engagés par les acteurs locaux et reconnus par le SCoT s'inscrivent dans la perspective de restauration et de création de corridors.

Ainsi, dans le secteur de la Plaine Hers-Ariège, les corridors boisés sont inexistants, les milieux favorables étant trop peu nombreux et trop peu denses pour permettre de décrire des corridors.

Dans le cadre du Plan d'Action Territorial (PAT) des basses vallées de l'Ariège et de l'Hers, piloté par la Chambre d'Agriculture, un inventaire des haies et fossés a été réalisé en 2009 par l'ANA. La carte en page suivante présente la classification des haies identifiées sur le périmètre d'étude.

Des actions de plantations et restaurations de haies, comme cela a été déjà engagé par la Chambre d'Agriculture, l'ANA et la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Ariège, plus particulièrement sur ce secteur, permettront de mettre en place des connexions fonctionnelles entre ces éléments.

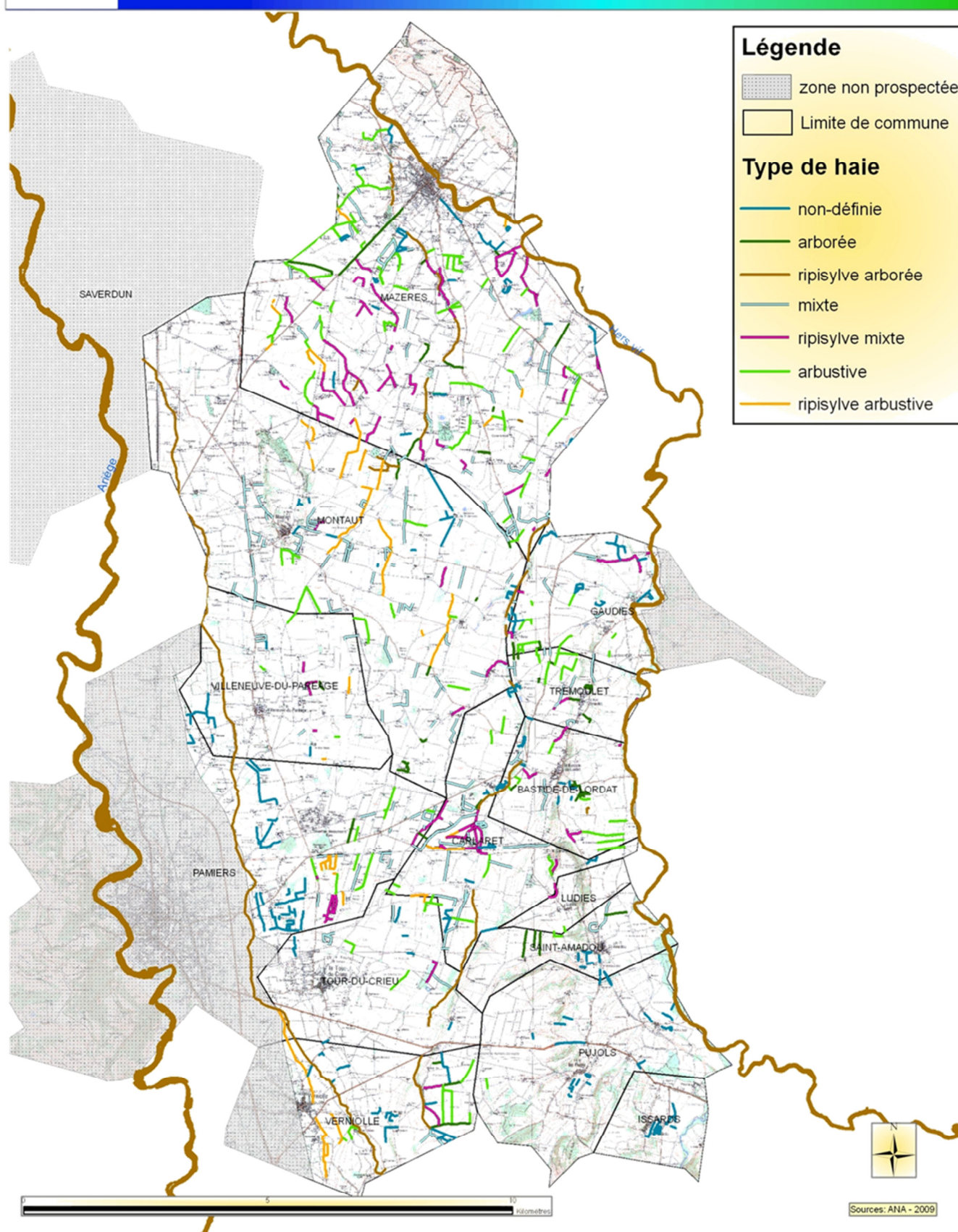
Au final, un ou plusieurs corridors écologiques pourraient se dessiner sur ce secteur de la Plaine Hers-Ariège qui est actuellement déficient.

☞ Carte 18 : Cartographie des haies - Secteur du PAT des basses vallées de l'Ariège et de l'Hers



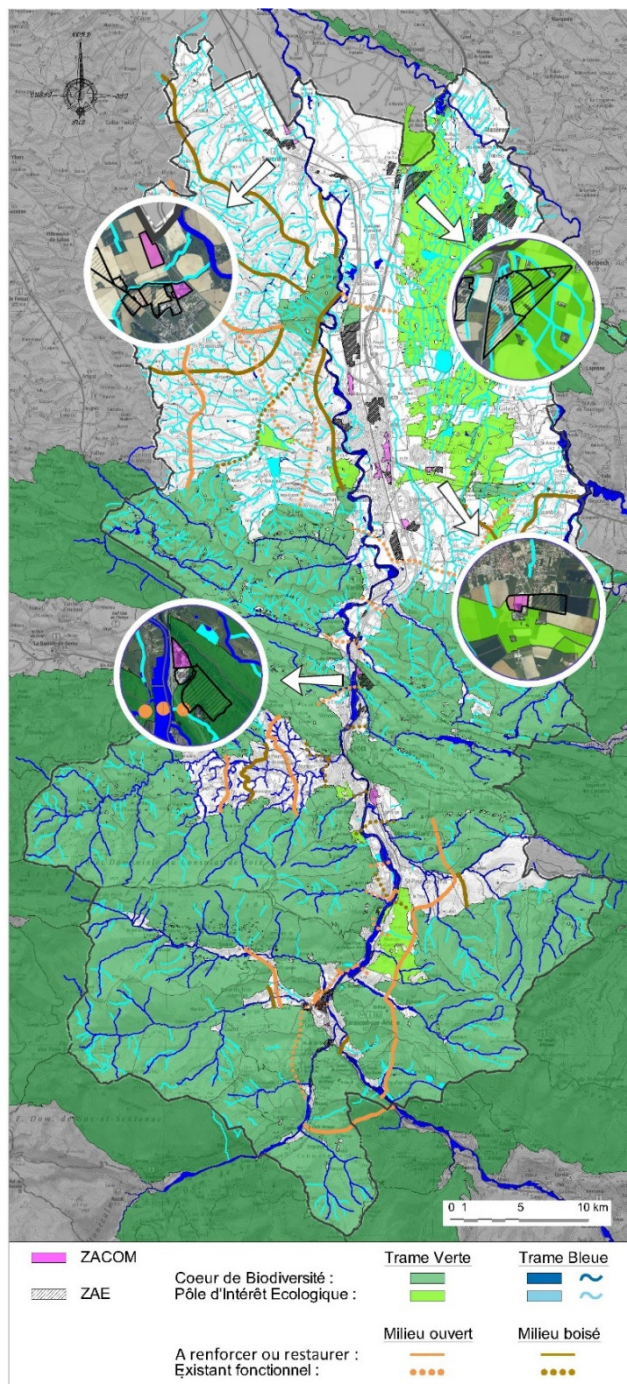
Classification des haies par type de strate

Vue d'ensemble



7.4 INCIDENCES DES PROJETS DES ZONES D'ACTIVITES SUR LA TRAME VERTE ET BLEUE

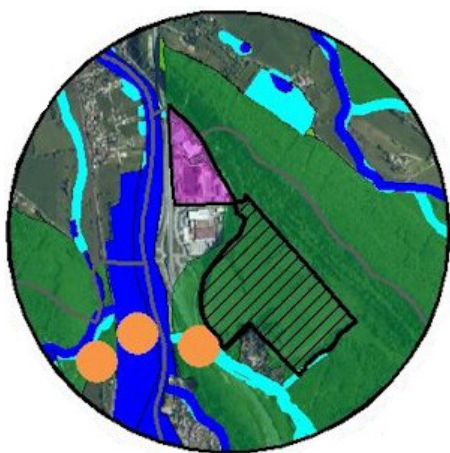
Les zones d'aménagement commercial (ZACom) et les zones d'activités économiques (ZAE) stratégiques font l'objet d'une analyse spécifique dans l'évaluation dans la mesure où leur localisation est connue avec plus ou moins de précision.



Les périmètres des ZACom et ZAE stratégiques ne concernent aucun corridor écologique identifié sur le territoire.

Concernant les réservoirs de biodiversité, quatre projets peuvent avoir des incidences sur ces éléments de la trame verte et bleue. Ils sont analysés ci-dessous du Sud vers le Nord du territoire.

Carte 19 : Localisation des ZACOM et ZAE par rapport à la trame verte et bleue



Le projet de ZAE de Tournac se développe dans sa globalité au sein d'un cœur de biodiversité correspondant à la ZNIEFF de type I « le Plantaurel entre Foix et Lavelanet ».

Rappelons que s'il est maintenu, ce projet doit être dans un premier temps adapté à la présence de la ZSC « Pechs de Foix, Soula et Roquefixade, Grotte de L'Herm » et faire l'objet d'une réduction de son emprise afin de ne pas concerner ce site Natura 2000.

La série de photographies ci-dessous illustrent les différents milieux présents, ainsi que les éléments structurant le paysage local.



☞ Photographie 1 : Vue depuis la limite Sud-Ouest en direction du Nord (poche Ouest)



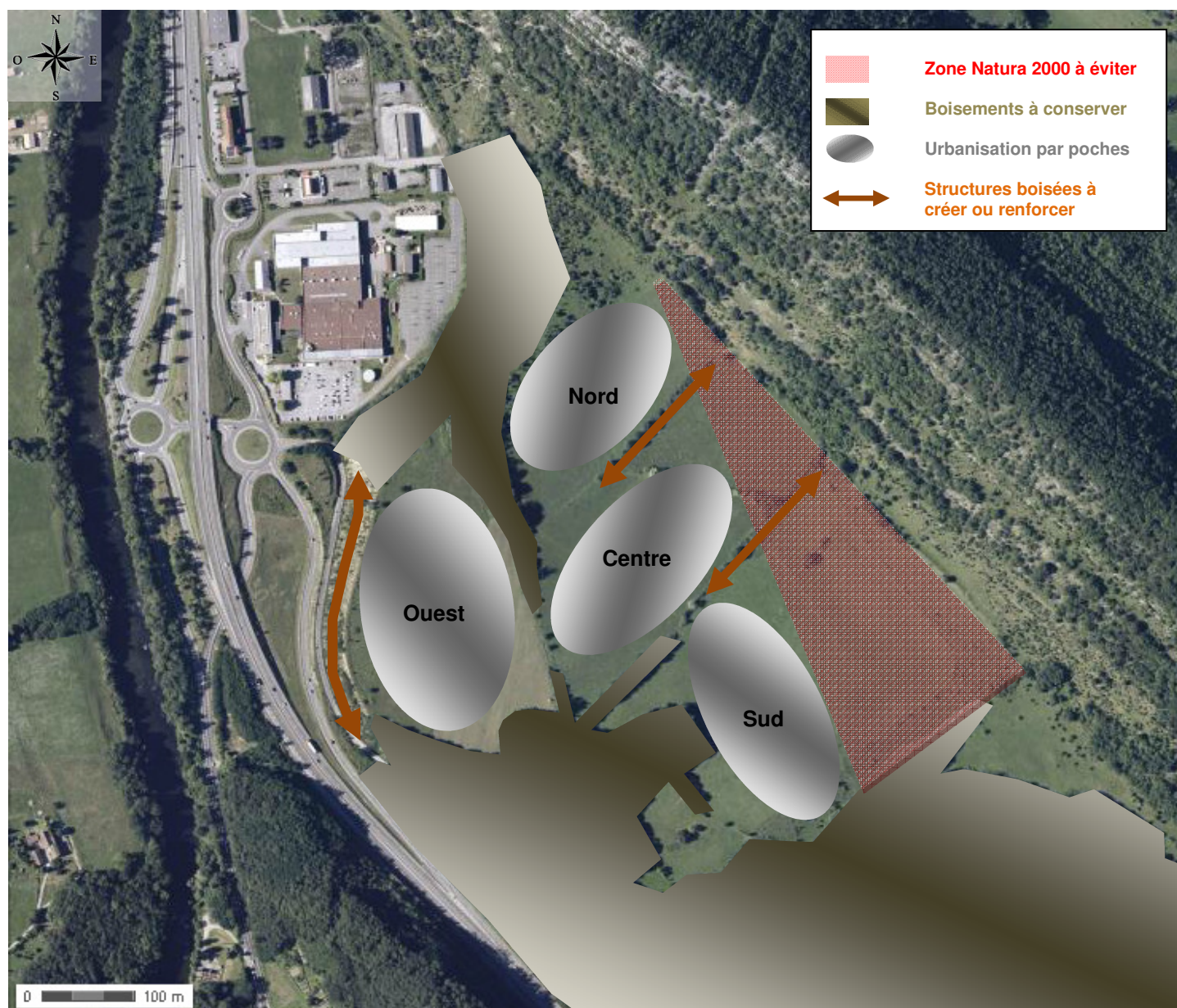
☞ Photographie 2 : Vue depuis le Sud-Ouest en direction de l'Est (poche Ouest)



☞ Photographie 3 : Vue depuis l'Ouest en direction de l'Est (poches Nord et Centre)



☞ Photographie 4 : Ruisseau drainant le plateau



Carte 20 : Propositions d'orientations d'intégration du projet de Tournac (Géoportail)

La carte ci-dessus propose des orientations permettant d'intégrer le projet en conservant la structure bocagère du site. Elles devront être affinées par la prise en compte des éventuels risques, des perceptions visuelles du site, mais également de la présence éventuelle d'espèces protégées ou patrimoniales (faune et flore).

Rappelons que si ce projet est maintenu, ce dernier fera l'objet d'une étude d'impact conformément au décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011 puisque son terrain d'assiette couvre une superficie supérieure à 10 hectares.

Dans ce cadre, il devra être justifié que la ZAE n'a pas d'incidences sur les espèces et les habitats ayant justifiés de la désignation du site Natura 2000 et de la ZNIEFF.

Le projet finalisé devra faire l'objet d'une intégration paysagère exemplaire, ainsi que d'une démarche HQE (Haute Qualité Environnementale) traduisant la volonté des élus d'optimiser le projet.



Le projet de La Tour du Crieu concerne deux « excroissances » du périmètre de la ZNIEFF de type II « Basse plaine de l'Ariège » identifiée en pôle d'intérêt écologique.

Il se compose d'une ZACom d'une superficie de 6.1 ha (secteur entrée Sud) et d'une ZAE stratégique de 14.5 ha, soit un total de 20,6 ha.

Ce projet, pris dans son ensemble ou séparément, devra faire l'objet d'une étude d'impact conformément au décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011 puisque son terrain d'assiette couvre une superficie supérieure à 10 hectares.

La série de photographies ci-dessous illustrent les différents milieux présents, ainsi que les éléments structurant le paysage local.



☞ Photographie 5 : Vue depuis le Nord-Est en direction du Sud-Est (secteur ZAE)



☞ Photographie 6 : Vue depuis le Nord en direction du Sud (secteur central, ZAE)



☞ Photographie 7 : Vue depuis le Nord-Ouest en direction du Sud (secteur ZACom)



☞ Photographie 8 : Vue depuis l'Ouest, RD29, en direction de l'Est (secteur ZACOM)



☞ Photographie 9 : Vue du lieu-dit Sainte Anne depuis la D119



☞ Photographie 10 : Vue depuis le Sud, secteur les Mandrous, en direction du Nord-Est (secteur ZAE)

Le secteur sous emprise est essentiellement occupé par des parcelles agricoles, plein champ, labours, verger.

Une attention particulière devra être apportée à l'intégration dans l'aménagement global des éléments existants et plus particulièrement de l'entité Sainte Anne (bâtiments et alignement de platanes). De même, la localisation de ces ZACOM et ZAE en bords de routes et en entrée de ville doit amener à une réflexion poussée quant à l'intégration paysagère du projet et notamment au traitement des façades le long des axes routiers (architecture, couleurs, volumétrie, accompagnement végétal, etc.).

La présence de la ZNIEFF entraîne la réalisation d'une étude naturaliste poussée en amont afin de prendre en compte dans l'aménagement du secteur la présence éventuelle d'espèce protégées et/ou patrimoniales.

La topographie plane du site et l'absence d'exutoire proche engendrent également la mise en place d'une réflexion sur la gestion des eaux de ruissellement des futures surfaces imperméabilisées générées par le projet.



Le projet d'extension de la zone d'activité à la sortie d'autoroute entre Saverdun et Mazères est intégralement inclus dans le pôle d'intérêt écologique constitué de la ZNIEFF de type II « Basse plaine de l'Ariège ».

Conformément au décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011, ce projet d'une superficie supérieure à 10 hectares devra faire l'objet d'une étude d'impact dans laquelle devra être justifié l'absence d'incidences sur les espèces et les habitats ayant justifiés de l'inventaire ZNIEFF.

La série de photographies ci-dessous illustrent les différents milieux présents, ainsi que les éléments structurant le paysage local.



☞ Photographie 11 : Vue depuis la RD624 en direction de l'Ouest, de la pointe Sud-Ouest



☞ Photographie 12 : Vue depuis la RD624 en direction du Nord-Est



☞ Photographie 13 : Vue depuis la RD624 du lieu-dit Tartifume (vers le Nord)



☞ Photographie 14 : Vue depuis la RD624, lieu-dit Tartifume, en direction de l'Ouest



☞ Photographie 15 : Vue du site depuis le giratoire d'intersection RD624-RD14 en direction de l'Ouest



☞ Photographie 16 : Vue du site depuis la voirie en attente hors emprise au Nord-Ouest (en direction de l'Est)

Le secteur sous emprise est essentiellement occupé par des parcelles agricoles, plein champ et labours.

Le site est intégralement localisé en ZNIEFF. Une étude naturaliste poussée préalable devra être réalisée afin de prendre en compte dans l'aménagement du secteur la présence éventuelle d'espèces protégées et/ou patrimoniales.

Sa visibilité depuis les deux départementales qui la bordent devra conduire à mener une réflexion poussée quant à l'intégration paysagère du projet et notamment au traitement des façades le long de ces axes routiers (architecture, couleurs, volumétrie, accompagnement végétal, etc.).

Une attention particulière devra être apportée à la gestion des eaux de ruissellement des futures surfaces imperméabilisées générées par le projet.



Le projet de ZACom sur la commune de Savardun, secteur de Frayas, concerne un pôle d'intérêt écologique constitué par une zone soumise au risque inondation.

Le périmètre de cette ZACom a été réajusté afin d'éviter cette zone inondable et préfigure un déclassement de 15 ha de ZACom par rapport au document d'urbanisme en vigueur.

La zone est actuellement en cours d'aménagement (travaux ayant débuté en février 2015).

La série de photographies ci-dessous illustrent les différents milieux présents, ainsi que les éléments structurant le paysage local.



☞ Photographie 17 : Vue du site depuis l'angle Nord-Est en bordure de la RD820



☞ Photographie 18 : Vue depuis le domaine Frayas (Sud-Ouest), sur le chemin de Frayas vers l'Est



☞ Photographie 19 : Arbres taillés en têtards le long du chemin de Frayas au Sud du site



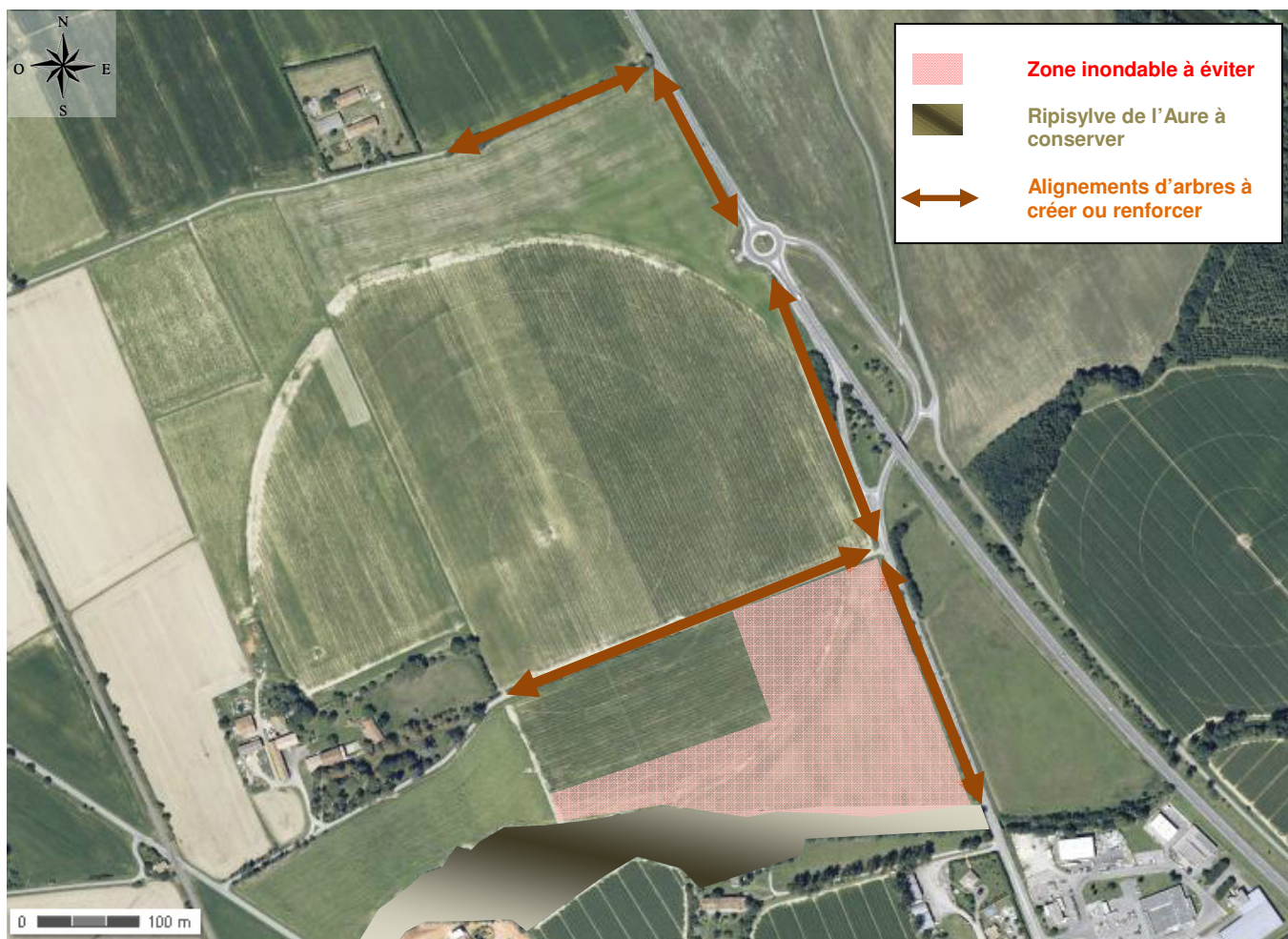
☞ Photographie 20 : Vue depuis le chemin de Frayras accès Est depuis la D927



☞ Photographie 21 : Rivière de l'Aure constituant la limite Sud du site



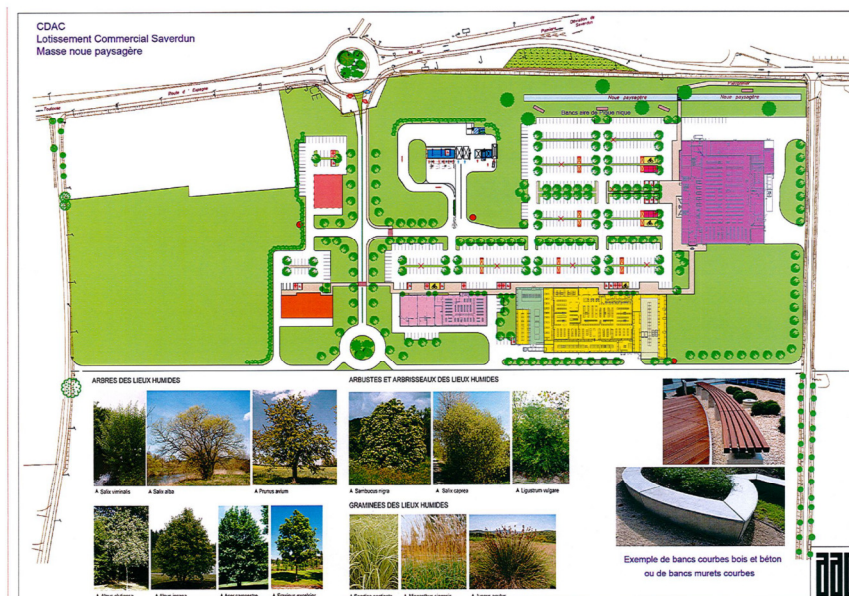
☞ Photographies 22 et 23 : Angle Sud-Est du site, alignement d'arbres le long de la RD927 et vue en direction du Nord-Ouest



Carte 21 : Propositions d'orientations d'intégration du projet de Saverdun (Géoportail)

Le secteur sous emprise est essentiellement occupé par des parcelles agricoles, plein champ et labours.

Ce projet d'une superficie de 10 hectares n'a pas fait l'objet d'une étude d'impact conformément au décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011, le permis d'aménager ayant été délivré antérieurement à cette date. La Préfecture lors de la délivrance de l'autorisation en 2014, n'y ayant également pas fait mention lors du passage en Commission Départementale d'Aménagement Commercial.



Aussi, aucune étude hydraulique préalable permettant de juger de l'absence d'impact sur le champ d'expansion des crues de la rivière de l'Aure n'a été engagée. Il n'a donc pas pu avoir d'établissement de mesures permettant d'éviter (adaptation des emprises, etc.) ou à défaut de compenser les impacts hydrauliques éventuels du projet.

La visibilité du site depuis les RD820 et 927 à l'Est, mais également de la voie ferrée à l'Ouest devra conduire à optimiser l'intégration paysagère du projet et notamment au traitement des façades le long de ces axes routiers (architecture, couleurs, volumétrie, accompagnement végétal, etc.). Les alignements d'arbres existants devront être conservés voire renforcés.

Chapitre 8. INDICATEURS DE SUIVI

Le SCoT de la Vallée de l'Ariège doit mettre en place un dispositif de suivi et d'évaluation des effets de la mise en œuvre de son projet territorial. Ce suivi est réalisé à partir des indicateurs définis ci-dessous. Dans un souci de clarté, ils sont en petit nombre et sont disponibles le plus souvent auprès des collectivités locales ou des sources institutionnelles diverses (Agence de l'eau, DREAL et Région Midi Pyrénées, ARPE Midi Pyrénées, Chambre d'Agriculture, ANA etc.).

Les indicateurs ont pour objectif de donner aux acteurs du SCoT une vision globale sur les évolutions du territoire dans les domaines où ont été identifiés les principaux enjeux. Ils permettent de mesurer si les évolutions du territoire vont dans le sens des objectifs affichés

La valeur «T0», pour l'évaluation devra être renseignée par le SCoT dès son approbation et servira de référence pour les années à venir.

La périodicité du renseignement des indicateurs est variable selon la nature des données et peut se faire annuellement ou à minima tous les trois ans (à mi-parcours). En effet, le SCoT doit assurer le suivi de la mise en œuvre de son projet tous les 6 ans (article L.122-14 du Code de l'Urbanisme). Ce bilan évalue l'atteinte des objectifs et les incidences tant positives que négatives pour préparer la délibération du Comité syndical sur le maintien, la révision partielle ou complète du SCoT.

Lorsque l'évaluation commencera concrètement, des difficultés ou des précisions à apporter pourront apparaître ; ces indicateurs pourront évoluer afin de s'adapter au mieux à la situation d'évaluation. Néanmoins l'ajustement des indicateurs sera possible sous réserve qu'ils soient toujours représentatifs de l'évolution des différentes thématiques vis-à-vis du projet SCoT.

L'analyse, à l'aide des indicateurs devra être communiquée au public et à l'autorité environnementale.

Questions	Indicateurs d'évaluation Type de données et périodicité	Organismes sources
BIODIVERSITE, MILIEUX NATURELS ET AGRICOLES		
<i>La réduction de l'artificialisation est-elle engagée ?</i>	<p>Consommation d'espace – rythme d'artificialisation : A partir d'un Etat « To » à produire à date d'approbation du SCoT, il s'agira de recenser les surfaces urbanisées (nombre d'ha/an) suivant les grandes thématiques d'urbanisation (habitat, équipements publics, zones d'activités économiques stratégiques et de proximité, zones commerciales, tourisme etc.) par Communes / EPCI.</p> <p>En matière d'habitat, il s'agira notamment de distinguer : les surfaces considérées en extension urbaine, en renouvellement urbain (comblements de dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, d'intensification urbaine...) ainsi qu'en densification douce des tissus urbains lâches (opération de type « Bimby »).</p> <p>Tous les 1 à 3 ans</p>	Communes / EPCI, SCoT / DTT / Conseil Départemental / CCI / Ariège Expansion (SIG)
<i>La trame verte et bleue est-elle préservée, voire renforcée ?</i>	<p>Suivi des zones ouvertes à l'urbanisation en réservoirs de biodiversité et en corridors écologiques.</p> <p>Tous les 1 à 3 ans</p>	Communes / EPCI, SCoT / PNR / ANA (SIG)
	<p>Nombre et suivi des actions de renforcement et de restauration de la Trame Verte et Bleue (actions « Interface Eau et Urbanisme », « Biodiversité et Urbanisme » etc.).</p> <p>Tous les 3 ans</p>	Collectivités, PNR, ANA, Chambre d'Agriculture, FDC 09
	<p>Suivi de la déclinaison de la Trame Verte et Bleue au sein des Documents d'Urbanisme (Carte communale, PLU / PLUi)</p> <p>Tous les 1 à 3 ans</p>	SCoT (SIG)
<i>Les terres agricoles sont-elles préservées ?</i>	<p>Suivi des zones agricoles des documents d'urbanisme</p> <p>Surface de zones A et A_{TVB} des PLU (nombre d'ha)</p> <p>Tous les 3 ans</p>	Communes / EPCI, SCoT / Chambre d'Agriculture (SIG)
	<p>Nombre des outils de type PAEN ou ZAP mis en place et superficies concernées</p>	Conseil Départemental / Chambre d'Agriculture
<i>La protection des zones humides est-elle effective ?</i>	<p>Superficie de zones / bois humides recensées (nombre d'ha)</p> <p>Superficie de zones / bois humides disparues (nombre d'ha)</p> <p>Superficie de zones / bois humides nouvellement recensées (nombre d'ha)</p> <p>Tous les 3 ans</p>	Collectivités, PNR, ANA, SCoT (SIG)
<i>La continuité écologique des cours d'eau est-elle préservée, améliorée ?</i>	<p>Nombre d'ouvrages faisant obstacle à la continuité écologique</p> <p>Tous les 3 ans</p>	ONEMA, Agence de l'Eau, Associations Environnementales Agréées locales
<i>L'urbanisation linéaire est-elle stoppée ?</i>	<p>Suivi du maintien des coupures d'urbanisation par photo-interprétation et évolution de la tâche urbaine dans les zones de vigilances identifiées dans la Trame Verte et Bleue SCoT.</p>	Collectivités, SCoT (SIG)

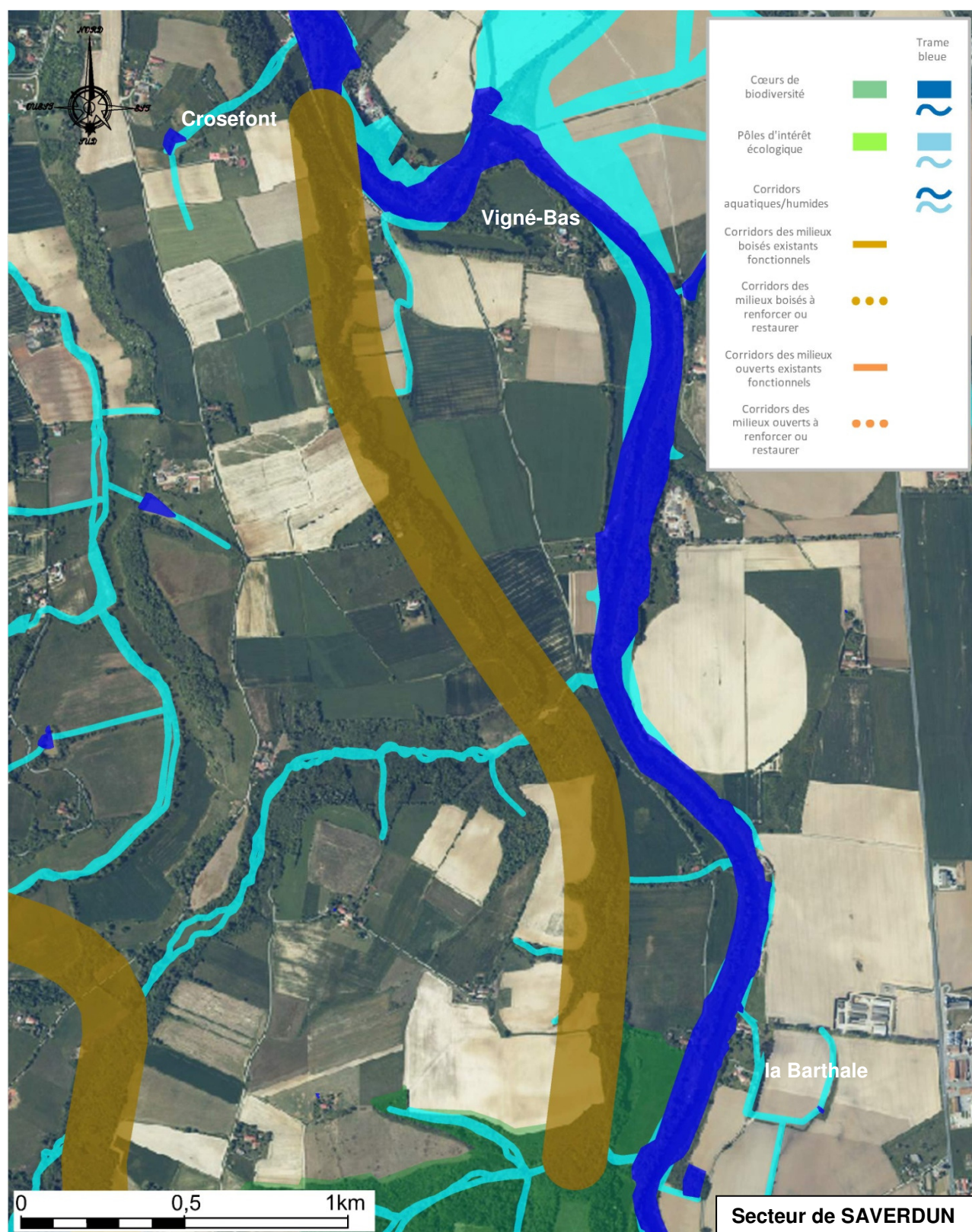
	Tous les 1 à 3 ans	
<i>Quelle est la surface des carrières exploitées ?</i>	Suivi de l'évolution des superficies des carrières en exploitation sur le territoire Tous les 3 ans	DREAL / DDT, photo-interprétation
PAYSAGE		
	Nombre de règlements locaux de publicité établis Tous les 3 ans	Communes / EPCI, SCoT (SIG)
<i>Le paysage est-il une thématique prise en compte automatiquement dans les projets d'aménagement ?</i>	Nombre de permis de construire accordés pour des bâtiments agricoles/dossier d'aménagement commercial etc. comportant une analyse paysagère et architecturale Tous les 1 à 3 ans	DDT de l'Ariège
	Nombre de zones d'habitats et d'activités développées sur la base d'Orientations d'Aménagement et de Programmation comprenant une étude d'intégration architecturale et paysagère	Communes / EPCI, SCoT (SIG)
RESSOURCE EN EAU		
<i>La qualité de la nappe alluviale de l'Ariège et de l'Hers s'améliore-t-elle ?</i>	Qualité des eaux de la nappe selon les paramètres suivis Selon fréquence suivi	Agence de l'Eau, Chambre d'Agriculture
<i>Quelle est l'évolution de la qualité des cours d'eau du territoire ?</i>	Suivi de la qualité écologique et chimique des cours d'eau (selon les critères de la DCE) Selon fréquence suivi	Agence de l'Eau
<i>Quelle est l'évolution de la pression de prélèvement sur la ressource en eau ?</i>	Prélèvements par usage (AEP, agriculture, industrie) et par type de ressource (superficielle, souterraine) Tous les 3 ans	Agence de l'Eau, Syndicats des eaux, Exploitants, Chambre d'Agriculture etc.
<i>La protection des captages AEP est-elle effective ?</i>	Nombre de captages bénéficiant d'un périmètre de protection avec DUP Tous les 3 ans	ARS, Conseil Départemental (SATEP)
<i>La gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau est-elle mieux prise en compte par les collectivités ?</i>	Nombre de communes dotées d'un schéma directeur d'assainissement des eaux usées, des eaux pluviales et d'alimentation en eau potable de moins de 5 ans Tous les 6 ans	Collectivités, Syndicats des eaux, exploitants
	Capacités résiduelles des stations d'épuration du territoire et adéquation avec les objectifs de développement Tous les 3 ans	Collectivités, Syndicats d'assainissement, exploitants

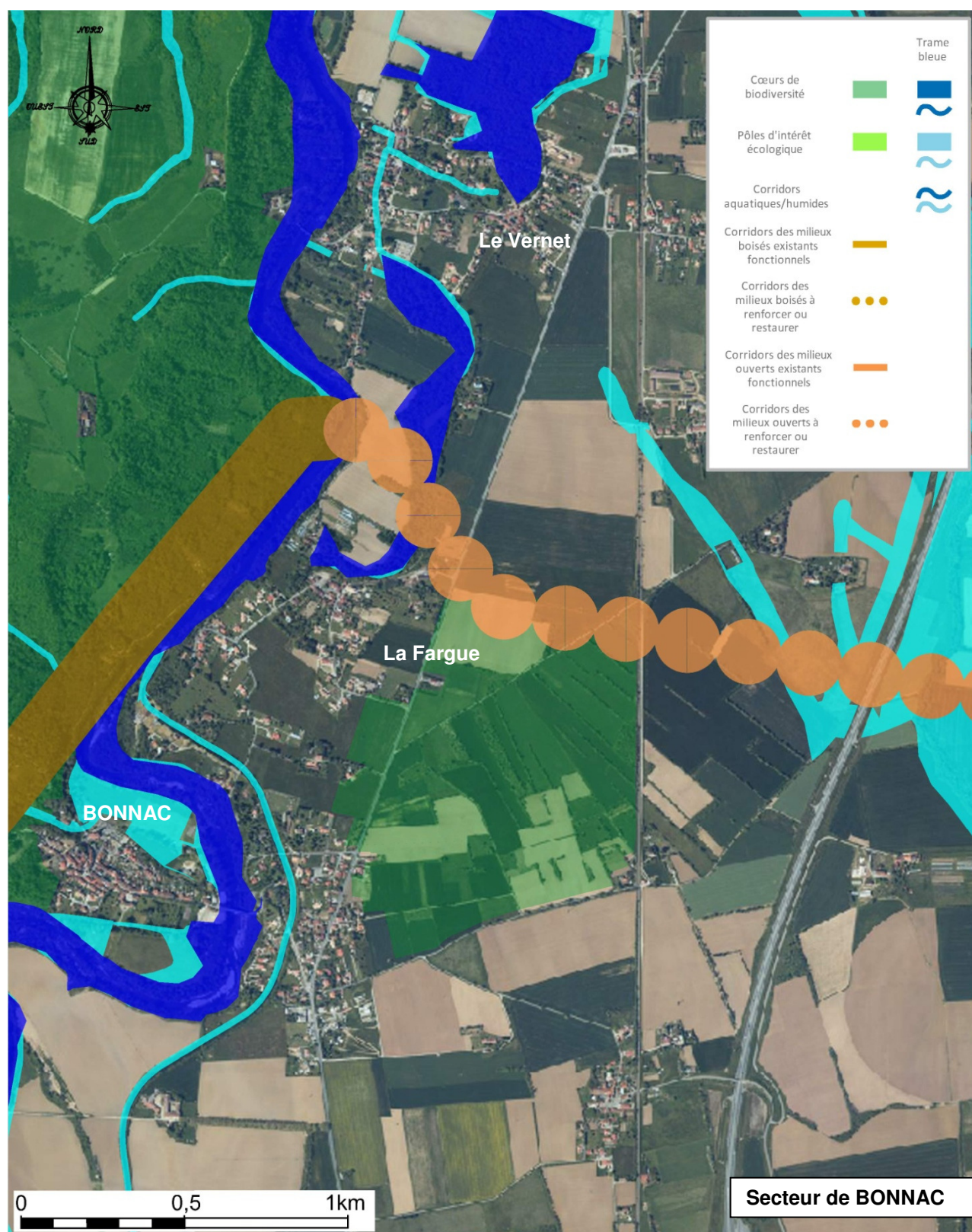
ENERGIE		
Quelle est l'évolution de la production d'énergie renouvelable ?	Puissance installée par type de ressource (hydroélectricité, photovoltaïque, bois-énergie, méthanisation, éolien) Tous les 3 ans	Suivi des demandes d'aides et de raccordement (ERDF, ADEME), des avis de l'Autorité Environnementale (DREAL), ARPE
Quelle est l'évolution des consommations d'énergie ?	Consommation d'énergie par secteur et par type d'énergie Tous les 3 ans	ARPE, OREMIP
Quelle est la contribution du SCoT à la réduction des émissions de gaz à effet de serre ?	Taux d'émission de GES Tous les 3 ans	ARPE, OREMIP
	Evolution du trafic routier sur les axes principaux Tous les 3 ans	Conseil Général, DIRSO
	Evolution de la fréquentation des gares du territoire Evolution de la fréquentation des transports en commun Linéaire des lignes desservies par les transports en commun Tous les 3 ans	SNCF, Région Midi-Pyrénées, Conseil Général de l'Ariège
	Part des projets réalisés à énergie positive Nombre de logements réhabilités sur le plan thermique Tous les 3 ans	Collectivités, OPAH, PRI, PIG, ANAH
	Evolution du linéaire de voies douces (pistes cyclables, véloroute, voies vertes) sur le territoire (en km) Tous les 6 ans	Conseil Général de l'Ariège, Collectivités
	Nombre de parcs relais et d'aires de covoiturage créés Tous les 6 ans	Communes / EPCI, SCoT (SIG)
RISQUES, NUISANCES ET POLLUTION		
La prise en compte des risques a-t-elle évoluée sur le territoire ?	Nombre de communes dotées d'un PPRN Nombre de communes dotées d'un Plan communal de sauvegarde Tous les 3 ans	Préfecture, Communes
Quelle est l'évolution des modes de gestion des eaux de ruissellement ?	Mode de gestion des eaux pluviales des nouvelles opérations d'aménagement soumises à autorisation loi sur l'Eau Tous les 6 ans	DDT, Collectivités
Le risque industriel est-il géré ?	Suivi du nombre et de la localisation des Installations Classées (ICPE) soumises à autorisation Tous les 6 ans	DREAL, Collectivités
	Suivi du développement de l'urbanisation à proximité des voies de transport de matières dangereuses (Photo-interprétation) Tous les 6 ans	Communes / EPCI, SCoT (SIG)
Les sources de nuisances sonores sont-elles prises en compte dans les projets d'aménagements ?	Suivi du développement de l'urbanisation à proximité des voies de transport classées bruyantes (Photo-interprétation) Tous les 6 ans	Communes / EPCI, SCoT (SIG)
Comment évolue le gisement d'ordures ménagères et assimilés, et la part valorisée ?	Gisements d'ordures ménagères et assimilées, évolution des quantités de déchets produits et collectés, évolution de la part du tri-sélectif Tous les ans	SMECTOM du Plantaurel

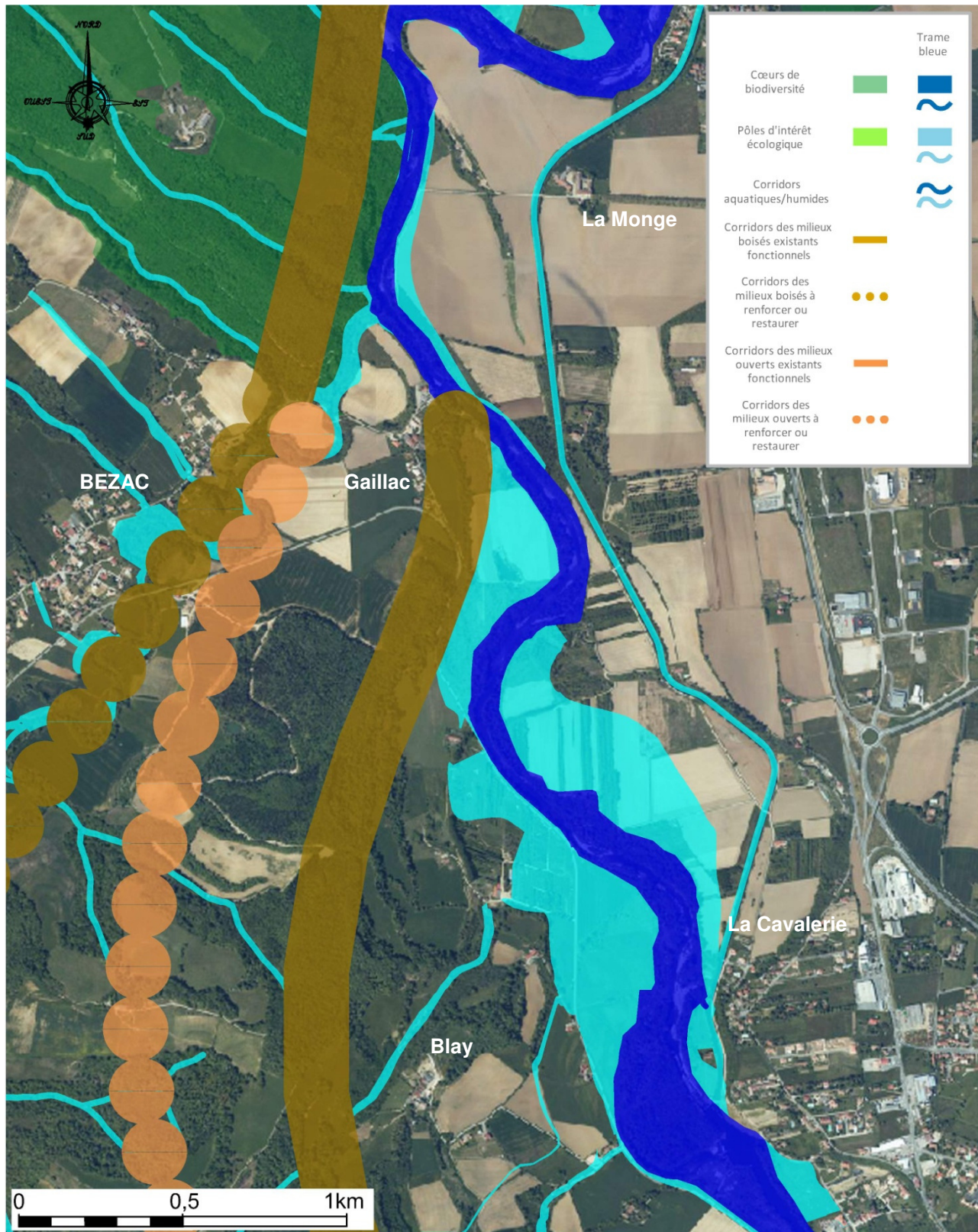
ANNEXES

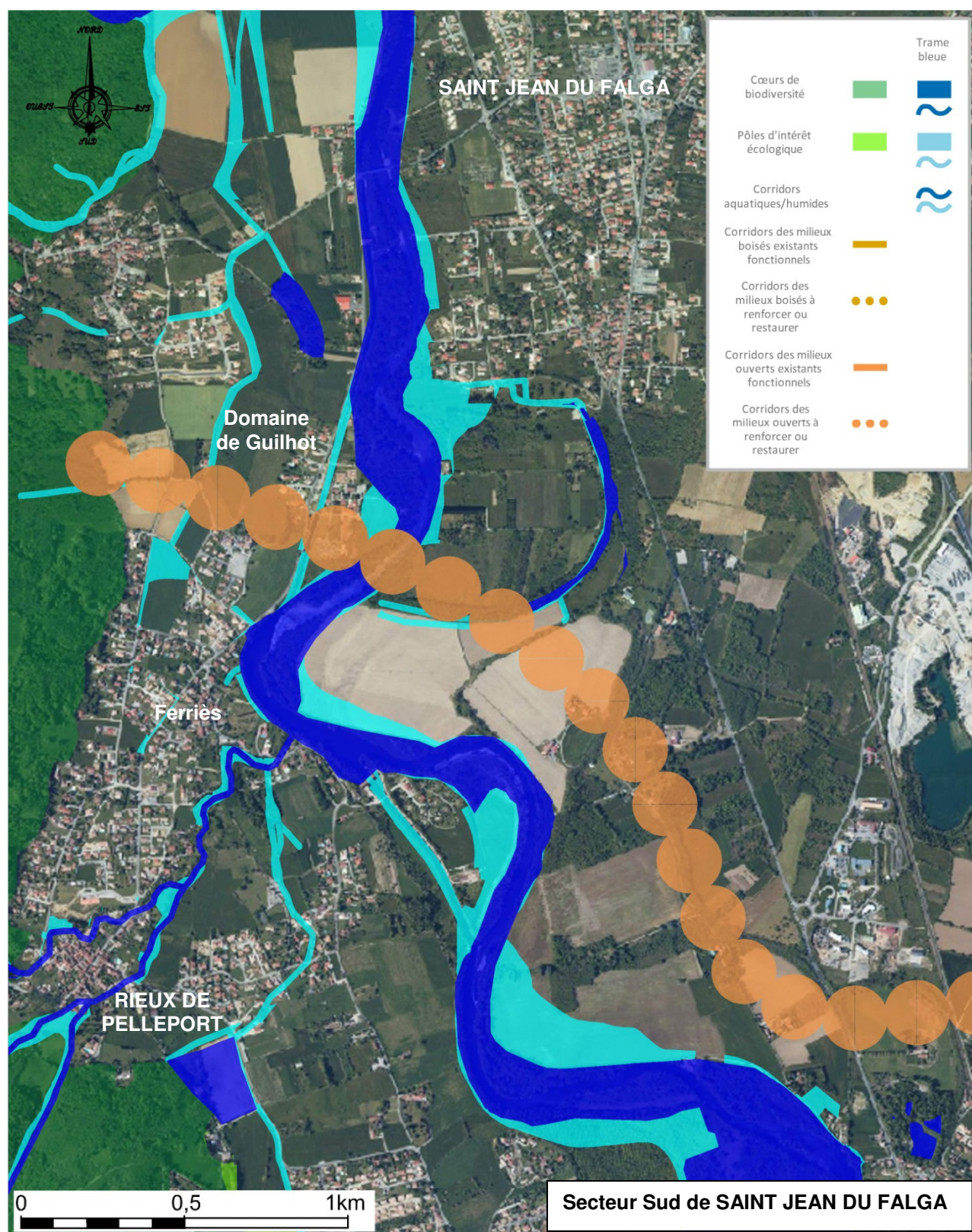
Annexe 1

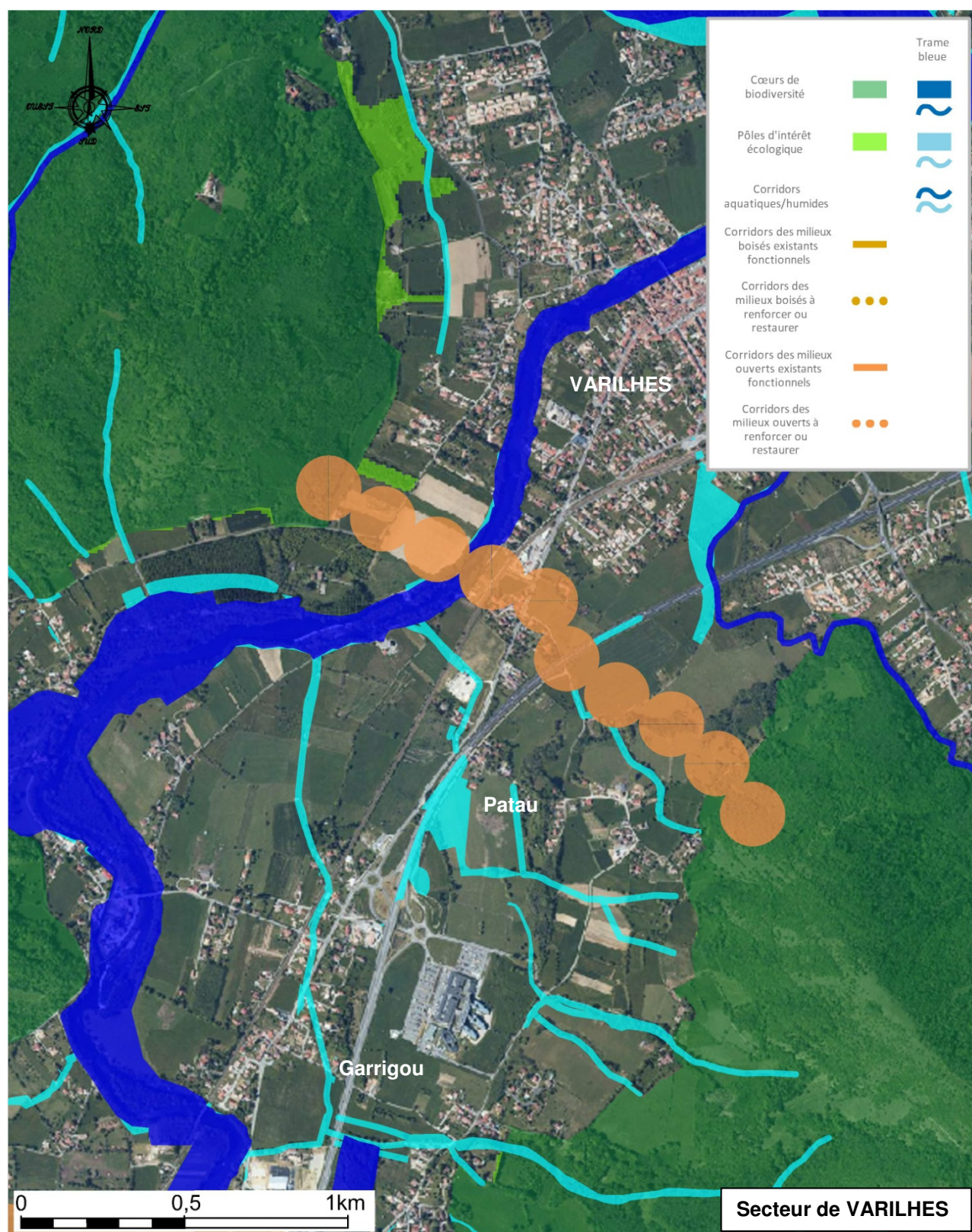
Focus sur les corridors écologiques en fond de la Vallée de l'Ariège

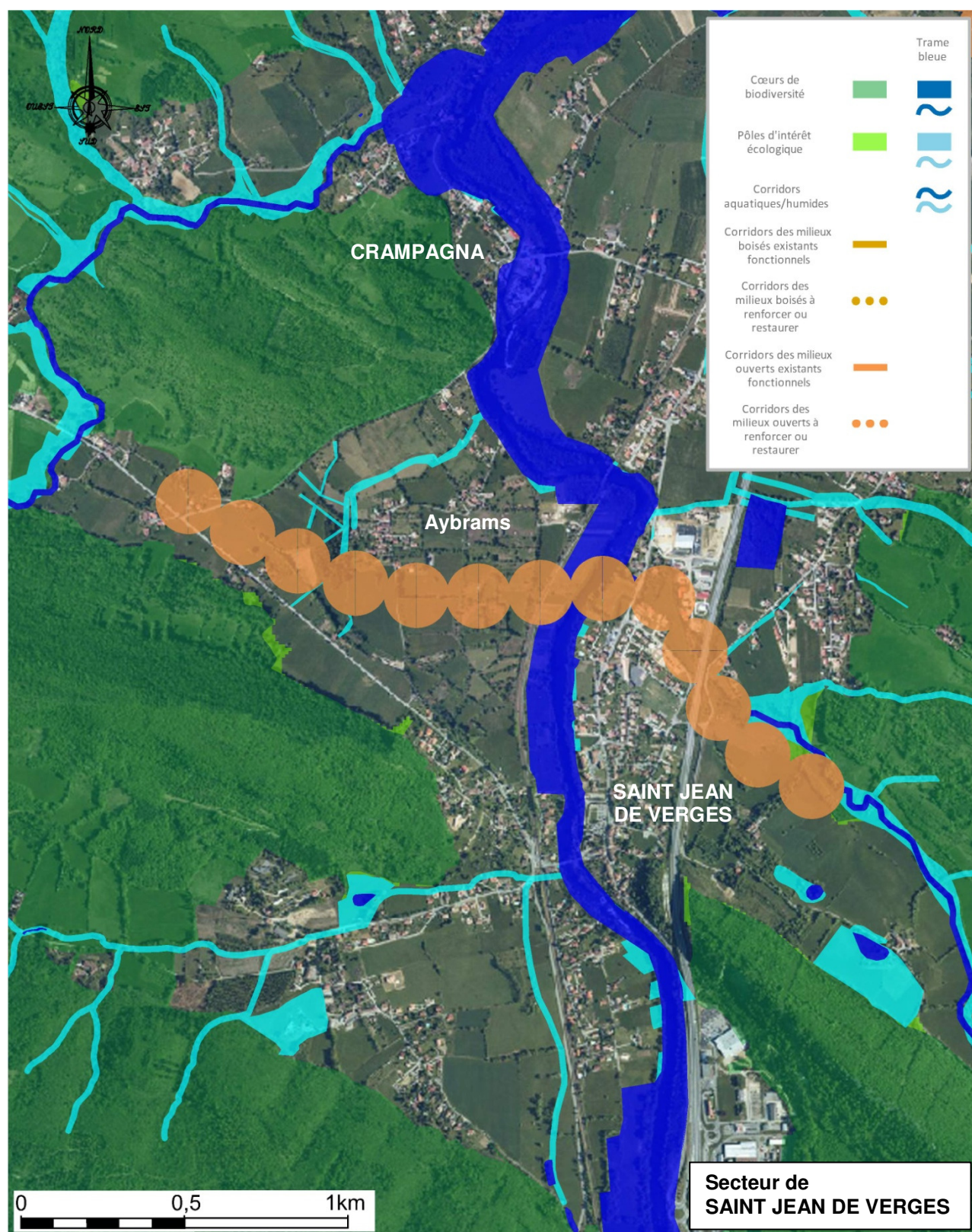


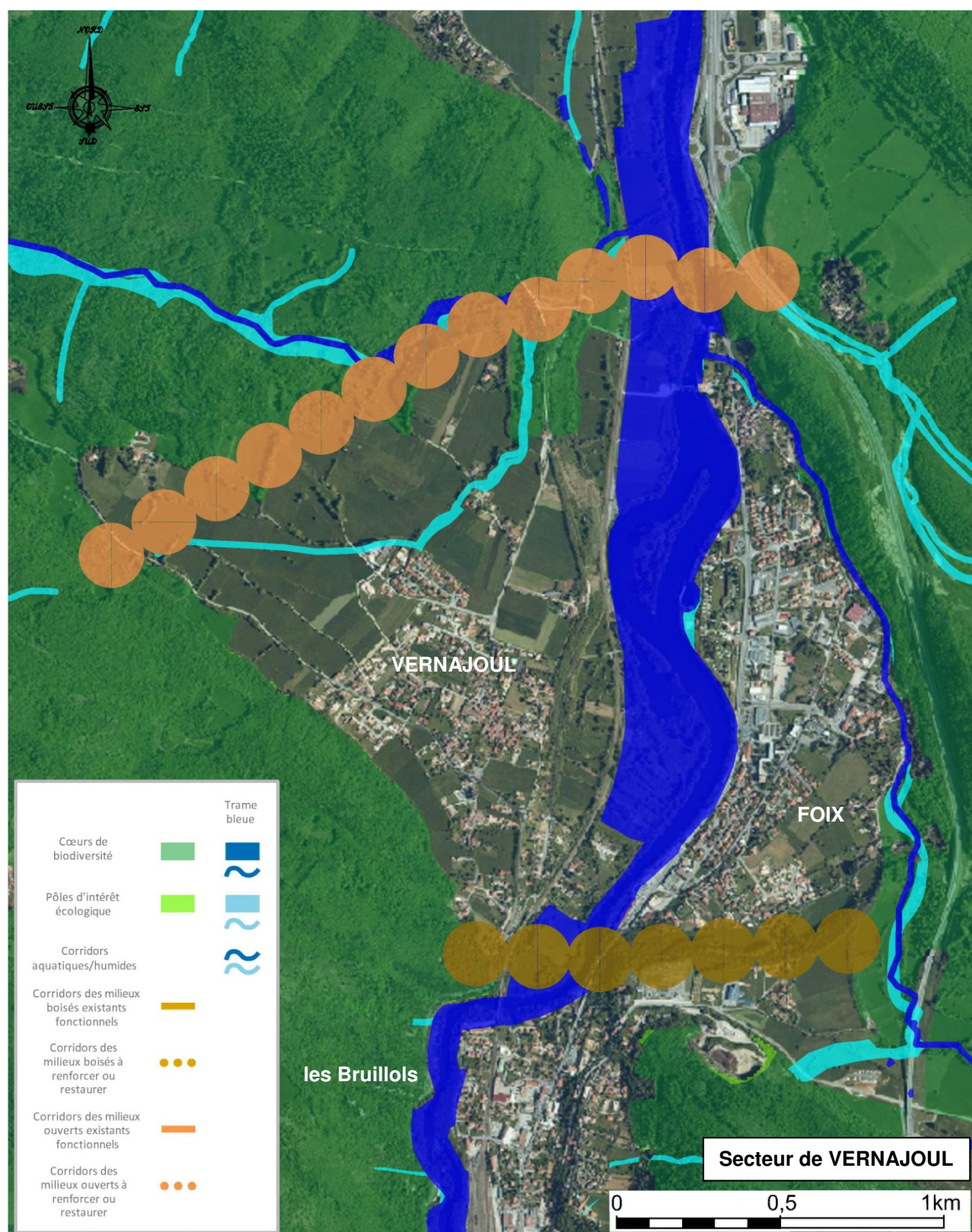


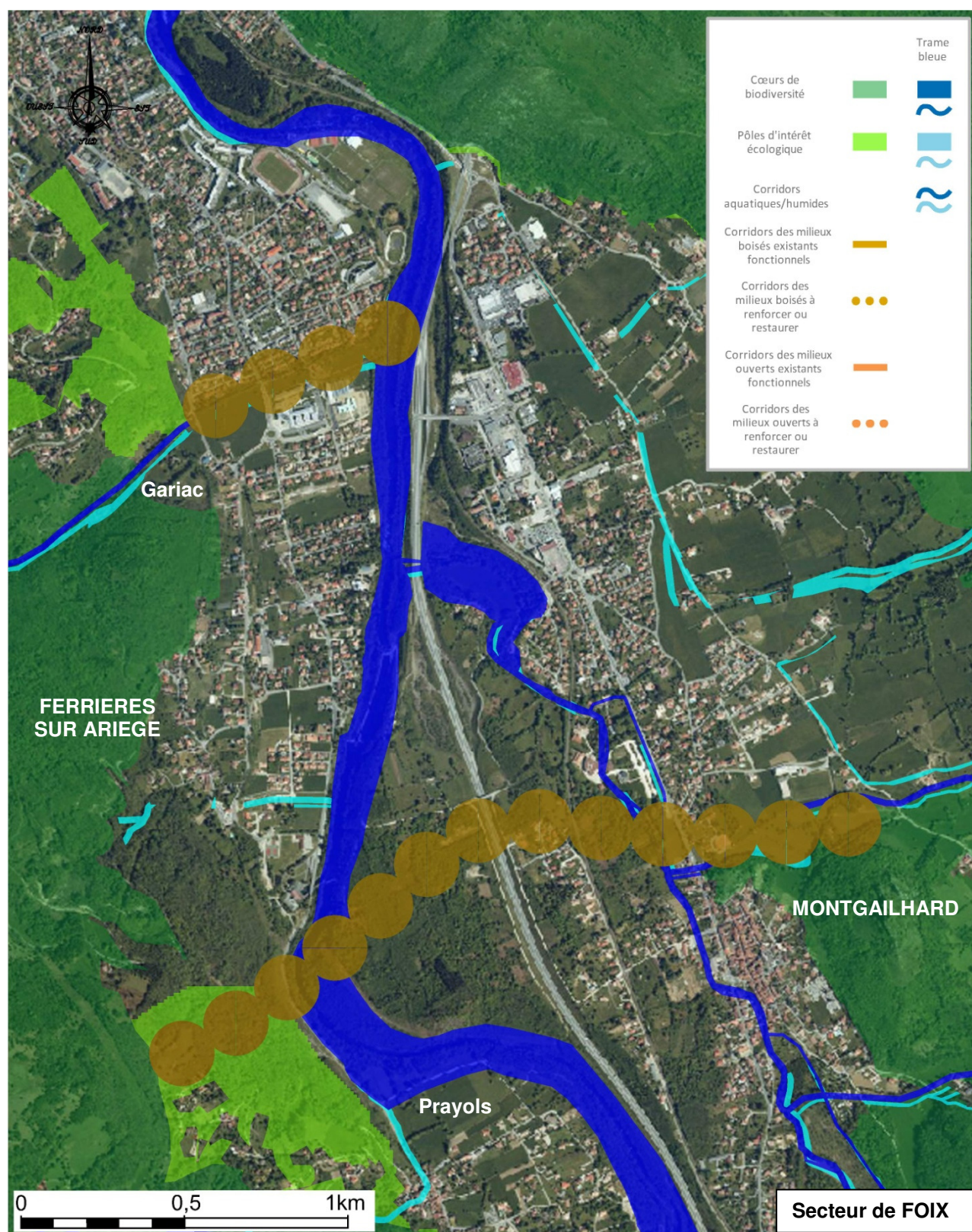


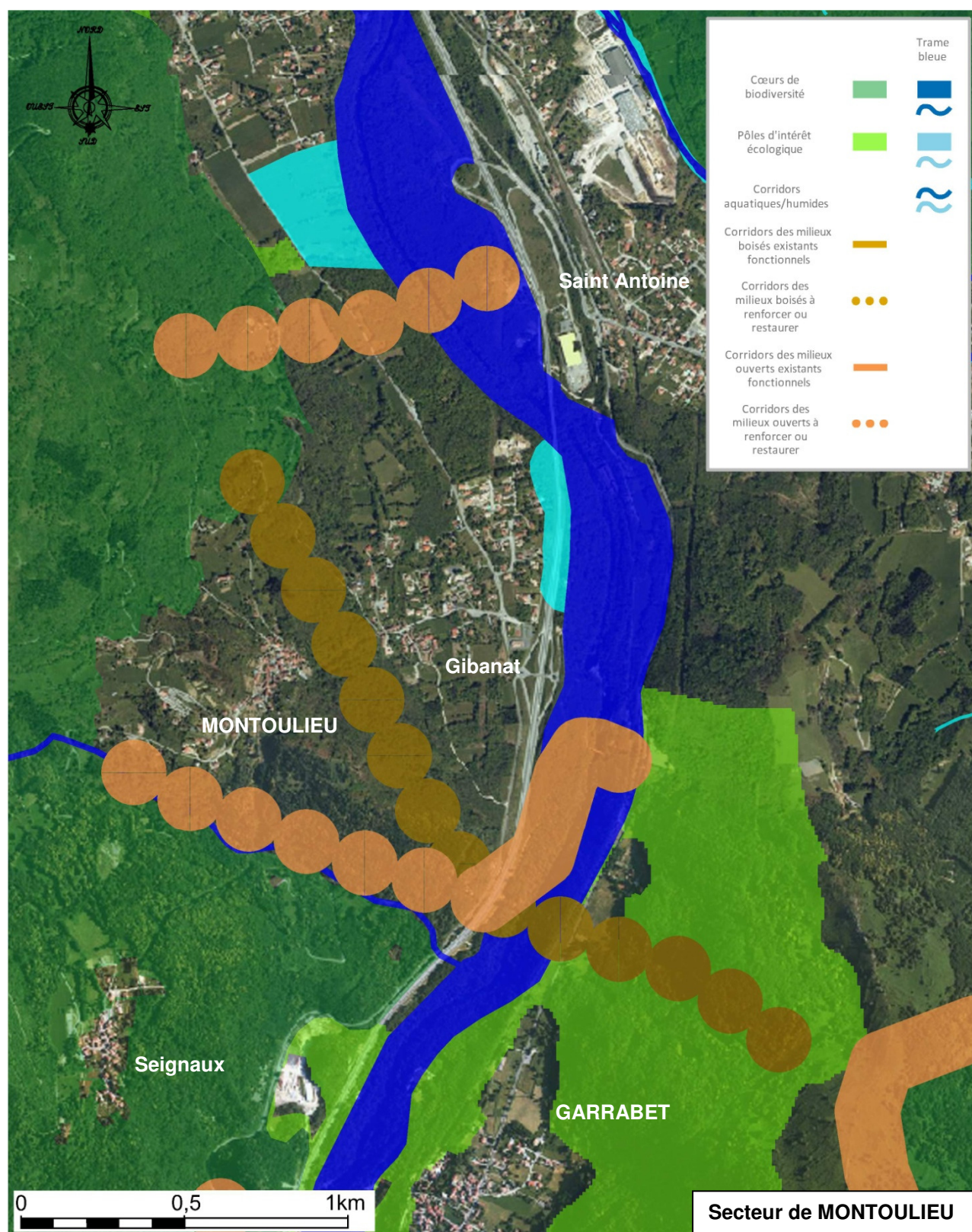


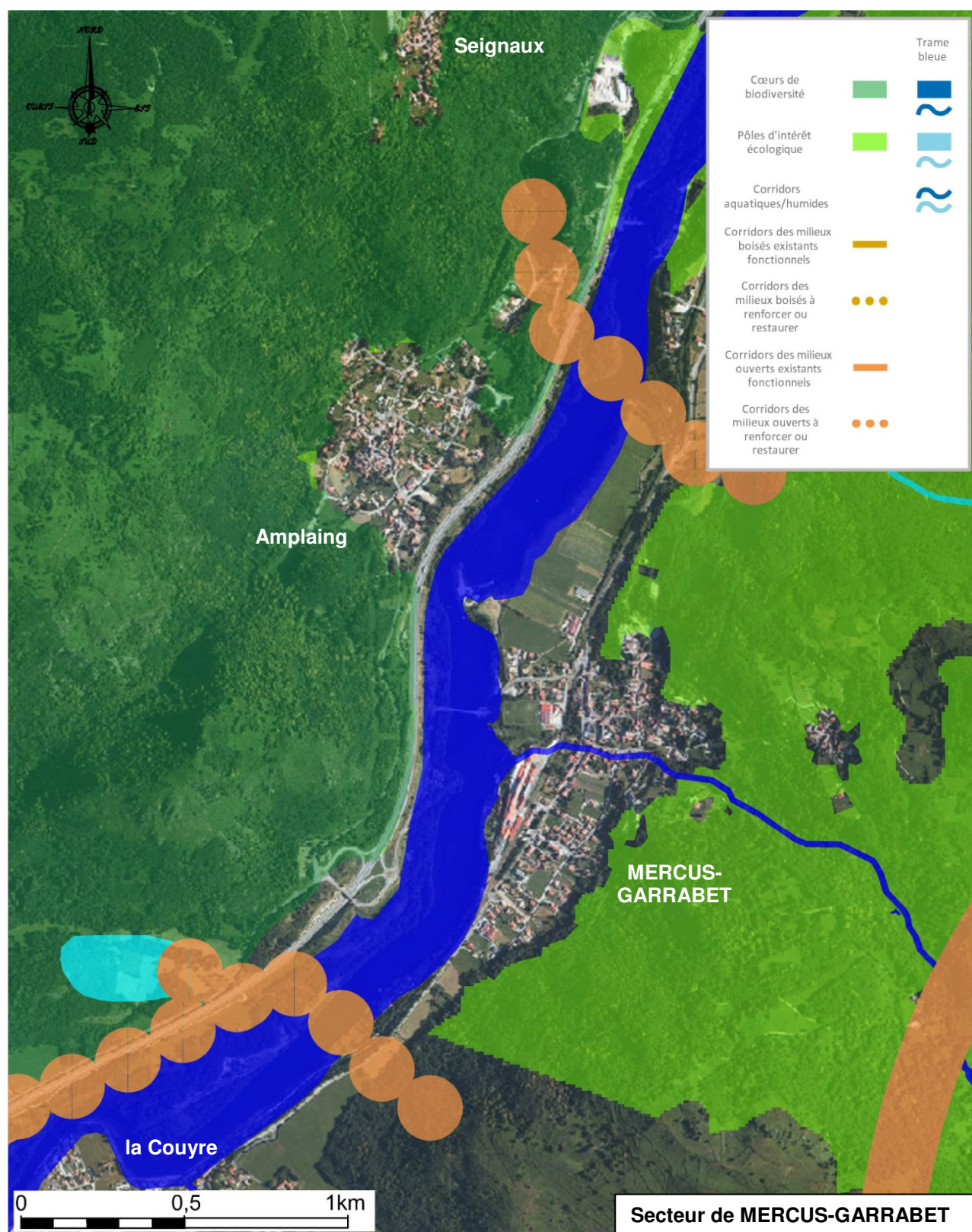


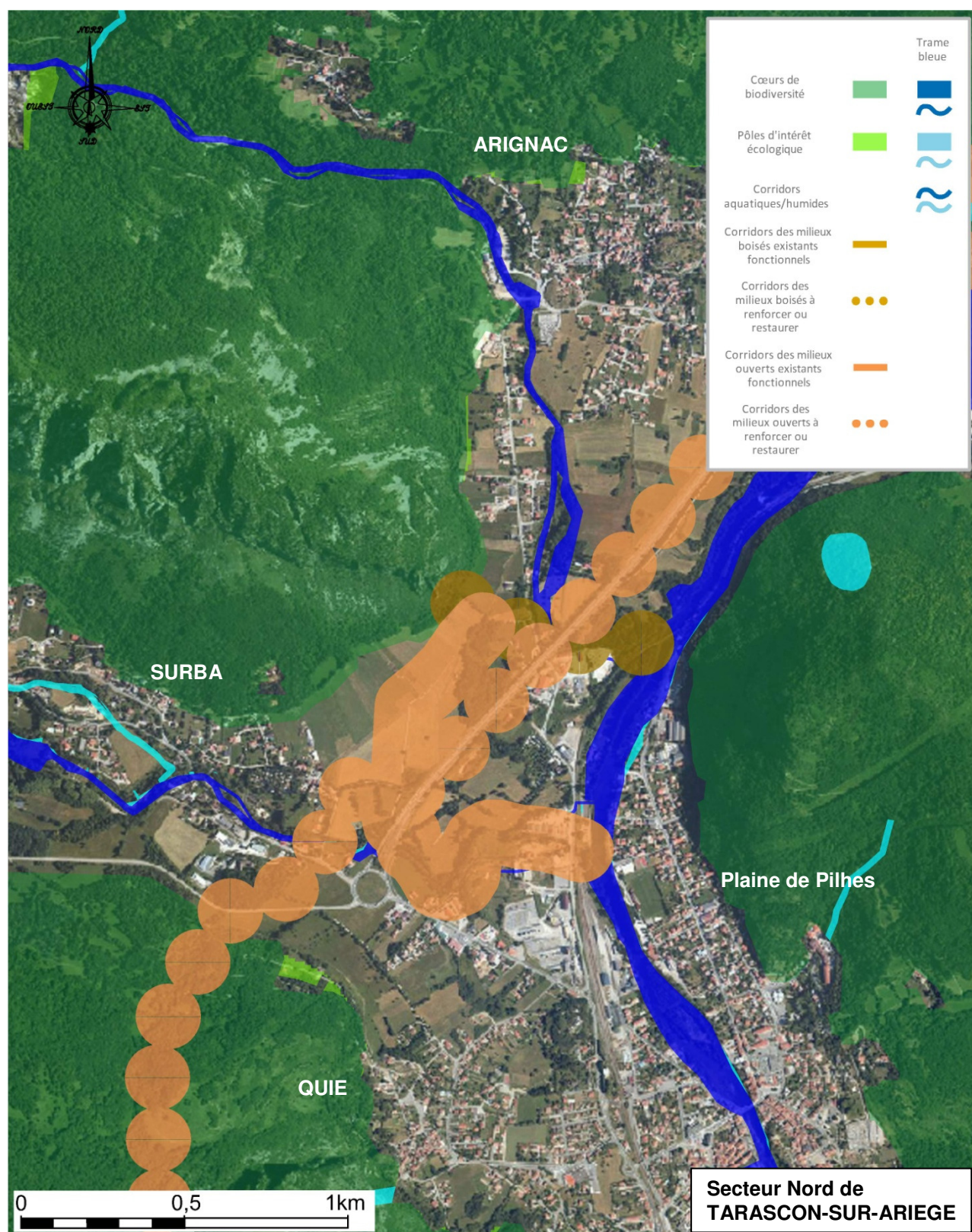


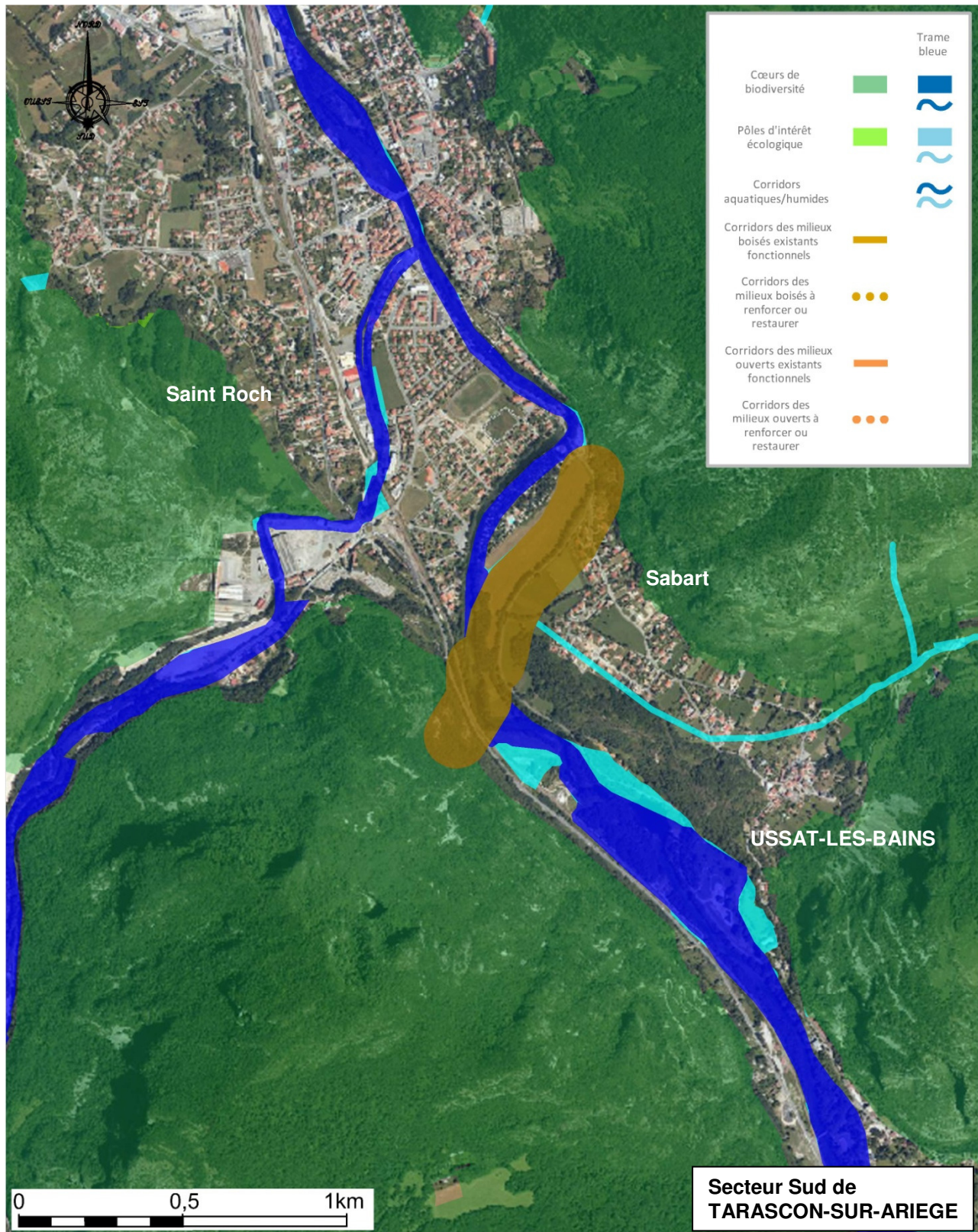


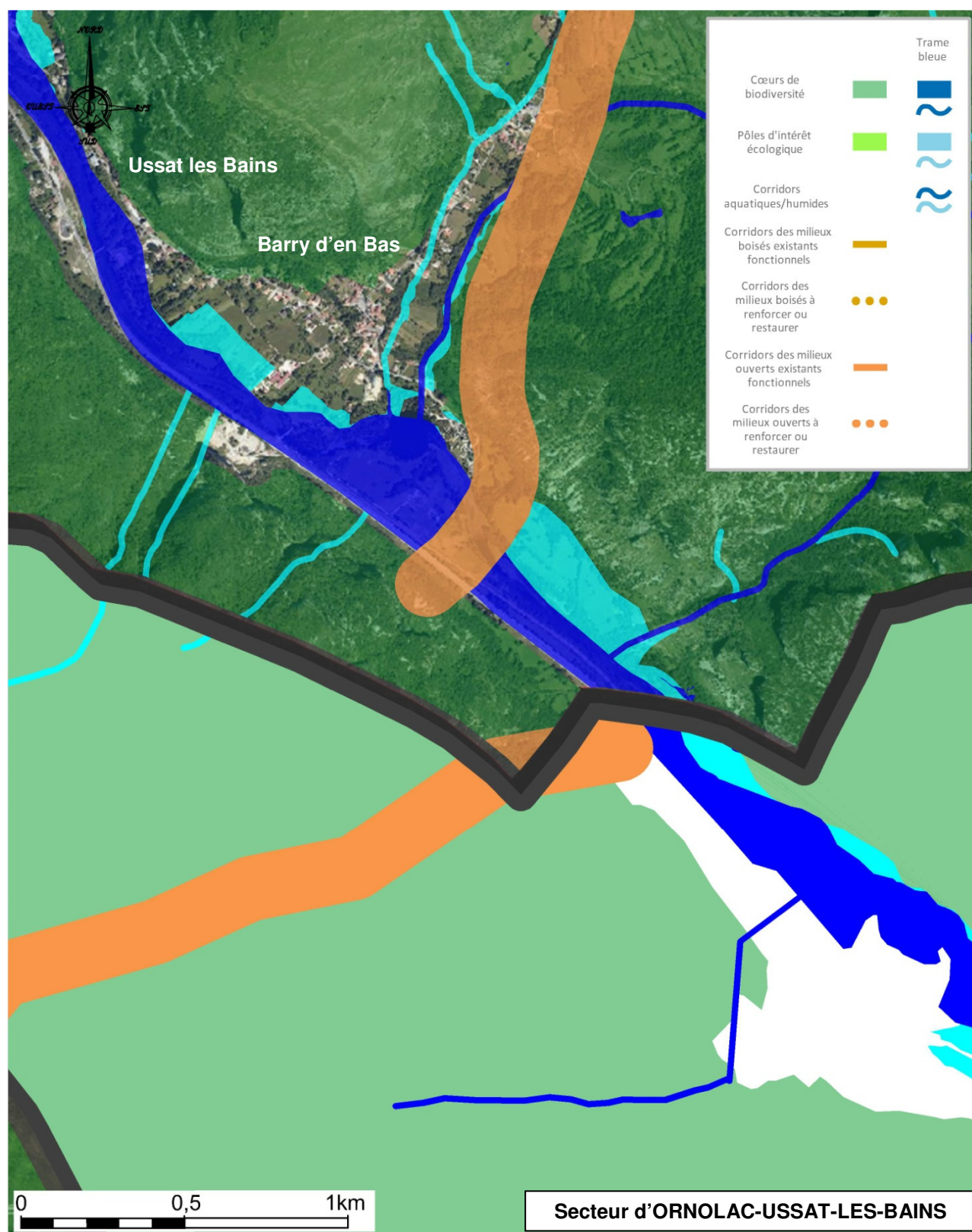












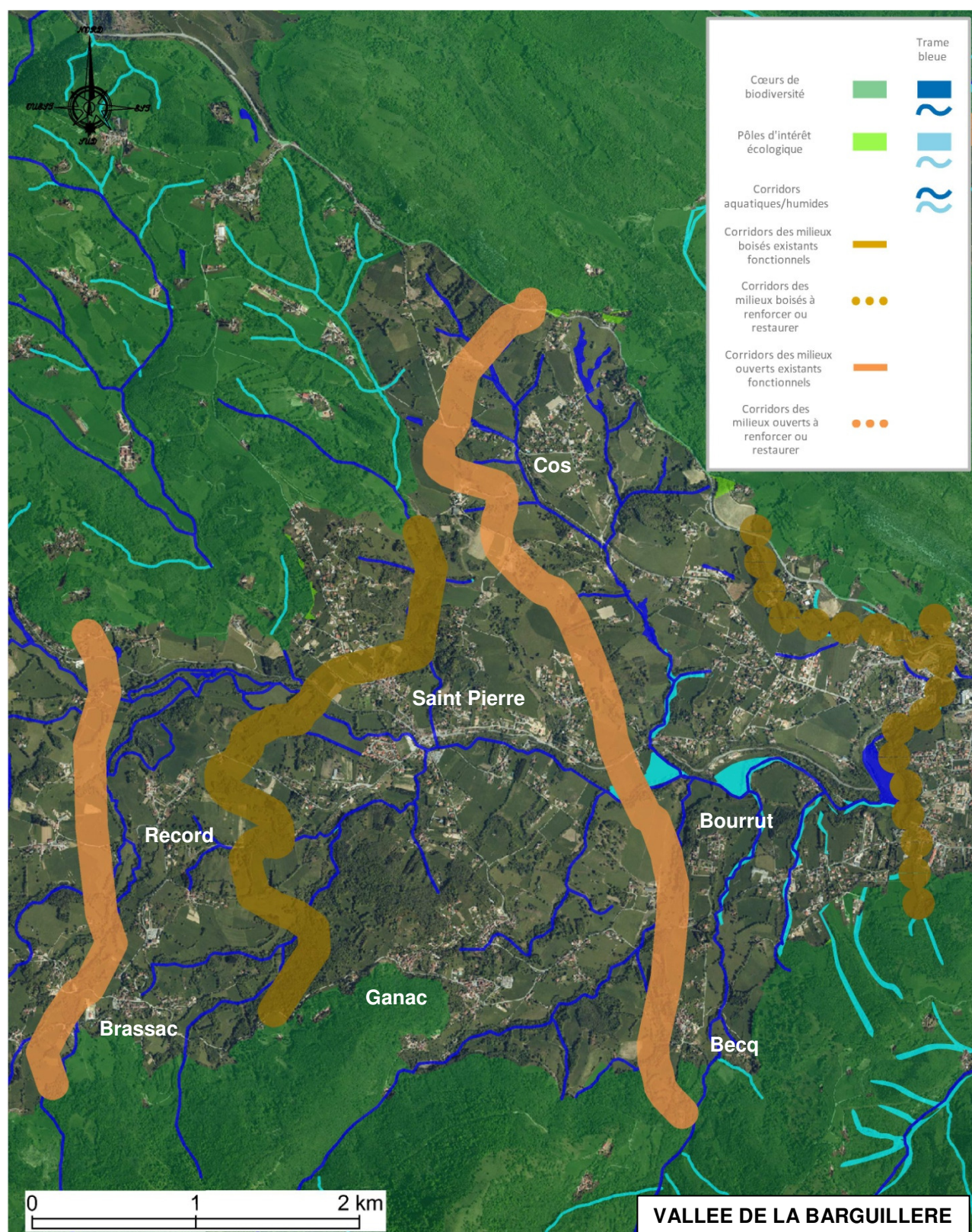
Annexe 2

Focus

**sur les corridors
écologiques**

de la Vallée

de la Barguillère



SYNDICAT MIXTE DU SCOT DE LA VALLÉE DE L'ARIÈGE

Parc technologique "Delta Sud"

09340 Verniolle

Tél. : 05 61 60 42 91

